

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

Le Conflit sino-japonais en Mandchourie et le Droit international

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

présentée et soutenue le Mercredi 12 Juillet 1933, à 16 heures

PAR

MARK FUNG CHAN

Membres du Jury :

<i>Président.</i> . . .	MM. LALOUEL, professeur
<i>Assesseurs</i> . . .	TROTABAS, professeur
	BURDEAU, chargé de cours

NANCY

SOCIÉTÉ D'IMPRESSIONS TYPOGRAPHIQUES

1933

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

Le Conflit sino-japonais en Mandchourie et le Droit international

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

présentée et soutenue le Mercredi 12 Juillet 1933, à 16 heures

PAR

MARK FUNG CHAN

Membres du Jury :

<i>Président . . .</i>	MM. LALOUEL, professeur
<i>Assesseurs . . .</i>	TROTABAS, professeur
	BURDEAU, chargé de cours

NANCY

SOCIÉTÉ D'IMPRESSIONS TYPOGRAPHIQUES

1933

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (✱, ✱, ✱ I).

Doyens honoraires: MM. MICHON (✱, ✱ I), GÉNY (O ✱, ✱ I)

Professeurs honoraires: MM. MAY (✱, ✱ I);

CARRÉ DE MALBERG (✱, ✱ I).

ROLLAND (✱ I).

MOREL (✱ I).

GÉNY (O ✱, ✱ I).

Maître de Conférences honoraire: M. MÉLIN (✱ I), docteur en Droit.

MM. GÉNY (O. ✱, ✱ I.), professeur de Droit civil.

MICHON (✱, ✱ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (✱, ✱ I), professeur d'Economie politique.

SENN (✱, ✱, ✱ I), professeur de Droit romain.

RENARD (✱ I), professeur de Droit public.

HENRY (✱ I), professeur de Droit criminel.

LAVERGNE (✱ I), professeur d'Economie politique et d'Histoire
des Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté
de Droit de Lille.

KRÖLL (✱ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL (✱ I), professeur de Droit international public et
privé.

LESCOT (✱ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (✱ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (✱, ✱ A), Professeur de Droit civil.

TROTABAS (✱), professeur de Droit administratif et de Légis-
lation financière.

F. DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

GÉGOUT, docteur en droit, chargé de cours.

MARCHAL, docteur en droit, chargé de cours.

BURDEAU, docteur en droit, chargé de cours.

BERTRAND (✱ I), secrétaire.

*La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions
particulières des candidats.*



INTRODUCTION

Le conflit sino-japonais en Mandchourie est l'un de ces grands conflits internationaux pour lesquels on avait cru créer en 1919 une procédure tenant compte principalement des données politiques et de l'évolution nécessaire de certaines situations juridiques en vue d'harmoniser les conditions vitales de l'indépendance de divers Etats et de maintenir la paix dans le monde.

Un tel conflit, puisque principalement politique, ne peut être exposé avec sincérité par les partenaires s'ils le dégagent de toute la flamme patriotique qui l'anime et nous considérons comme un devoir de ne pas en atténuer l'expression, sous réserve, bien entendu, de conserver toujours la plus grande correction, afin que le lecteur comprenne aussi exactement que possible la pensée commune de toute la jeunesse intellectuelle chinoise.

I. - La Politique traditionnelle du Japon vis-à-vis de la chine

Les événements survenus en Mandchourie, dans la nuit du 18 au 19 septembre 1931, entre la Chine et le Japon, n'ont rien de surprenant. A vrai dire, le Japon est une nation foncièrement guerrière. Le Japon aime la guerre pour la guerre, pendant huit siècles de féodalité. Il l'aime plus tard par orgueil et pour les avantages qu'elle lui procurait. Il l'aime et l'aimera toujours, parce qu'il voit dans cette entreprise, le seul moyen de maintenir ses « droits » acquis et d'extorquer ce qui lui reste à extorquer. Le progrès purement matériel qu'il a connu depuis un demi-siècle, lui fait croire qu'il relève d'une race supérieure prédestinée à la domination. En même temps, on entretient au Japon, un patriotisme exalté et exclusif.

Peut-on s'étonner par suite, que le Japon méprise toutes les conceptions fondées sur la Justice?

Nombreux sont ceux qui ont compris, qu'après avoir battu la Russie en 1905, le Japon a accru son ambition, déjà énorme, et pratiqué, avec une

activité peu ordinaire, une politique agressive, non seulement contre sa voisine la plus proche, mais aussi contre bien d'autres Etats. Des considérations d'ordre technique et politique, les conditions géographiques et économiques ont voulu que la Chine soit la première de ses victimes. Cela n'est pas douteux. A quoi bon fermer les yeux pour ne rien voir ? — Indépendamment des faits qui sautent chaque jour aux yeux, il y a le fameux mémoire, présenté le 25 juillet 1927 au Mikado par le baron Tanaka, alors premier ministre du Japon, nous ne saurions mieux appuyer nos affirmations, qu'en citant ce document. D'après le document précis et catégorique — car il s'agit d'un mémoire secret — le Gouvernement Impérial doit adopter une politique énergique et positive, relativement à la Mandchourie et à la Mongolie, afin que puisse être exécuté le projet de conquête traditionnelle, conquête divisée d'ailleurs en trois étapes : d'abord conquête de la Mandchourie, ensuite conquête du reste de la Chine, enfin, conquête mondiale.

Tel est, dit-on le plan colossal délégué par l'Empereur Meiji et dont les Nippons, exécutants dociles et fanatiques, de la pensée fantastique de leur ascendant, poursuivent, d'une façon systématique, la réalisation comme le joueur d'échecs réalise son plan en poussant successivement ses pions.

Cela dit, il est permis de penser que l'analyse que nous ferons plus loin de toutes les causes du différend sino-japonais, n'a qu'une seule valeur : celle d'une dissertation académique, car un peuple, résolu d'en attaquer tôt ou tard un autre, en vue de satisfaire ses idées de grandeur, ne manque jamais de prétextes pour faire éclater les hostilités, à moins qu'il ne soit pas lui-même en état de se lancer dans l'aventure et que les circonstances lui soient contraires.

Or, au Japon, la prospérité matérielle bat son plein, l'armée de terre et de mer est mieux équipée que jamais, tandis qu'à l'extérieur, à l'heure actuelle, les Européens et les Américains, se débattent dans la crise économique, les chinois subissent impitoyablement toutes sortes de calamités : la guerre civile, des inondations énormes, une famine formidable et la dépréciation monétaire. Les premiers n'ont pas le loisir de s'occuper sérieusement de ce qui ne les regarde pas directement, les derniers, se trouvent dans l'impossibilité de se défendre.

Les Japonais sont trop habiles pour laisser un moment si favorable s'échapper, comme en 1915, l'année des « vingt et une demandes ».

Dans les luttes internationales d'aujourd'hui, l'héroïsme seul ne suffit

plus à assurer la victoire. Le Baron Tanaka a ainsi affirmé non sans raison, que le « succès final est pour le pays qui est maître du ravitaillement ; la prospérité industrielle est pour le pays qui possède les matières premières et le plein développement de la puissance nationale est pour le pays qui occupe un grand territoire ». La Chine bénéficie de ces conditions, mais pas le Japon. Comme celui-ci est désireux de devenir la nation la plus forte du monde et comme celle-là ne sait pas, tout au moins pour le moment, mettre tous ses avantages en valeur, il va de soi que ces deux pays se battent à toute occasion, l'un pour la création d'un nouvel empire colonial, l'autre pour garder ce que ses aïeux lui ont laissé.

Ainsi le conflit qui met actuellement aux prises deux peuples jaunes est dû principalement à l'ambition démesurée de l'un et aux richesses naturelles, ainsi qu'à la faiblesse de l'autre.

Les deux grands partis politiques japonais, le Seyukaï, conservateur, et le parti Minseïto libéral, pour ne citer que les principaux, ne se différencient en rien, quant au but de leur politique à l'égard de la Chine. Ils ne diffèrent que dans les moyens et les tactiques à employer. La politique rationnelle du parti Seyukaï est une politique d'agression armée ; tandis que le parti Minseïto, préconise au lieu d'une politique d'agression armée, une politique de pénétration économique. Il ne faut pas cependant croire que les conservateurs japonais, négligent complètement le facteur économique, ni les libéraux, le facteur « force ». Ils les prennent tous les deux en considération. Seulement, le parti Seyukaï, soutenu par les militaires, estime que ce qui est le plus efficace, c'est le coup de canon, derrière lequel vient le commerce.

Le parti Minseïto, en vue d'éviter les difficultés qui pourraient venir des autres Etats, préfèrent l'invasion pacifique, tout en réservant évidemment l'armée comme arrière-garde. Ces deux moyens différents tendant à atteindre le même objectif ne sont-ils pas, en soi, l'un comme l'autre, nuisible pour celui qu'ils visent ? La politique d'agression armée est comme l'épidémie, celle de pénétration économique, comme tuberculose. Si la peste terrasse d'un seul coup sa victime, le tuberculeux s'affaiblit d'une façon constante jusqu'à l'épuisement quasi-incurable.

La Chine, n'est petit pays, ni comme étendue, ni comme population. Le peuple chinois, dont l'esprit de patience et de résistance, les qualités de travail et d'économie ont été prouvées au cours des vingt dernières années, sous un régime pour ainsi dire anarchique, serait destiné à jouer un rôle de premier plan dans l'histoire du monde. Les japonais savent bien

que si jamais leur voisin continental venait à ajouter à ses vertus intrinsèques l'esprit de discipline et le sens national, ils ne seraient plus de taille à lutter. C'est pourquoi ils s'empressent d'activer leurs « actes de banditisme ». (C'est ainsi que M. le Professeur ESCARRA qualifie les vingt et une demandes) et de faire tout leur possible pour empêcher l'unification de la Chine. On insiste beaucoup sur le désordre intérieur de la Chine, que certains considèrent comme la cause, sinon l'origine du conflit. Si on examine les circonstances de près, on voit très vite que le Japon est plus ou moins responsable de cette situation particulière qui favorise son action de conquête. Pour être au courant des misères que le Soleil Levant a faites à l'Empire du Milieu, il suffit de lire les lignes suivantes, empruntées à l'éminent ouvrage du Professeur Jean Escarra, intitulé : *La Chine et le Droit international*.

« Vis-à-vis de la Chine, le Japon n'a jamais cessé de mettre en œuvre les procédés qu'on reproche aux Soviets. De part et d'autre, même immoralité foncière, même absence de scrupules, même hypocrisie surtout, cette vertu cardinale des Gouvernements forts. Intrigues, espionnages généralisés, achat de consciences faibles, subventions aux fauteurs de guerre civile, créations et exploitations d'incidents, actes d'agression territoriales, attentats, en un mot tout ce qui se fait de mieux en fait de « Réalpolitik », il n'est à peu près rien que le Gouvernement japonais n'ait utilisé pour arriver à ses fins.

II - La Mandchourie et sa situation internationale

Il n'est pas sans intérêt de rechercher pourquoi les deux grandes puissances asiatiques sont entrées en conflit sur ce point précis de l'Empire chinois. Evidemment les raisons de cette localisation du conflit sont nombreuses, mais il en est une, qui, à elle seule, suffit à l'expliquer :

C'est que la Mandchourie est riche en ressources naturelles, mais relativement peu peuplée.

Par ailleurs, le fondement de l'attachement de la Mandchourie à la Chine, n'est pas sans fournir des arguments précieux à ceux dont l'arrière-pensée est de porter atteinte à l'intégrité de l'Empire du Milieu. La situation géographique de la Mandchourie est également l'une des causes du conflit.

Etant donné les difficultés ainsi soulevées en Extrême-Orient, il nous semble indispensable pour notre travail de donner quelques précisions géo-

graphiques et économiques sur la Mandchourie. Ensuite seulement, nous examinerons la gravité des événements et leur tournure.

Le territoire de la Mandchourie est constitué, à l'heure actuelle, par les trois provinces chinoises dites « orientales » : Celle du Liao-Ning (Fen-Tien), du Kilin et du Hei-Lung-Kiang (Amour).

La Mandchourie est bornée au Nord par la Sibérie et par le fleuve Amour ; à l'Est, par la Province maritime sibérienne et par la Corée avec, pour lignes de démarcation, les rivières Oussouri, Tunen et Yalou ; au Sud, par la mer Jaune ; à l'Ouest, par la Chine du Nord et par la Mongolie. La superficie des trois provinces est de 941.700 kilomètres carrés, soit l'étendue de la France et de l'Italie réunies.

Etant donné cette situation géographique, il n'est pas étonnant que les invasions russes soient toujours venues du Nord-Est et celles du Japon de l'Est. L'histoire a enregistré ces invasions à maintes reprises.

La population de la Mandchourie s'est accrue d'une manière continue, du fait que des émigrants chinois sont venus des autres provinces : de Pé-ping, Chang-tung, Kiangsu, à raison de quelques centaines de mille par an ; cette population atteint aujourd'hui, près de 30 millions d'habitants. Quant à la population étrangère, elle est insignifiante. En 1929, on comptait : 240.150 Japonais, 140.554 Russes, 768.280 Coréens, 529 Anglais, 384 Allemands, 322 Français, 290 Américains, et 1.733 de nationalités diverses.

Il n'y a pas de meilleures preuves que la Mandchourie appartient exclusivement à la Chine, du fait de sa population. Cette population ne se modifiera pas sensiblement quelle que soit la transformation politique que le Japon puisse donner à cette région. Tokio proclame très haut que c'est à cause du surpeuplement du Japon, qu'il est intervenu en Mandchourie. Le véritable motif n'est pas là ; le climat mandchourien, trop rigoureux, ne convient guère aux Japonais qui, s'ils sont tenaces et obstinés, sont cependant fragiles et leur nature physique n'est pas proportionnée à leur ardeur morale. Les plaines glaciales sont plutôt nuisibles aux poumons étroits et délicats des Japonais. La meilleure preuve en est que plus de 25 années d'efforts n'ont abouti qu'à introduire le nombre d'émigrés sus-mentionnés : 240.150 Japonais. A la vérité, le Japon se rend compte du parti merveilleux qu'il pourrait tirer de la Mandchourie, s'il s'empare de tous les trésors naturels qui s'y trouvent, y écoule ses produits industriels et s'en sert comme d'une base d'opération, en vue de

conquérir le reste de la Chine. En fait, le Japon ne peut songer à la Mandchourie, comme pays de peuplement.

La Mandchourie possède des matières premières en quantité considérable; elle est en passe de devenir l'un des pays les plus riches du monde. Avec sa terre à peu près vierge et très fertile, couvrant plus de 25 % de la superficie totale, elle donne des produits agricoles en grande abondance. Bien qu'en hiver les grands froids atteignent jusqu'à — 30° — 40° et qu'en été, la chaleur torride s'élève jusqu'à 38°, la Mandchourie jouit en juin et juillet d'une saison de pluies qui donne à la végétation une impulsion salutaire. La culture la plus développée est celle du pois de Soja, qui procure au Japon chaque année les quantités dont il a besoin. Le maïs, le blé, le millet, le sorgho y poussent également très facilement. D'après les statistiques officielles, la production agricole a doublé ou presque, au cours des quinze dernières années: de 404.493.000 boisseaux en 1915, elle est passée à 787.789.000 boisseaux en 1929. De belles forêts couvrent les montagnes de la Province du Kilin au Yalou et occupent près de 40 millions d'hectares. On y compte environ 300 espèces ou variétés d'arbres dont un bon nombre appartiennent à la flore des régions froides ou tempérées. Ces forêts représentent actuellement, 150 milliards de pieds cubes de bois utilisables. Ceci donne l'importance de leur valeur.

Dans le sous-sol encore mal exploré, des minéraux des plus variés, la houille, tourbe, fer, or, etc., se cachent en abondance. Le Japon, depuis son occupation de 1905, exploite très activement les gisements de charbon, de fer, d'acier et de pétrole, trouvés dans « la zone du chemin de fer sud-mandchourien ». Ces privilèges ont été, soit cédés par la Russie, soit arrachés directement à la Chine. Se basant sur les « vingt et une demandes » le Japon a réclamé le droit d'exploiter 15 autres mines de fer et de charbon dans le Liao-Ning et le Kilin, ainsi que des forêts. Peut-on s'étonner, dans ces conditions, que le dissertement entre les deux pays se soit accentué tout comme l'ambition nipponne?

La Chine englobe naturellement la Mandchourie; le Japon et la Russie eux-mêmes l'ont reconnu formellement à plusieurs occasions, alors que la Chine renonçait à certains territoires.

Cette souveraineté de la Chine sur la Mandchourie a été proclamée d'une façon encore plus solennelle par le traité des Neuf Puissances, signé à l'issue de la conférence de Washington en 1922. Au point de vue international, la souveraineté de la Chine sur la Mandchourie est donc indiscutable. Cependant, pour éclaircir un point historique, nous devons pré-

ciser brièvement l'évolution de ce pays « partant d'un dominion vaguement défini vers un groupe de provinces clairement délimitées ».

La Mandchourie n'a lié qu'en 1644 son sort à celui de la Chine, sous le même sceptre, celui de la dynastie Tsing, d'origine Mandchoue. Depuis lors, elle est devenue l'une des circonscriptions administratives de la Chine. Ce n'est pourtant qu'en 1907 que la délimitation définitive des frontières extérieures fut achevée. Ainsi furent constituées les trois provinces orientales, constitutives de la division administrative de Mandchourie. Celle-ci n'a jamais été vassale de la Chine, pas plus que la Chine ne l'était de la Mandchourie. A notre avis, ce régime politique n'était pas non plus une union personnelle, car pour avoir une union personnelle il faut que les deux Etats qui la composent, tout en se trouvant placés sous l'autorité suprême d'un même souverain pour un temps déterminé, pour la durée de son règne ou de sa dynastie, conservent chacun une personnalité distincte, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Or, la formation en question n'a nullement eu ce caractère. Il s'est agi d'une simple absorption, comme ce fut le cas du royaume d'Italie, formé par la réunion des divers Etats qui se partageaient la péninsule italique. Supposons que l'Italie adopte le régime républicain, pourrait-on soutenir que l'unité italienne est brisée par la même et que le Piémont, les Duchés de Modène, Parme, Toscane, et le Royaume de Naples vont se détacher de l'Italie?

La proclamation de la République en Chine, n'a pas pu avoir plus d'effet que n'en aurait la proclamation de la République en Italie.

La Mandchourie a été convoitée, à la fois par l'impérialisme russe et par l'impérialisme japonais. L'un et l'autre s'observent et se combattent depuis plus de trente ans, sur ce territoire chinois. Russie et Japon sont finalement parvenus à acquérir en Mandchourie des concessions extravagantes, lesquelles, théoriquement tout au moins, commerciales, économiques ou stratégiques dans le cas de la Russie, à l'origine, se sont rapidement transformées en instrument politique et se sont élargies d'une façon continue. Dans la zone du chemin de fer mandchourien et dans celle de l'Est-Chinois, avant 1918, sans compter les territoires à bail, les pouvoirs de police et d'administration étaient exclusivement entre les mains des Etats bénéficiaires des concessions et les droits souverains de la Chine étaient réduits à peu de chose.

Il convient de résumer l'histoire de ces empiètements de l'étranger :

Après la défaite de 1895, la Chine, pour se faire protéger par une puissance « amie » forte contre une nouvelle invasion japonaise toujours pos-

sible, conclut le 3 juin 1896 avec la Russie un traité secret d'alliance, dont l'article 4 prévoyait la cession à la banque Russo-Chinoise de la construction et de l'exploitation d'une voie ferrée, à travers les provinces de l'Amour et de Kilin dans la direction de Vladivostok.

Pratiquement, cette société était essentiellement russe, avec capitaux français. La Chine cédait en outre à bail, à la Russie : Port-Arthur ; Dalny et les eaux adjacentes pour un terme de 25 ans, aux termes d'une convention signée à Saint-Pétersbourg le 27 mars 1898.

Cette sombre tactique du gouvernement de Pékin, qui coûte si cher au pays, en provoquant ultérieurement beaucoup de complications fâcheuses, constitue ce qu'on appelle la « période russe ».

Mais moins de dix ans plus tard, par suite de la guerre russo-japonaise, la Russie vaincue abandonna la possession du Liao-toung et le chemin de fer entre Chang-Chun et Port-Arthur et tous ses embranchements à son vainqueur. Elle garda toutefois son activité au Nord de la Soungari.

Au joug tsariste s'ajoutait celui du Mikado. Le pays en a souffert doublement.

Les années qui suivirent le conflit de 1905, virent une consolidation des intérêts des deux puissances dans leurs zones respectives. Ces mouvements de leur expansion en Mandchourie devaient évidemment finir par se heurter, puisqu'ils s'opéraient en sens inverse. Mais en attendant, et sous la pression des circonstances, la Russie et le Japon, cherchaient plutôt à se rapprocher et agissaient ensemble et en accord, qu'il s'agisse de la Chine, ou des autres Etats qui avaient l'intention d'intervenir à leurs dépens. Visiblement ces deux pays entendaient pratiquer en Mandchourie une politique de la « porte fermée ». Leur entente se caractérisa en maintes reprises. Elle se manifesta dans l'affaire de la suggestion faite par le Gouvernement des Etats-Unis, le 9 novembre 1909, aux Puissances ayant des intérêts en Asie, suggestion exposant un plan d'internalisation des chemins de fer de Mandchourie. Tokio et Saint-Pétersbourg faisaient connaître, le 21 janvier 1910, qu'ils rejetaient entièrement cette initiative. On vit encore la Russie et le Japon en plein accord dans la convention de Saint-Pétersbourg, du 4 juillet 1910, sur le maintien du *statu quo* en Mandchourie et dans celle du 8 juillet 1912, sur la délimitation des frontières de la Mongolie et des zones d'influence russe et japonaise, dans cette région. Enfin, tout récemment, malgré d'innombrables motifs de rivalité et de mésentente, les soviets et les nippons ont repris leurs relations inter-

rompues. La reprise des relations a été inaugurée par un accord du 20 janvier 1925, imbu d'un esprit de conciliation tout-à-fait surprenant.

Mais ce n'est qu'un accord temporaire. L'accord ne pourra durer que jusqu'à l'élimination du ou des ennemis communs, et pour leur faire face Russie et Japon se sont mis d'accord. Puis le Japon commence à perdre patience et veut faire cavalier seul. Les événements de Mandchourie — prise de Kharbine, utilisation de l'Est-Chinois dans un but militaire par les troupes japonaises — en font foi.

Ce qui est remarquable, c'est que le Japon soit parvenu à renforcer sa position, non seulement par de très nombreux accords avec la Chine, au sujet de l'exploitation de ses concessions de toutes sortes en Mandchourie, mais encore par des conventions passées avec les autres Etats Européens et les Etats-Unis pour proclamer ses intérêts spéciaux et l'importance du maintien du *statut quo* (traités d'alliance avec la Grande Bretagne du 12 août 1905 et du 13 juillet 1911, accord avec les Etats-Unis du 30 novembre 1908, avec la France du 10 juin 1907).

La guerre mondiale de 1914 a quelque peu modifié la situation en Mandchourie. En ce qui concerne le chemin de fer de l'Est Chinois, la Russie, depuis le début des hostilités, n'avait pu s'occuper attentivement de ses intérêts. La révolution d'octobre 1917 amena les soviets au pouvoir et la ligne tomba entre les mains d'une succession de groupes antibolchevistes surgis de l'Extrême-Orient. Dès 1918, les alliés avaient proposés que le chemin de fer de l'Est Chinois soit confié à la Chine (1), mais cette proposition avait échoué, par suite de l'opposition du Japon, fondée sur divers accords militaires récemment conclus avec le Gouvernement Chinois. Finalement un organisme interallié prit en mains, en vertu d'un accord du 9 janvier 1919, le contrôle et la police du chemin de fer, jusqu'à la fin de 1922. Entre temps, le Gouvernement chinois qui bénéficiait des circonstances s'efforçait de renforcer son autorité sur le chemin de fer. Il entama d'abord, avec la banque Russo-Chinoise, des négociations directes qui aboutirent à un nouvel arrangement du 2 octobre 1920, aux termes duquel les droits de la Chine, dans l'Administration du chemin de fer, étaient notablement accrus. Le Gouvernement chinois parvint ensuite à conclure avec l'U. R. S. S. à la date 31 mai 1924 un accord suivi d'une annexe. Cet accord disposait que le chemin de fer qui « représente une entreprise purement commerciale » (§ 1 de l'art. 9 de l'accord), organisait un conseil de direction mixte, composé de cinq personnes de chaque pays. Le

(1) Jean Escarra, *La Chine et le Droit international*, p. 255.

Président devait être choisi parmi les administrateurs chinois et nommé par le Gouvernement chinois (Art. 1 de l'annexe). Il était prévu pour la Chine une possibilité du rachat (§ 2 de l'art. 9 de l'accord). On connaît les difficultés survenues par la suite, entre les deux contractants, notamment en 1929. Ils s'entr'accusaient d'avoir violé les traités de 1924, la Russie, en faisant de la propagande communiste, la Chine, en s'appropriant une entreprise exploitée conjointement. Les relations diplomatiques russo-chinoises ne purent être reprises que tout récemment (1). Somme toute, grâce au changement de régime politique en Russie, conséquence de la grande guerre, la Chine put revendiquer dans le Nord de la Mandchourie quelques droits politiques et économiques.

Par contre, le Japon avait profité de la guerre européenne pour sommer sous menace la Chine, de lui céder encore de nouveaux avantages, extrêmement importants. Ce fut le résultat des fameuses « vingt et une demandes », dont le groupe II concerne la Mandchourie et la Mongolie intérieure Orientale : nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

Le Gouvernement chinois prit conscience de son devoir et, encouragé par la nation toute entière, a pratiqué, surtout depuis 1925, une politique ferroviaire en Mandchourie, appuyée sur l'émigration chinoise « intérieure », ceci afin de contrebalancer l'expansion japonaise et russe. Au cours des dix dernières années plusieurs lignes ont été construites avec des capitaux purement chinois, d'autres avec des capitaux partiellement étrangers. Il y a encore, bien d'autres lignes en projet. Mais aux yeux des Japonais leur mise à exécution ne manquerait pas d'avoir un caractère provocateur.

En raison de tous ces événements, la situation en Mandchourie, loin de s'apaiser et de se clarifier, est au contraire de plus en plus confuse et constitue l'un des problèmes internationaux les plus délicats à résoudre, car il pourrait en résulter un conflit général. Bien que n'étant pas encore de taille à se mesurer avec ses adversaires redoutables, la Chine, réveillée de son long sommeil, n'admet plus qu'on lui impose des règles qui portent atteinte à sa souveraineté et à son indépendance. La Russie soviétique veut dominer dans les provinces chinoises, pour en faire un centre de bolchevisme espérant convertir cet Orient lointain aux doctrines de Lénine. Si elle ne relève pas le défi que lui lance le Japon en occupant le Nord de la

(1) Le 12 décembre 1932, à Genève, M. Litvinov, représentant soviétique, et M. Yen, délégué de la Chine, ont scellé la reprise des relations diplomatiques entre leurs deux pays.

Mandchourie, c'est sans doute qu'elle ne veut pas, à juste titre, être dans l'obligation de recourir à la force à un moment où son plan quinquennal n'est pas encore achevé. Lorsque l'exécution de ce plan sera terminée, il n'y aurait rien d'étonnant à ce que les soviets prennent ombrage de l'hégémonie japonaise sur le continent asiatique. — Quant au Japon, tout permet de prévoir qu'il ne lâchera sa proie que sous la pression de la force. Il prétend que c'est pour lui une question de vie ou de mort. Il désire depuis plus d'un quart de siècle faire de la Mandchourie, une seconde Corée. Bien entendu l'objectif n'est pas encore atteint mais, en dépit de tout, le Japon s'en rapproche à pas de géant. Ce qui est le plus inquiétant, c'est que les attentats politiques commis dernièrement à Tokio, contre des financiers et des Ministres par la « jeune armée » japonaise démontrant l'existence d'un mouvement tendancieux vers l'extrême-droite. Les militaristes japonais estiment qu'un Gouvernement conservateur ne leur convient plus. Il leur faut un Gouvernement fasciste, ou une dictature militaire, qui saurait mettre la main sur la Mandchourie ou même sur toute la Chine et balayerait d'un seul coup tous ceux qui auraient l'audace de lui résister. Ce qui est fâcheux, c'est que dans ce pays, le civil propose, mais le militaire dispose. Aussi une telle tendance deviendrait facilement la base d'une nouvelle politique du Japon. Il faut mesurer les conséquences de cet état de choses.

Que disent l'Angleterre et l'Amérique? — Ces deux puissances, surtout la dernière, championne du principe de la « porte ouverte » et de l'« intérêt égal », peuvent-elles se croiser les bras en voyant fouler aux pieds cette fameuse doctrine qu'elles ont établie et maintenue avec tant d'ardeur? L'orage mandchourien, s'il persiste, finira par s'étendre sur les côtes de l'Océan pacifique, et l'on verra les Etats qu'il baigne entraînés tous dans la catastrophe. On a bien raison d'assimiler la Mandchourie d'aujourd'hui à la péninsule balkanique d'autrefois, d'où sont issus les grands conflits, tels que la grande tuerie de 1914.

Il n'est malheureusement pas de solution qui permette d'éviter radicalement une telle éventualité, à moins que la Chine ne devienne un jour militairement assez forte pour débarrasser son territoire des deux ravisseurs qui s'y installent en leur retirant tous les pouvoirs politiques. Par amour de la paix, nous souhaitons que ce jour vienne aussi proche que possible.

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION JURIDIQUE DU JAPON EN MANDCHOURIE

Pour justifier son intervention militaire, le gouvernement de Tokio invoque le fait qu'il a des « droits spéciaux » en Mandchourie, comme si cela était un cas tout-à-fait particulier, qui doive faire échec aux règles habituelles du droit des gens.

Un tel système ne trompera personne. La Mandchourie, en tant que le territoire chinois, est seulement grevée de quelques servitudes internationales, lesquelles, quelle que soit leur importance au point de vue pratique, ne portent, en aucun cas, atteinte, tout au moins en théorie, et dans aucune circonstance, à la souveraineté et l'indépendance de l'Etat qui les a concédées. Le droit commun international doit donc exclusivement s'appliquer dans l'affaire mandchourienne.

Par ailleurs, ces droits du Japon sont discutés à l'exception d'un petit nombre d'avantages économiques. Il y en a qui résultent des traités, mais ces engagements sont *innombrables* et plusieurs sont restés secrets. Ils se superposent, se complètent, s'accumulent, se contredisent. Il en est dont l'authenticité même demeure douteuse. Les accords les plus importants, relatifs à la Mandchourie, sont le traité de Portsmouth conclu entre la Russie et le Japon, celui de Pékin conclu de la même année entre la Chine et le Japon et les « vingt et une demandes » de 1915, dont le groupe II est consacré exclusivement au statut de la Mandchourie et à celui de la Mongolie intérieure orientale. Il importe donc d'analyser les droits du Japon.

I. - Le traité de Portsmouth et le traité de Pékin du 22 Décembre 1905

Le traité de Portsmouth mit fin à la guerre russo-japonaise de 1905. Il transféra au Japon « le bail de Port-Arthur, de Dalny et des territoires et eaux territoriales adjacentes, ainsi que tous les droits privilèges et concessions, se rattachant à ce bail ou en faisant partie » et puis, « tous les tra-

vaux et propriétés publics dans le territoire sur lequel s'étend le bail susmentionné ». Le chemin de fer entre Tchang-Tchoum et Port-Arthur a également été cédé au Japon. Il convient de remarquer que le bail de la péninsule du Lioa-toung devait venir à expiration en 1923, en vertu de la convention de 1898. D'autre part, aux termes de l'accord de 1896, la ligne Tchang-Tchoun-Port-Arthur, qui faisait partie à l'origine, on le sait, du C. E. R. (Central Eastern Railway) et l'ensemble du C. E. R. doivent faire retour à la Chine, libres de toutes charges, au bout de soixante ans.

La compagnie du S. M. R. (South-Mandchouria-Railway) fut fondée le 7 juin 1906, ayant, comme ligne principale, le tronçon Tchang-Tchoun-Port-Arthur. Cette société, de caractère commercial en apparence, est pour le Japon, ce que le C. E. R. est pour les soviets : un instrument d'expansion politique et de domination. C'est plutôt une véritable organisation politico-économique complexe, soumise au contrôle du Gouvernement. Le Japon a obtenu, en outre, des concessions de mines, des droits de navigation, des institutions militaires, financières, de justice, de police, des écoles, des laboratoires, des hôtels, des municipalités, etc... Tout cela est une formidable position de fait, créée de toutes pièces, qui dépasse de loin la limite que lui donnèrent le traité de Portsmouth et celui de Pékin 1905.

Dans l'art. 5 de l'accord de Portsmouth, les deux ennemis de la veille « s'engagent mutuellement à obtenir du Gouvernement de Chine, le consentement » nécessaire, juridiquement parlant, pour le transfèrement. Ils l'ont obtenu, mais sous quelle pression ! En décembre 1905 Pékin conclut avec Tokio un traité en vertu duquel la Chine ratifie les arrangements russo-japonais relatifs à la Mandchourie et reconnaît le protectorat du Japon sur la Corée. L'art. 6 de l'accord additionnel au traité de Pékin prévoit la cession de la ligne Ngan-Toung-Moudken, par la Chine au Japon pour une période de 15 ans, soit jusqu'en 1923-24.

En ce qui concerne le maintien d'une garnison forte de 15.500 hommes pour la garde du chemin de fer, dans la zone du S. M. R., le Japon tient ce droit également du traité de Portsmouth, qui stipule, en effet, à l'art. 1^{er} de son accord supplémentaire, que « les hautes parties contractantes se réservent le droit de maintenir des gardes pour protéger leurs lignes respectives de chemin de fer en Mandchourie. Le nombre de ces gardes ne dépassera pas 15 par kilomètre ». Le traité de Pékin stipule, cependant, que le Gouvernement japonais retirera ses gardes de chemin de fer, au cas où le Gouvernement russe consentirait à retirer les siens, ou si un accord spécial intervenait entre la Chine et la Russie à ce sujet.

En résumé, d'après les traités de Portsmouth et de Pékin, et l'accord additionnel, à l'exception de la ligne Tchang-Tchoun-Port-Arthur, qui ne fera retour à la Chine qu'au bout de 60 ans, tous les autres droits, concédés au Japon, après la victoire de 1905, sont parvenus à leur terme. Ni Liao-toung dont le bail expirait en 1923, ni la ligne Ngan-toung Moukden concédée jusqu'en 1923-24, n'appartiennent plus au Japon. Quant aux gardes de chemins de fer, le maintien des gardes japonais est subordonné au maintien des gardes russes. Or, les gardes russes ont été retirés depuis plus de 15 ans. Les délégués du Japon à la conférence de Washington de 1921-22 ont expliqué de la manière suivante, cette violation des traités par le Japon :

1° La présence des gardes japonais est absolument nécessaire pour le maintien de la sécurité le long du chemin de fer (séance du 29 novembre 1921) ;

2° L'absence des gardes russes provient de la situation anormale de la Russie et ne prouve aucunement la volonté définitive de la Russie de ne plus entretenir de troupes en Mandchourie (séance du 7 décembre 1921).

Les délégués nippons savaient merveilleusement tourner l'esprit et même la lettre des traités en leur faveur. Il n'est pas inutile de mettre ces points en lumière. A vrai dire, aucun des deux arguments invoqués par le Japon, n'est décisif. En ce qui concerne le maintien de la sécurité, on pourrait faire remarquer que, bien que les gardes russes aient été retirés le long du chemin de fer de l'Est-Chinois, l'ordre y a été parfaitement assuré par les Chinois. De même, les chemins de fer purement chinois en Mandchourie n'ont jamais été gardés par des troupes étrangères et ils n'ont pas non plus été attaqués par les soi-disant bandits qui ne sont apparus que depuis l'occupation japonaise.

Quant au deuxième argument, tiré d'une interprétation tendancieuse des traités, il est clair qu'il n'a aucune valeur juridique, puisque le Japon a reconnu le Gouvernement soviétique et que le traité de Portsmouth règle encore les relations actuelles, russo-japonaises.

II - Le traité du 25 Mai 1915

On connaît les circonstances dans lesquelles ce traité, qu'on appelle « les vingt-et-une demandes » a été proposé, discuté et conclu :

Toute l'Europe ne songeait qu'à s'entretuer, et le Japon avait alors le champ libre en Extrême-Orient ; il se disait : « Vite, profitons de l'occasion !

C'est une chance comme il ne s'en présente pas une fois tous les mille ans. ». En fait, le 18 janvier 1915, le Ministre du Japon, à Pékin, M. Hioki, remettait directement au Président de la République chinoise, Yang-Chi-Kaï, les vingt-et-une demandes. Les délégués chinois et japonais tinrent alors vingt-cinq conférences, au cours desquelles les marchandages se prolongèrent. Le Gouvernement du Mikado, impatient et mécontent, força son adversaire à les accepter intégralement par l'ultimatum du 7 mai qui se terminait en ces termes : « Le Gouvernement chinois donnera une réponse satisfaisante avant le 9 mai à 5 heures du soir. S'il n'est pas reçu de réponse satisfaisante, avant ou à l'heure indiquée, le Gouvernement Impérial prendra telles mesures qu'il estimera nécessaires ».

Sous une telle menace, à laquelle il lui était difficile de résister, et pour ne pas troubler la paix de l'Extrême-Orient à un moment où les puissances européennes étaient engagées dans la guerre mondiale, la Chine céda, contrainte et forcée, et accepta les demandes japonaises à l'exception du groupe 5, « réservé pour des négociations ultérieures ».

L'accord de 1915 vise généralement la tutelle politique, économique et même administrative de la Chine par le Japon, et particulièrement la colonisation de la Mandchourie méridionale et de la Mongolie intérieure orientale.

Il vaut la peine de présumer ces demandes dans le détail. Elles peuvent se classer en cinq groupes : le premier groupe demandait à la Chine de donner son assentiment à toute les conventions éventuelles à conclure ultérieurement entre le Japon et l'Allemagne en ce qui concerne la question de Tsing-tao ; il demandait en outre la cession de nouveaux droits dans la province de Chantung (autorisation d'ouvrir de nouveaux ports à traité ; déclaration selon laquelle les parties de la province de Chantung ne seraient jamais cédées à d'autres puissances ; un chemin de fer à construire ultérieurement et aboutissant à un des ports situés dans le Nord de la province, sera placé sous l'administration japonaise). Le deuxième groupe a trait au but poursuivi par le Japon en Mandchourie et en Mongolie, dont nous citerons ci-après textuellement les articles. Le troisième groupe tendait à assurer aux Japonais une influence décisive sur l'industrie lourde de la Chine centrale. Le quatrième groupe exigeait que la côte et les îles chinoises fussent déclarées inaliénables. Le cinquième groupe, enfin, devait soumettre la Chine toute entière à l'influence du Japon ; il prévoyait que les conseillers japonais politiques, financiers et militaires investis d'une grande influence fussent attachés au gouvernement central ;

dans toutes les villes importantes de la Chine, la police devait être placée sous l'administration commune du Japon et de la Chine; la construction d'une série des chemins de fer importants devait être confiée aux Japonais; le Japon devait jouir d'un droit de préférence quant à l'exploitation des mines et à la construction des chemins de fer et des routes dans la province de Foukien.

Reproduisons les texte du 2^e groupe relatif exclusivement à la Mandchourie et à la Mongolie.

Article 1. — Les deux parties contractantes conviennent de porter à 99 ans la durée du bail de Port-Arthur et de Dalny, de même celle du chemin de fer de la Mandchourie-Méridionale et du chemin de fer de Ngan-toung-Moukden.

Article 2. — Les sujets japonais en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale, auront le droit de prendre à bail ou d'acquérir les terrains nécessaires à la construction des bâtiments appropriés pour le commerce et les manufactures, ou à leurs entreprises agricoles.

Article 3. — Les sujets japonais seront libres de résider et de voyager en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale et d'entreprendre des affaires ou manufactures quelconques.

Article 4. — Le Gouvernement chinois consent à concéder aux sujets japonais le droit d'exploiter des mines en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale. On décidera, d'un commun accord, quelles seront les mines à exploiter.

Article 5. — Le Gouvernement chinois reconnaît que dans les deux cas mentionnés ci-dessous, le consentement du Gouvernement japonais doit être obtenu avant qu'aucune mesure soit prise:

a) Toutes les fois qu'un sujet d'une tierce puissance sera autorisé à construire un chemin de fer ou à contracter avec une tierce puissance un emprunt destiné à la construction d'un chemin de fer en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale.

b) Toutes les fois qu'il sera question pour la Chine, de contracter avec une tierce puissance, un emprunt auquel les taxes sociales de la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale seraient données en garantie.

Article 6. — Au cas où le Gouvernement chinois emploierait des conseillers ou constructeurs militaires politiques et financiers en Mandchourie méridionale ou en Mongolie intérieure orientale, il consent à s'adresser, au préalable, au Gouvernement japonais.

Article 7. — Le Gouvernement Chinois consent à remettre au Gouvernement japonais, pour une durée de 99 ans, à dater de la signature du présent accord, le contrôle de l'administration du chemin de fer de Kilin-Tchang-tchoum.

Il est indispensable d'apporter quelques explications à ces textes. Au lieu de pouvoir reprendre la possession de la péninsule de Liao-toung en 1923, comme il était stipulé par l'acte de la cession à bail primitivement consentie à la Russie, la Chine verrait ce territoire demeurer entre les mains des Japonais jusqu'en 1997. La prorogation de ce terme qui vise à perpétuer dans cette contrée un système politique étranger menace sérieusement l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Chine. De même, l'obligation, pour la Chine, de ne faire appel qu'à des conseillers qui seraient les espions et les fourriers de leur gouvernement, est incompatible avec la sécurité de la nation Chinoise. En somme, grâce à ces demandes, les Japonais s'arrogeaient en Mandchourie méridionale et en Mongolie intérieure orientale, un ensemble de droits de préférence, d'intérêts et de privilèges, calculés de manière à faciliter l'exécution du système qui a transformé la Corée en une province japonaise, ce qui est tout à fait contraire au principe de la « porte ouverte » et de l'« intérêt général ».

Ce fut pour le peuple chinois une humiliation pénible, humiliation sans précédent, même dans l'histoire mondiale. Jamais auparavant une nation n'avait manifesté à une autre nation, qui était à ce moment là en relations amicales, des exigences semblables à celles que contenait le traité de 1915. Est-il donc étonnant que la Chine attende impatiemment la première occasion pour révoquer ce traité imposé par un ultimatum?

Devant la conférence de Paix de Paris de 1919, la Chine se plaignit mais on ne voulut pas l'écouter. Ce ne fut qu'à la conférence de Washington que le problème se posa de nouveau, et, cette fois, il avait été inscrit dans l'ordre du jour.

La conférence de Washington organisée par le Gouvernement des Etats-Unis, en vue de ralentir, sinon arrêter l'expansion du Japon en Chine, n'a pas répondu à la question de savoir quelle était la validité du traité de 1915. On s'est contenté de régler des détails. Ainsi, en ce qui concerne la Mandchourie et son inséparable Mongolie, le Japon renonça au droit préférentiel, relatif à la nomination de conseillers ou instructeurs et au droit d'option accordé exclusivement au capital nippon, en ce qui concerne les emprunts nécessités par la construction de chemins de fer et les emprunts gagés par ces régions. Il fut décidé que les emprunts sus-mention-

nés seraient émis auprès du consortium financier international. Quand aux art. 2, 3 et 4 du groupe II des vingt-et-une demandes, M. Hughes, premier délégué du Gouvernement américain et Président de la conférence, estima que les ressortissants des Puissances qui ont conclu avec la Chine des conventions contenant la clause de la nation la plus favorisée devaient pouvoir jouir de tous les droits accordés au Japon, si tant est qu'ils existent. Quant au statut du Sud-Mandchourien du chemin de fer de Ngan-Moudken et du territoire à bail du Liao-toung, la conférence de Washington ne le modifia pas.

Examinons maintenant la question de la validité des vingt-et-une demandes. Le Japon soutient que « si l'on devait admettre que les droits solennellement octroyés par traité, peuvent être révoqués à un moment quelconque, sous prétexte qu'ils ont été concédés contre le gré du cédant, cela créerait un précédent excessivement dangereux ».

La Chine réplique que rien n'est plus dangereux pour l'avenir du monde qu'un Etat puisse imposer sa volonté à un autre, sous la contrainte matérielle, en temps de paix et sans motif. Il n'y a pas en effet dans l'histoire, exemple d'un Etat, exigeant en pleine paix, sous la menace d'un ultimatum, d'un voisin ami mais militairement parlant plus faible, des concessions importantes qui ne correspondent à aucune exigence du moment, qui ne réfèrent à aucune négociation en cours, qui ne correspondent à aucun incident, ni à aucune réclamation, qu'aucune provocation n'explique, et en échange desquelles aucun avantage quelconque n'a été offert.

Aussitôt après la signature du traité et des échanges de notes du 25 mai, le gouvernement chinois publia un compte rendu officiel des négociations où il exposait que la Chine n'avait cédé qu'à la force et ajoutait :

« En se soumettant aux demandes japonaises, le gouvernement chinois n'entend nullement s'associer aux modifications qu'elles pourraient apporter aux conventions et ententes conclues entre d'autres puissances au sujet du maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Chine, de la préservation du *statu quo* et du principe des chances égales pour le commerce et l'industrie de toutes les nations en Chine. »

De plus, le peuple chinois n'a jamais reconnu ces engagements qui s'opposent au droit souverain et au droit contractuel. Du point de vue juridique, ils n'ont jamais été ratifiés par le Parlement chinois. Bien mieux encore, le 1^{er} novembre 1922, la Chambre des députés vota une résolution demandant au gouvernement de déclarer les traités consécutifs aux « vingt-et-une-demandes » nuls et non-convenus. Dans la séance du

19 janvier 1923, cette résolution fut adoptée par le Sénat et le 10 mars la décision du Parlement chinois fut notifiée à la légation japonaise à Pékin. Par conséquent, les engagements de 1915 n'ont pas force de loi.

Aucune personne de bonne foi ne pouvait ne pas reconnaître le caractère odieux de ces exigences (1). Au Japon même, des esprits clairvoyants avaient, dès l'origine de l'affaire, senti combien la conduite du gouvernement impérial était sujette à critique, puisqu'au mois de juin, M. Hara, plus tard premier ministre, présentait au Parlement un ordre du jour qui recueillit 130 voix, et où il s'exprimait ainsi qu'il suit :

« Les négociations poursuivies avec la Chine par le gouvernement actuel ont été peu appropriées sous tous les rapports ; elles sont nuisibles aux relations amicales entre les deux pays et ne peuvent que provoquer des soupçons de la part des puissances ; elles ont pour effet, d'amoindrir le prestige de l'Empire japonais, et loin d'être susceptibles d'établir les fondations de la paix en Extrême-Orient, elles seront la source de complications futures. »

Dans une étude soumise à la troisième conférence de l'*Institut of Pacific Relations* tenue à Kyoto en 1929, le professeur japonais Masamichi Royama a apprécié comme suit la politique du Japon en Chine :

« On ne saurait la décrire comme invariablement ouverte et jouée sur table. Il faut reconnaître que pour en arriver à ses fins, le Japon a parfois soutenu en Chine, tantôt tel parti, tantôt tel autre, ignorant dans certaines occasions le gouvernement central et négociant avec les gouvernements locaux... Il n'en est pas moins indéniable que dans ses rapports diplomatiques avec la Chine pour autant qu'il s'agit de la Mandchourie, les progrès du Japon ont été caractérisés par son seul désir de fortifier et d'agrandir sa position propre, sans égard souvent pour l'effet psychologique produit sur la population chinoise. Les négociations sino-japonaises de 1915, personnifiées dans ce que l'on appelle les 21 demandes, l'illustrent d'une manière frappante. Tout Japonais à l'esprit loyal, disposé à prendre une vue large de ce que de-

(1) Le professeur Escarra, dans son ouvrage intitulé : la Chine et le droit international, à propos des « 21 demandes », écrit : « On sait dans quelles conditions les demandes initiales furent révisées, discutées entre les 2 gouvernements et comment à la suite d'un ultimatum adressé à la Chine, le 7 mai 1915, celle-ci dut sincliner devant cet acte de banditisme — il est impossible de qualifier autrement la politique du Japon en cette circonstance — et signer le traité du 25 mai 1915. »

« vraient être les relations entre les deux nations, ne peut hésiter à « décrire la diplomatie de son pays dans cette circonstance, comme une « erreur » (1).

Il est étonnant que lorsque la Chine combat la validité des « 21 demandes », l'opinion publique, notamment les journaux français, manifestent la crainte que ce ne soit un précédent désastreux pour le sort du traité de Versailles.

Nous nous permettons de dire que c'est une crainte inutile, injustifiable, et si cette opinion ne recèle pas une cause obscure, elle décèle un examen trop superficiel de la question. Il faut distinguer entre le traité conclu, l'état de paix régnant entre les parties, sous la menace de guerre et le traité négocié en temps de guerre, c'est-à-dire à un moment où la garantie internationale des droits fondamentaux des Etats se trouve suspendue. Puisque l'un et l'autre n'ont pas les mêmes caractères, pourquoi les comparer et leur faire un sort identique?

Ces précisions apportées d'une manière objective, ne permettent qu'une conclusion : la situation du Japon en Manchourie est une situation de fait, sans base juridique.

Un auteur japonais, Matsudaïra, reconnaît franchement que « la situation de la Mandchourie est une question avant tout politique. — Il est vain de rechercher dans une interprétation exégétique des actes diplomatiques, une définition juridique de cette situation ». Voilà la vérité. Le Japon « a su, par une ténacité indomptable, le mépris total du droit, la complicité ou l'indifférence de certaines puissances, se créer en Mandchourie, à l'aide d'un chemin de fer, une position inexpugnable ».

(1) Problème of the Pacific, 1929, Proceeding of the Third Conference of the Institute of Pacific Relations, p. 536.

CHAPITRE II

L'ENVAHISSEMENT DE LA CHINE

I. - L'occupation de la Mandchourie

Dans la nuit du 17 au 18 septembre 1931, l'armée japonaise, renouvelant la manœuvre de Port-Arthur, pénétrait dans Moudken par surprise. Le lendemain, un général nippon lançait une proclamation à ses troupes, disant : « Il n'y aura plus de Mandchourie. Nous pouvons perdre notre tête, mais nous ne retirerons pas nos troupes ».

L'agression est évitable; elle a été préméditée. L'impérialisme japonais ne se contente pas des privilèges exorbitants que lui conférait le statut du S. M. R. Il prétend réaliser une vieille ambition : mettre la main sur la Mandchourie et de là étendre son influence sur le reste de la Chine comme nous l'avons expliqué dans notre introduction.

L'action militaire du Japon a été marquée par toutes les horreurs de la guerre.

§ I. — L'OCCUPATION DE MOUKDEN ET KILIN

C'est le 18 septembre, à 10 heures du matin, que les troupes régulières japonaises ont ouvert un feu d'artillerie et d'infanterie sur les soldats chinois stationnés dans Moukden et dans les environs; bombardé l'arsenal et les casernes des soldats chinois; mis le feu au dépôt de munitions, désarmé les troupes chinoises de Chang-Chum, Kouang-Tchen-Se et autres localités et, plus tard, occupé militairement les villes de Moukden, Autung, etc., ainsi que les bâtiments publics qui s'y trouvaient.

Tout cela fut l'œuvre que de quelques heures.

L'occupation militaire est immédiatement suivie de la saisie du chemin de fer Kilin-Chang-Chun et de toutes les communications télégraphiques, téléphoniques et radio-télégraphiques.

La ville de Kaou-Pour-Tse est tombée aux mains des troupes japonaises le 19 septembre dans l'après-midi.

La canonnade a causé des pertes importantes parmi les civils et les paysans chinois. Les avions japonais ont procédé à des démonstrations au-dessus de Cheng-Yang et de Sin-Min où ils ont laissé tomber des bombes sur les populations innocentes et inoffensives.

Dans la journée du 20 septembre, les troupes japonaises se sont emparées de Houenghenton et Santungehliao et des locaux appartenant aux chemins de fer de Pékin-Moukden et en ont chassé tous les employés. Elles ont également saisi un grand nombre de locomotives et de wagons, appartenant à cette compagnie de chemins de fer.

A 10 heures du soir le 21 septembre Kilin était occupé à son tour, ainsi que tous ses bâtiments publics. Ici, les japonais rencontrèrent une faible résistance des officiers chinois, qui durent se retirer peu après, par ordre du Commandement.

A Kilin, les envahisseurs ont, non seulement tué plusieurs fonctionnaires chinois, mais aussi massacré leurs familles et enterrés vivants plus de cent soldats chinois blessés.

En trois jours, l'armée japonaise avait donc occupé complètement Moukden, Tchang-Tchoun et Kilin, ainsi que tous les points stratégiques situés en Mandchourie méridionale.

Les autorités chinoises, gardant leur sang-froid, comme de coutume, laissèrent envahir le territoire sans se défendre, en espérant que tout s'arrangerait pour le mieux par la suite. Quelle erreur !

Lorsque ces événements commencèrent à se dérouler, le Maréchal Tchang-Hsue-Liang, Gouverneur général des trois provinces orientales, se trouvait à Pékin. Alerté, il adressa immédiatement aux forces stationnées en Mandchourie l'ordre d'évacuer sans combattre tous les points qui seraient attaqués par les japonais, de mettre bas les armes, dans le cas où l'évacuation pacifique serait impraticable. Ceci montre, que le Gouvernement chinois, au début du conflit, a voulu, à tout prix, éviter toute rencontre entre les troupes japonaises et chinoises. rencontre qui eût été de nature à aggraver la situation.

Tout a une cause ou un prétexte.

Quelle est donc la cause immédiate, réelle ou prétendue, des incidents survenus dans la nuit mémorable ?

D'après le résumé officiel des informations japonaises (23 septembre 1931), les incidents doivent être attribués à une bagarre accidentelle.

En voici l'histoire :

« Dans la nuit du 18 septembre, vers 10 h. 30, une « troupe chinoise

d'environ trois cent cinquante hommes a fait sauter au nord de Moukden, une partie de la voie principale de chemin de fer Sud-Mandchourien, à un point situé au Sud-Ouest des casernes chinoises de Peitaying. Cette troupe, conduite par ses officiers, se dirigeait vers Lungdouchen, entre Peitaying et Moukden, lorsqu'elle fut découverte par une patrouille de gardes-voies qui tenta de l'arrêter ; mais, n'y réussissant pas, elle fut obligée d'ouvrir le feu. Un combat s'engagea, auquel prit part une compagnie de la garnison japonaise de Moukden. »

Selon la version chinoise, les chinois, non seulement rejettent la responsabilité de la « destruction d'un tronçon du Sud-Mandchourien », mais doutent même fort de l'existence de ce fait. Un télégramme de Nankin, daté du 22 septembre 1931, précise notamment que « En ce qui concerne les relations japonaises aux termes desquelles des soldats auraient détruit une partie du chemin de fer Sud-Mandchourien, faisons observer que cette ligne ferrée est toujours sous la protection de l'armée japonaise et que les soldats chinois ne peuvent en approcher à moins de 20 li (6 1/2 milles). De plus, les transports sur le chemin de fer Sud-Mandchourien n'ont, à aucun moment été interrompus, depuis le début de la mobilisation japonaise jusqu'à l'attaque contre les Chinois ; tandis que la ligne Pékin-Moukden a été interrompue à Houang-Kou-Toung, dès que les gardes japonais du chemin de fer Sud-Mandchourien ont fait sauter les rails à la dynamite, avant l'agression du gros des forces japonaises, dans le Kouang-Toung ».

On est trop habitué aux intrigues japonaises à l'égard de la Chine pour être dupé. Si la destruction d'un tronçon du chemin de fer Sud-Mandchourien était un fait avéré, les auteurs de cet acte ne seraient pas les Chinois mais bien plutôt les Japonais eux-mêmes.

Les Japonais ont commis cet acte pour avoir un prétexte. Un télégramme de Tokio, publié le 20 septembre dans les journaux européens, était ainsi conçu : « Les milieux officiels japonais, sont enclins à penser que la destruction du tronçon du chemin de fer Sud-Mandchourien, est l'œuvre de quelques jeunes officiers qui ont agi par esprit de bravade contre l'inertie du cabinet japonais dans l'assassinat du capitaine Nakamura ». Un tel aveu, officieux sinon officiel, ruine complètement la thèse primitive d'un acte criminel des soldats chinois.

Si l'on tient compte de la rapidité de toutes ces opérations militaires, on constate qu'il est impossible qu'il y ait eu là des « coïncidences » et l'on est amené à penser qu'il s'agit bien de l'exécution d'un plan mûrement réfléchi.

§ II. — LA BATAILLE DE LA RIVIÈRE NONNI ET LA PRISE DE TSITSIKAR

Malgré l'intervention de la Société des Nations, la situation s'est singulièrement aggravée en Mandchourie. Au lieu de prendre « toutes les mesures nécessaires pour ne pas élargir l'incident » et d'évacuer les zones que ses troupes n'auraient jamais dû occuper, le Japon a continué son action militaire et envoyé de nouvelles troupes.

Dans la première semaine d'octobre, les Japonais ont procédé au bombardement aérien de Tchin-Tchéou, et ce bombardement qui a provoqué l'indignation générale du monde entier, et inquiète sérieusement la Société des Nations, dont le Conseil dût se réunir en session extraordinaire à Genève, du 13 au 24 octobre, à la demande du représentant de la Chine.

Malgré l'émotion produite, l'armée japonaise a poursuivi sa marche en avant, au mois de novembre, vers la province de l'Amour (Hei-Lung-Kiang), c'est-à-dire, loin de la zone du Sud-Mandchourien.

Les événements débutèrent par une révolte du général chinois Tchang-Hai-Fong.

Lors de l'entrée des Nippons dans Moudken, la plupart des hauts fonctionnaires militaires et civils de la Mandchourie, résidaient à Pékin ou à Tin-Tsin et parmi eux, le président du Gouvernement de la province de Hei-Lung-Kiang. Celui-ci, faute de pouvoir regagner son poste, donna sa démission. Le général Ma-Chan-Shan fut nommé par le Gouvernement de Nankin pour lui succéder.

Si le Japon forme le dessein de coloniser la Mandchourie, il doit songer que, pour arriver à ce but, il est indispensable de passer par quelques étapes intermédiaires : Etat « Indépendant » sous son contrôle, puis protectorat. C'est pour réaliser cette tactique que les Japonais au début du conflit, se gagnèrent les chinois nippophiles en leur donnant quelques intérêts personnels, afin qu'ils servent la cause japonaise contre leur propre patrie. Le général Tchang-Hai-Fong, fut l'un deux.

Le général, rebelle, ayant reçu des fonds et des munitions du Japon, tenta de s'emparer du pouvoir de Hei-Lung-Kiang. Mais son armée fut réduite à l'impuissance par celle du général Ma, animée par le patriotisme, et pour empêcher une nouvelle attaque de son adversaire, le général Ma détruisit le pont du chemin de fer Taonan-Tsitsikar.

Ces événements se sont déroulés vers la fin du mois d'octobre.

En voyant leur « homme » en mauvaise posture, les Japonais se hâtèrent d'entrer en campagne, afin d'anéantir les forces du général Ma.

Le Japon intervint dans cette question de pure politique intérieure, pour la Chine, sous prétexte qu'il assure la circulation normale du chemin de fer Taonan-Tsitsikar qui, bien que chinois, a été construit grâce au capital japonais.

Le 1^{er} novembre, le Consul du Japon à Tsitsikar adressa au général Ma un ultimatum, au sujet de la réfection du pont en question et, en même temps il était effectué vers Taonan, des mouvements de troupes japonaises, destinées à renforcer les effectifs préposés à la garde de la ligne de chemin de fer Taonan-Supinghaï.

Bien plus, sous prétexte de réparer le pont détruit, les Japonais amenèrent, outre des ingénieurs et des ouvriers, de l'artillerie, de l'infanterie, des tanks et des avions pour couvrir la rive nord de la rivière Nonni.

Il n'est pas possible d'admettre que les sujets du Mikado ont eu peur d'être attaqués par les chinois pendant la réparation. A la vérité, il s'agit d'actes offensifs et non défensifs. Les faits qui se sont déroulés par la suite, l'ont démontré.

Dans la pensée de l'Etat-major japonais, une simple démonstration énergique de l'armée impériale, devait suffire à faire reculer l'ennemi. C'était une erreur; les chinois ne se sont pas enfuis. Quelques escarmouches entre les deux armées ont, au contraire, montré la bravoure et la volonté qu'avaient les chinois de se défendre.

Le major Harjashi, qui représentait à Tsitsikar, le général Honjo, commandant en chef des forces japonaises, remit le 8 novembre au général Ma-Chan-Shan l'ultimatum suivant: « Le général Ma-Chan-Shan doit abandonner son commandement immédiatement et ses troupes doivent se retirer sans retard à une distance convenable de Tsitsikar. Les japonais envoient sur-le-champ des forces à Angaucrì, pour garder le chemin de fer Taonan-Tsitsikar. Nous exigeons une réponse du présent ultimatum avant jeudi à minuit ».

La réponse du général Ma, répondait à l'ultimatum par une fin de non-recevoir. Les grands combats allaient s'engager.

Les effectifs chinois atteignaient à peine 6.000 hommes, du côté japonais, selon les informations officielles, il y avait en tout, de 2.500 à 3.000 hommes. Les soldats chinois se montrèrent d'abord particulièrement farouches. Ils eurent l'avantage dans toutes les premières rencontres. Dans un seul combat 300 cavaliers japonais périrent. Cette victoire sur les japonais, par la Chine, telle que celle-ci n'en avait pas connu depuis longtemps, eut un grand retentissement dans l'Empire du milieu et même à

l'étranger (1). Le général Ma et ses troupes méritaient bien cet enthousiasme, car ils n'étaient munis que d'armes médiocres et leurs stocks de munitions étaient réduits à leur plus simple expression. Les forces morales l'ont emporté sur le matériel.

Le 12 novembre, les forces japonaises qui occupaient des positions dangereuses sur la rive nord de la rivière Nonni, sont trouvées dans l'alternative de livrer un combat décisif ou de se voir contraints à une retraite sur la rive sud, par suite de l'avance rapide de la cavalerie et de l'infanterie chinoise qui, en se déployant, à l'est de Tashing, menaçaient l'aile droite japonaise.

L'avant-garde japonaise dût demander du renfort. Deux régiments nippons et de l'artillerie lourde, arrivèrent le 12 novembre dans l'après-midi à Tashing en prévision d'une nouvelle offensive de grande envergure.

Mais ce ne fut qu'à partir du 17 novembre que les Japonais commencèrent à reprendre le dessus. Le 17 et le 18 novembre, en effet, des troupes chinoises attaquèrent de flanc les positions japonaises devant Tashing où les éléments du général Honjo couvraient les têtes du pont de la Nonni. Le 18 au matin, les Japonais déclenchèrent une vigoureuse contre-attaque, rompirent le front chinois et s'avancèrent sur Tsitsikar après avoir occupé Angauchi. Dans l'après-midi, les cavaliers japonais entrèrent à Tsitsikar, en menaçant les habitants avec des grenades. Ces derniers implorèrent le général Ma d'évacuer la ville, pour s'épargner les horreur de la guerre. Le général Ma y consentit et ses troupes se retirèrent en direction du Nord et le long de la ligne du chemin de fer de l'Est-Chinois. Le 19 à 10 heures du matin, l'armée japonaise pénétrait dans les murs de Tsitsikar.

Il convient de remarquer que pendant deux semaines les japonais disposèrent d'une escadrille de trente avions et d'un grand nombre de canons qui bombardaient nuit et jour les lignes chinoises, jusqu'à ce que celles-ci soient à peu près anéanties. Tous ces engins faisaient défaut aux chinois, qui, de plus, n'avaient pas de canons pour la défense contre avions.

Il faut constater qu'avec la prise de Tsitsikar et la mainmise des troupes japonaises sur le chemin de fer de l'Est-Chinois, le conflit sino-japonais entraînait dans une nouvelle phase. C'était le résultat que le Japon voulait et recherchait.

(1) M. Edouard Herriot dans un article publié dans *Le Démocrate*, de Lyon, a considéré la bataille de Nonni, comme la « Marne d'Extrême-Orient. »

§ III. — L'OCCUPATION DE TCHIN-TCHÉOU ET DE KHARBINE

a) Tchin-Tchéou se trouve dans le Sud-Ouest de la Mandchourie, à proximité de la frontière de la Chine, proprement dite et sur la ligne Pékin-Moukden. Après la chute de Moukden, capitale de la Mandchourie, le Gouvernement régional s'installe provisoirement à Tchin-Tchéou en attendant le règlement du différend. On vit bientôt, qu'en s'emparant de Moukden, l'armée japonaise avait l'intention de poursuivre immédiatement son avance: d'un côté sur Kharbine, de l'autre côté sur Tchin-Tchéou. Cette dernière ville aurait été occupée au mois d'octobre, si les difficultés diplomatiques — intervention de Genève et protestations de Washington — n'avaient pas fait obstacle, tout au moins temporairement.

Le Japon a justifié, de la façon suivante, son attaque sur Tchin-Tchéou :

1° La nécessité d'assurer la sécurité de la vie et des biens japonais ;

2° La suppression du banditisme ;

3° La protection de la situation de Moukden, menacée par la concentration à Tchin-Tchéou des troupes chinoises, destinées à marcher sur Moukden pour y assiéger le quartier général de l'armée japonaise (Agence Rengo du 4 décembre 1931, de Tokio).

Le premier argument est sans valeur, car il y avait très peu de japonais et de biens japonais à Tchin-Tchéou. Quant au banditisme, les japonais emploient à tout propos et à dessein, ce terme pour faire croire que leurs « opérations de police » sont exigées par des circonstances particulières.

En réalité, les soi-disants bandits sont la plupart du temps de braves gens qui manifestent activement leur hostilité contre la domination nipponne.

Enfin, est-il exact que les chinois aient massé des troupes à Tchin-Tchéou ? Deux témoins impartiaux ont clairement répondu à cette question. Le colonel Margett, attaché militaire de la légation américaine, a déclaré formellement, qu'il n'y a pas eu de concentration de troupes chinoises à Tchin-Tchéou et que la situation militaire de cette ville était restée la même et qu'il s'y trouvait seulement trois brigades d'infanterie chinoises qui n'avaient aucune intention agressive.

L'observateur français a envoyé les informations suivantes à son Gou-

vernement, sur la situation en Mandchourie (informations publiées le 30 novembre 1931, dans les journaux français):

1° Les troupes japonaises, prélevées sur les secteurs calmes, seraient en voie de concentration à Moukden et un mouvement serait commencé le long de la voie ferrée en direction de Tchin-Tchéou. L'aviation serait très active. Sin-Min-Fou a été occupé par une avant-garde japonaise;

2° Dans la région de Tchin-Tchéou, on ne constate aucune velléité d'agression chinoise; il ne paraît même pas que des dispositions de défense sérieuses aient été organisées du côté chinois. L'ordre règne d'ailleurs dans la région. »

Voilà la vraie physionomie des deux camps adverses.

En fait, l'action japonaise à Tchin-Tchéou doit être inspirée par deux motifs: Politiquement, « nettoyer » la Mandchourie du Sud, de toutes les autorités chinoises. C'est le prélude d'un Etat mandchourien « indépendant » et contrôlé par le Japon; économiquement, mettre également la main sur le Houloutaï, port chinois, du golf du Petchili, relié à la Ville de Tchin-Tchéou, par un court embranchement du chemin de fer Pékin-Moukden.

Depuis deux ans, la Chine a effectué dans ce port, des travaux d'aménagement destinés à lui permettre de drainer une grande partie des marchandises venant de Mandchourie par le chemin de fer Pékin-Moukden. Ceci constitue une concurrence chinoise redoutable pour les ports japonais de Dalny et Port-Arthur, placés à l'extrémité de la voie ferrée du Sud-Mandchourien et par où jusqu'à présent s'écoulait le trafic de la Mandchourie vers la Chine et vers l'Est. Que l'armée japonaise prenne Tchin-Tchéou et cette position lui assure le contrôle du port chinois, de Houloutaï dont elle pourrait immobiliser le trafic.

Si les militaires japonais préparaient depuis deux mois une offensive contre Tchin-Tchéou, le Gouvernement de Tokio n'extériorisait cette intention que vers la fin de novembre. En effet, M. Yoshizava, représentant du Japon à la Société des Nations, reçu le 25 novembre, de son Gouvernement, des instructions, selon lesquelles le Japon devait se refuser à mettre un terme à ses opérations militaires.

Bien plus, M. Yoshizava, fut chargé de suggérer au conseil une proposition tendant à obtenir de la Chine, le retrait de ses troupes à l'Ouest de Tchin-Tchéou, en deçà de la grande muraille au Sud de la Province de Mandchourie. Cela équivalait à dire que les Chinois devaient se désintéresser du sort de la Mandchourie.

Pour éviter de nouveaux incidents, M. Briand, président du conseil de la Société des Nations, adressa aux représentants de la Chine et du Japon, une lettre portant la date du 26 novembre, dans laquelle il proposait d'établir entre les troupes chinoises et japonaises une zone neutre. Nankin adhéra purement et simplement au projet de résolutions du Conseil ; Tokio au contraire, répondit en substance, que le Gouvernement japonais était prêt à accepter la zone ainsi évacuée par les troupes chinoises, sauf dans le cas imprévu de circonstances sérieuses et urgentes menaçant la sécurité de la vie des ressortissants japonais et de leurs biens, ainsi que la sécurité des troupes japonaises qui y sont stationnées.

La réponse équivoque du Japon, rendait éclatante la mauvaise volonté de ce dernier, qui est décidé à faire disparaître les dernières traces de l'influence du maréchal Tchang-Hsue-Liang en Mandchourie, si possible pacifiquement et s'il le faut, par la force.

Ce territoire serait alors administré, non par les chinois, mais ou bien par l'armée japonaise, ou bien par les autorités locales, sans intervention de l'extérieur (c'est-à-dire des autorités chinoises).

C'est pourquoi, malgré les efforts désespérés du conseil et la concession extrême de la Chine, le projet relatif à l'établissement d'une zone neutre à Tchín-Tchéou fut finalement « torpillé » par le Japon.

A cette occasion, on prit connaissance, une fois de plus, d'une part de la tension nippon-américaine, et d'autre part des divergences qui séparent le Gouvernement libéral japonais et sa propre armée.

On mandait le 27 novembre de Washington, que M. Stimson a déclaré qu'à la suite des assurances données par le baron Shiderara, les nouvelles annonçant que l'armée japonaise aurait attaqué Tchín-Tchéou, lui apparaissent incompréhensibles. M. Stimson a, en effet, expliqué, que le 23 novembre, il a donné pour instructions à l'ambassadeur des Etats-Unis, à Tokio, de faire savoir au baron Shiderara que le gouvernement de Washington se montrait très inquiet des nouvelles annonçant l'extension du Japon d'attaquer Tchín-Tchéou. Le Ministre des Affaires étrangères japonaises répondit que le Ministre de la Guerre, le chef de l'Etat-major général et lui-même, s'étaient mis d'accord, pour décider de ne diriger aucune opération contre cette ville et avaient avisé de leur décision le commandant des troupes en Mandchourie. On se montre inquiet au département d'Etats des nouvelles parvenues à Washington, annonçant que des avions japonais ont bombardé Tchín-Tchéou.

Le Gouvernement des Etats-Unis, a fait des représentations au Gouver-

nement de Tokio pour l'engager vivement à ne pas attaquer cette ville. Le Gouvernement japonais a répondu en donnant l'assurance qu'il n'envisageait pas une telle opération. On mande en outre à Tokio, que le porte-parole du Ministre de la Guerre, annonçait que l'armée japonaise avait arrêté ses opérations le long de la ligne Pékin-Moukden.

On sait combien les promesses données par les Nippons sont fragiles.

On mandait d'autre part à la même date, le 27 novembre, de Tokio, que « bien que les nouvelles provenant de Mandchourie indiquent toutes que les japonais s'appêtent à attaquer Tchín-Tchéou, les fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères, continuent à ne pas ajouter foi à ces informations. Ils affirment que l'effectif nippon dans cette région, n'est pas assez important pour se livrer à une opération de cette envergure. Ils ajoutent cependant que, si la nouvelle d'une attaque japonaise contre Tchín-Tchéou se trouvait vérifiée par la suite, elle prouverait que les troupes en Mandchourie, n'obéissent plus aux ordres de Tokio et entraînerait inévitablement la démission du cabinet.

Peut-être le gouvernement de Tokio aurait-il bien essayé d'arrêter son armée en marche pour apaiser momentanément le mécontentement des autres puissances. Mais en vain. Au Japon, la volonté de l'armée, vaut un ordre. Le Ministère n'aurait qu'à s'en aller, s'il voulait maintenir son point de vue. Il n'est pas possible de donner créance aux informations officielles venues de Tokio selon lesquelles la chute du cabinet Wakatsuki serait due à une question de politique purement intérieure. Il est hors de doute que la crise ministérielle du Japon, en novembre, avait comme cause principale, la question de Tchín-Tchéou.

Le parti militaire portait au pouvoir M. Inukaï, chef du parti conservateur, qui exécuterait naturellement le plan de l'Etat-major japonais.

En prenant la direction du pays, le nouveau cabinet n'eut rien de plus pressé que d'envoyer une division et demie de renfort en Mandchourie, pour obliger Thang-Hsue-Liang à retirer sa garnison de Tchín-Tchéou derrière l'enceinte de la grande muraille. Désormais, le Gouvernement comme l'armée, fut sourd à l'appel des autres. Les troupes du Mikado avançaient méthodiquement et rapidement et occupaient, le 2 janvier 1932, la ville de Tchín-Tchéou. Les troupes chinoises reculaient presque sans combat, jusque derrière Chang-Hai Kouan.

L'agression a été inlassablement poursuivie jusqu'à ce que, selon les paroles du secrétaire américain « le dernier vestige de l'autorité administrative du Gouvernement de la République chinoise, en Mandchourie du

Sud, telle qu'elle existait antérieurement au 18 septembre 1931, ait été détruit ».

b) Par contre, l'occupation de Kharbine par les troupes japonaises, s'est passé pour ainsi dire, sans difficultés. Après avoir battu les troupes du général Ting-Tsao qui gardait le chemin de fer de l'Est chinois et lui opposa une faible résistance, l'armée nippone effectua le 30 janvier 1932, son entrée dans la ville de Kharbine.

On a déjà appris qu'aussitôt après, le coup de Moukden en septembre, de jeunes civils japonais de Kharbine, avaient organisé un corps de volontaires pour faire la police des points stratégiques, et des armes portatives avaient été distribuées au japonais résidant dans ces lieux.

Entre temps, à maintes reprises, des officiers japonais en uniforme, étaient venus à Kharbine pour y provoquer des accidents; mais leur ruse fut déjouée et les Chinois conservèrent patience et sang-froid.

Une bonne occasion pour le Japon de compléter ses conquêtes en Mandchourie, fut la guerre de Changhaï — il faut donner ce nom à l'évènement puisqu'il n'est pas autre chose —. Avec la guerre de Changhaï, les grandes puissances ont quelque peu délaissé la question de Mandchourie, pour suivre attentivement les évènements de Changhaï, où les Européens et les Américains ont acquis des intérêts politiques et économiques.

Ainsi, à Kharbine, les drapeaux japonais furent hissés sans qu'aucune protestation contre l'agresseur, soit venue des autres Etats, à l'exception d'un avertissement timide des soviets.

Car c'est ce qu'il importe de retenir de cet évènement: Outre que la prise de Kharbine a marqué pour la Chine la perte d'une partie de plus de son territoire, elle a sérieusement ébranlée, l'influence de la Russie dans cette région.

Tchang-Tchoun-Tsitsikar, et Kharbine, les trois stations principales de chemins de fer de l'Est-Chinois, sont toutes maintenant entre les mains des Japonais. Avec le consentement du Gouvernement de Moscou, le Japon a obtenu le droit d'utiliser cette ligne ferrée pour le transport de ses troupes. Dès lors, sous prétexte de disperser les « bandits » et les soldats chinois débandés, le commandant en chef japonais, envoie ses éléments vers la frontière russo-mandchourienne. Par suite de la prise de Kharbine, Vladivostok se trouve découvert. La Russie se sent directement de plus en plus menacée. Depuis quelque temps des bruits courent, selon lesquels, l'arsenal russe travaillerait jour et nuit et l'armée rouge se concentrerait

sur la frontière. Entre le Japon et la Russie, une inquiétude vraie ou feinte, se fait jour et l'on se prépare à une éventualité fâcheuse.

Pour comprendre exactement les desseins du Japon, il suffit de retenir un morceau d'un article de Kamalatsi, « spécialiste des questions russes », publié dans un journal japonais d'extrême-droite Nikhon :

Pour résoudre le problème Mandchou et assurer la sécurité du nouvel Etat Mandchou, il faut libérer la Sibérie à l'Est du lac Baïkal et y instituer le régime de la « porte ouverte ». Malgré les craintes japonaises à ce sujet, l'opinion mondiale ne fera pas obstacle à la politique japonaise en Sibérie, car le parti communiste est l'ennemi du monde entier. »

Dans ces conditions, il n'est pas impossible que le conflit sino-japonais dégénère en une conflagration entre le Japon militariste et la Russie communiste.

En quatre mois et demi à peine, l'armée japonaise a virtuellement occupé la Mandchourie toute entière. Il s'agit de faire de cette dernière une autre Corée.

Dès le début du conflit, les milieux officiels du Japon ont appuyé l'activité séparatiste déployée par les éléments peu recommandables dans les trois provinces orientales. Si bien qu'en mars 1932, un nouvel Etat « indépendant » Mandchou, a été proclamé, avec comme chef, l'ex-empereur de la dynastie déchue, Pu-Yi. Lorsque la Mandchourie se trouvera détachée de l'empire chinois, il ne restera qu'un petit pas à accomplir pour procéder à une déclaration analogue à celle du 22 août 1910.

II. - Attaque Japonaise à Changhaï

Partant de leur zone d'influence, les Japonais ont systématiquement poursuivi, en dépit de tout, leur action de conquête sur Moukden, Tsitsikar, Tchin-Tchéou et Kharbine. C'était un véritable état de guerre qui existait en Mandchourie.

Mais les pays spectateurs ont voulu essayer de prétendre qu'il n'existait pas en fait la guerre, il ne s'agissait que d'une opération de police faite par le Japon pour la protection de ses intérêts menacés dans une région de la Chine en proie à l'anarchie.

Tant que le conflit fut localisé en Mandchourie où l'Empire du Soleil Levant avait certains droits discutables, cette interprétation pouvait se

soutenir, pour le plus grand apaisement de la conscience des autres puissances signataires des pactes de Genève et de Paris, et du traité de Washington. Mais lorsque vers la fin de janvier 1932, le lieu de querelle s'est déplacé sur Changhaï, le plus grand port de l'Asie, le centre commercial de la Chine, cette fiction consolante se trouva réduite en poussière. Des batailles rangées, durant plus d'un mois, ne pouvaient laisser place à aucune équivoque et ne permettaient pas qu'on feignît de croire à une tentative de persuasion pacifique ou à une action de protection policière.

L'agression du Japon est aussi claire que le jour, étant donné qu'à Changhaï comme en Mandchourie ce sont toujours les chinois qui, provoqués et attaqués sur leur propre territoire, jouent le rôle de malheureuses victimes.

Si l'invasion nippone en Mandchourie est due, d'après certains, aux besoins industriels et démagogiques, quel rapport existe-t-il donc entre la Mandchourie et le bombardement de Changhaï? S'agit-il toujours de la Mandchourie ou peut-être les Japonais ont-ils changé leur objectif?

Vraiment est-ce pour étouffer le mouvement de boycottage anti-japonais? Les Nippons ne sont pas à tel point naïfs. Il est évident qu'en de pareilles circonstances, le bombardement des ports chinois n'est pas de nature à faire cesser le boycottage. Bien au contraire, il ne manquera pas de l'intensifier. A supposer même que les autorités locales veuillent interdire ce mouvement, une telle prohibition resterait inopérante. Tous les canons du monde seraient impuissants à forcer le client chinois à consommer de la marchandise japonaise. Et, il est certain que les bombes lancées par les avions japonais constituent une publicité bien problématique pour les allumettes et les bretelles japonaises.

Alors quel en est le vrai motif?

Selon M. d'Estée (1), avocat français à Changhaï, c'est pour l'obtention d'une concession à Chapéi que les Japonais administreraient à la manière de la concession française, que ceux-ci ont ainsi agi.

M. d'Estrée appuie son point de vue sur deux faits. Premièrement, bien qu'ayant sa part dans le Settlement, le Japon se trouve peu à l'aise devant la suprématie anglo-saxonne, et, voudrait par là même créer une nouvelle concession pour lui seul, quelque part dans la ville chinoise. Deuxième-

(1) L'interview publiée à *L'Excelsior* de Paris.

ment, l'attaque particulière sur Chapéi indique bien que c'est là le morceau visé par les assaillants en cas de succès.

Nous pouvons affirmer que cette argumentation venue d'un observateur expérimenté et impartial, mérite bien qu'on s'y attache.

Quoi qu'il en soit, il est hors de doute que si le coup de force à Changhaï avait aussi bien réussi que celui porté en Mandchourie, les Japonais n'auraient jamais relâché le terrain occupé après l'évacuation spontanée des chinois entre Chapéi et Woosung. Car les dirigeants de Tokio s'aperçoivent, très nettement que malgré la propagande en faveur de la paix, nous sommes encore à l'époque où l'homme tire chapeau bas devant la force et finit toujours par s'incliner devant le fait accompli.

Si le Japon, comme il le prétendait après son demi-échec, n'avait pas l'intention de garder entre ses mains un territoire chinois, pourquoi a-t-il voulu couvrir de cadavres le terrain qu'il été résolu à abandonner, en refusant obstinément, au début, la médiation des cinq Puissances (1) visant la suspension immédiate des hostilités?

On comprend facilement que ce sont des circonstances défavorables, et non une preuve de bonne volonté, qui contraignirent les Japonais à s'éloigner de Changhaï.

Voici les raisons pour lesquelles ils consentirent à battre en retraite.

Au point de vue militaire, il fallait que le Japon pour maintenir la position acquise, y gardât au moins tous ses effectifs se trouvant alors à Changhaï, et même davantage. En effet, les combattants chinois, se retirant avec armes et bagages et possédant toujours leur bon moral, auraient pu

(1) Les gouvernements des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie présentèrent le 3 février 1932 aux gouvernements Chinois et Japonais les propositions suivantes au sujet de la cessation du conflit:

1° Cessation de tous actes de violences des deux côtés;

2° Pas de nouvelle mobilisation ou de nouveaux préparatifs en vue de nouvelles hostilités entre les deux pays;

3° Retraits des troupes combattantes Japonaises et Chinoises de tous les points où elles ont contact dans la zone de Changhaï;

4° Protection de la concession internationale par l'établissement de zones pacifiques destinées à séparer les combattants, zones dans lesquelles la police sera assurée par des neutres conformément aux arrangements qui seront établis par les autorités consulaires;

5° Dès l'acceptation de ces conditions les négociations devront être menées rapidement en vue de régler toutes les questions pendantes entre les deux pays dans l'esprit du pacte de Paris et de la résolution adoptée le 10 décembre 1931 par le conseil de la S.D.N. sans condition ni réserve préalable et avec l'aide d'observateurs ou de participants neutres.

faire un retour offensif à tout instant; de plus il n'était pas impossible qu'au cas de besoin les Chinois mènent simultanément la lutte sur le front mandchourien et celui de Changhaï.

Eventualité très dangereuse pour les Nippons. Donc ne valait-il pas mieux pour ces derniers réduire la zone d'opérations plutôt que l'élargir !

En ce qui concerne les finances, l'état du trésor japonais d'alors ne permettait pas, paraît-il, d'entretenir tant de régiments pour un temps indéterminé sans courir à la ruine. Durant l'incident de Changhaï, il y avait déjà à Tokio de forts tiraillements entre le ministre des Finances, montrant ses poches vides, et le ministre de la Guerre, engageant et exigeant des dépenses plus considérables.

C'est devant ces difficultés insurmontables que les militaristes japonais remirent l'épée au fourreau, et quittèrent le cœur lourd le fleuve Bleu.

§ I. — LES CAUSES

D'après le rapport de la commission d'enquête de Changhaï (1), le conflit en question a comme cause relativement lointaine le boycottage anti-japonais, boycottage résultant des événements survenus au mois de juillet 1931 en Corée, et aggravé depuis par l'occupation de la Mandchourie; et son application rigoureuse a causé des dommages extrêmement importants à l'industrie et au commerce japonais.

Les causes immédiates furent deux bagarres entre Chinois et Japonais à Changhaï.

La première se produisit le 18 janvier 1932; cinq Japonais dont quelques-uns étaient des bonzes, en vinrent aux mains avec des Chinois devant la Sanye Towel Factory à Chapéi. Deux Japonais furent blessés et l'un d'eux, un bonze succomba ultérieurement à ses blessures.

Deux jours plus tard, poussés par l'idée de revanche, une cinquantaine de jeunes Japonais, armés de couteaux et de matraques, se sont rendus à la Sanye Towel Factory, et ont mis le feu au bâtiment. Cette fois ils se sont heurtés à la police municipale du Settlement. On compta dans chaque parti trois blessés dont l'un mourut par la suite. Fait à noter: les infortunés agents étaient chinois.

(1) Commission nommée en février 1932) par le secrétaire général de la S.D.N. pour faire un rapport sur les événements survenus à Changhaï, par application de l'article 15 du Pacte.

L'incident, certainement regrettable, ne suffit pas en lui-même pour expliquer la suite des événements si importants qui devaient en découler.

Mais l'impérialisme japonais en profita pour piétiner d'un pas décisif le cœur de la Chine. Nous avons l'impression que plus le théâtre de la guerre s'étendait, plus les généraux et amiraux nippons se réjouissaient. Ils avaient commencé à se sentir à l'étroit en Mandchourie. En avant sur Changhaï ! en avant sur Nankin !

Relatons les faits.

Le consul du Japon adressa dans l'après-midi du 20 janvier au maire du grand Changhaï l'ultimatum suivant concernant les événements survenus le 18 janvier :

- 1° Excuses officielles de la part du maire ;
- 2° Arrestation immédiate du coupable ;
- 3° Paiement d'une indemnité pour frais d'hôpital ;
- 4° Contrôle efficace du mouvement anti-japonais ;
- 5° Dissolution immédiate de toutes les organisations anti-japonaises encourageant les sentiments d'hostilité et favorisant les troubles et l'agitation dirigés contre le Japon.

Au début, le maire demanda une modification surtout sur les deux dernières demandes, mais finalement les accepta intégralement vers une heure de l'après-midi du 28 janvier, tenant compte toutefois de la menace de plus en plus pressante de l'amiral japonais.

A 16 heures, le consul du Japon déclara au corps consulaire avoir reçu une réponse satisfaisante de l'autorité Chinoise. De ce fait, on avait raison de penser que, pour le moment du moins, aucune action ne serait entreprise.

Cet optimisme ne tardait pas, hélas ! à être démenti.

Malgré le changement survenu dans la situation diplomatique ; l'amiral Shiozawa proclamait le même jour l'occupation par les troupes japonaises du district de Chapéi (district chinois du Nord) ; ses troupes débarquaient effectivement à 22 heures.

En même temps, l'amiral japonais demandait au commandant chinois de ramener à l'Ouest de la voie ferrée ses troupes stationnées à Chapéi, s'appuyant sur la raison suivante : la marine impériale, très inquiète de la situation à Chapéi habitée par un grand nombre de ressortissants japonais, avait décidé d'envoyer des troupes dans ce secteur pour y faire régner l'ordre et observer la loi.

Peut-on admettre qu'un Etat étranger fasse paraître ses armées sur le territoire d'un autre Etat indépendant et souverain, n'ayant d'autre justification qu'une prétendue inquiétude au sujet de ses ressortissants ?

En se plaçant toute considération du droit des gens, on peut se demander s'il était matériellement possible aux troupes chinoises d'effectuer leur déplacement, comme le voulait le fougueux amiral japonais, en disposant du peu de temps accordé par celui-ci.

A ce propos, le rapport de la commission d'enquête de Changhaï écrit : « Il semblerait que si elles (les autorités Chinoises) avaient décidé d'obéir à cette demande, il aurait été impossible, dans le court laps de temps dont elles disposaient, de retirer effectivement les troupes chinoises de ce secteur. Il faut également tenir compte de l'état de tension créé ».

Condamnation assez claire de l'intervention japonaise déclenchée le même soir, qui, en s'appuyant sur une base internationale, négligea délibérément toute légalité.

Les dépêches d'origine japonaise ont expliqué postérieurement cette intervention par la nécessité d'arrêter le rassemblement de plus en plus menaçant des troupes chinoises arrivant de la direction de Nankin à Chapéi. « Tous les agents police chinois s'enfuyaient du district de Chapéi où résident encore sept mille Japonais. Les soldats chinois en civil attaquaient nos troupes avec des grenades à mains ».

On appréciera cette expression de « soldats chinois en civil » employée pour peindre les réflexes d'une population naturellement exaspérée.

Cependant, de telles explications mensongères, loin de pouvoir cacher la vérité, n'aboutissent qu'à mieux montrer le cynisme inouï de l'auteur.

Chose curieuse, il nous parvient des informations (1) de bonne foi, selon lesquelles, la catastrophe de Changhaï est due à l'Amirauté japonaise.

Voici les faits : l'amiral Shiozawa et son état-major, envieux ou plutôt jaloux de ce que l'armée a réussi en Mandchourie, crurent en ce moment l'occasion venue de soumettre Changhaï à l'Empereur, afin d'avoir aussi un exploit à leur compte.

Ainsi, sans demander ni attendre les ordres de Tokio, ils attaquèrent. La valeur des Chinois était si méprisable et le prétexte si facile.

Mais l'Amiral Shiozawa ne manque pas d'exemple. Pour n'en citer qu'un seul, son attitude rappelle celle du général Honjo, deux mois plus

(1) Andrée Viollis, sous le masque japonais.

tôt, relative à l'occupation de Tchín-Tchéou (1), attitude contraire aux engagements solennels qu'a pris le cabinet de Tokio devant la S. D. N.; et les autres puissances.

Il est ridicule qu'un pays, pour justifier sa conduite agressive, invoque à tout moment l'état d'anarchie chez son adversaire, alors que ses propres militaires n'obéissent pas à son gouvernement.

§ II. — LES OPÉRATIONS MILITAIRES ET LES HORREURS QU'ELLES ONT CRÉÉES

a) *Les opérations.* — Nous croyons inutile de retracer ici jour par jour, le compte-rendu d'une lutte qui n'a guère duré plus d'un mois. Il suffit, à notre avis, de s'en tenir à un résumé sommaire, mais exact, contenant l'aspect ainsi que les faits les plus importants et les plus caractéristiques.

Tout d'abord, pour éclairer les positions primitives que les deux antagonistes occupaient respectivement, nous jugeons nécessaire de nous livrer à une brève étude géographique sur Changhaï.

Changhaï, sur le Hoang-Pou, près de l'embouchure du Yang-Tsé-Kiang, est un port cosmopolite où les sujets des autres puissances vivent sous un statut spécial.

Nous voulons parler des deux Concessions adjacentes : concession française au Sud et concession ou Settlement au Nord dont on connaît le régime : au point de vue général, l'Etat concédant perd toute sa souveraineté sur le territoire concédé au profit des Etats bénéficiaires.

Ces deux concessions administrées par les étrangers se trouvent entourées par la ville chinoise.

Pendant la période de la guerre, l'armée japonaise établit son quartier général à l'intérieur du Settlement, dans le secteur de Hongkéou, avoisinant le district chinois de Chapéi. Elle s'en est assurée le contrôle complet ; elle y a barricadé les rues, désarmé la police et paralysé toutes les autres activités municipales des autorités du Settlement, y compris l'action de la brigade des pompiers.

Le gouvernement de Nankin a élevé, à maintes reprises, des protestations énergiques, après des Etat intéressés, contre le fait qu'on avait laissés les Japonais se servir de la concession internationale pour en faire

(1) Voir le paragraphe III de la section précédente.

leur base d'opération, alors que les Chinois, de leur côté, devaient en respecter la neutralité.

Les gouvernements intéressés, tout en reconnaissant le bien-fondé de la revendication chinoise et, tout en regrettant d'être dépourvus des moyens susceptibles de déloger les Japonais, n'en exigèrent pas moins de la Chine de continuer la politique de légalité, c'est-à-dire que toute partie du Settlement reste impénétrable pour les combattants chinois.

Dans ces conditions, les troupes japonaises avaient un gros avantage. Une fois acculées dans leur secteur, elles se trouvaient soustraites à toute poursuite de la part de leurs ennemis.

Rien n'était plus injuste et plus absurde.

Passons alors aux péripéties qui se sont déroulées sur les champs de bataille.

L'offensive venait toujours des Japonais dont le but était la prise du fort de Woo-Sung qui garde l'entrée du Yang-Tsé-Kiang, et le refoulement de toutes les troupes chinoises à une distance considérable de Chapéi. Mais vers le 20 février, dans le but de couper la liaison entre Chapéi et Woo-Sung, les Japonais commencèrent aussi à attaquer le village de Kiang-Ouan que défendaient les deux divisions modernes de Tchan-Kai-Chek.

Pendant tout le mois de février, les attaques japonaises contre les positions chinoises se succèdent et n'obtinrent pas de résultat appréciable. La farouche résistance des troupes chinoises surprenait l'état-major japonais qui, à trois reprises, remplaça le commandant de son corps expéditionnaire (1), sans réussir pour cela à obtenir un succès.

Le Japon mobilisait son armée la plus redoutable dirigeant les armes les plus modernes sur Changhaï, surtout à partir de l'arrivée du général Uyeda (elle a eu lieu le 16 février) portant avec lui l'effectif des forces assaillantes à plusieurs dizaines de milliers d'hommes : infanterie, artillerie, cavalerie, une flotte d'une trentaine de bâtiments de guerre de diverses espèces, environ deux cents avions de bombardement et de chasse, des tanks et des pièces lourdes.

Il semble, sans exagération, qu'à cette occasion l'Empire du Soleil Le-

(1) L'amiral Shiozawa avait été relevé vers le 15 février de son commandement des forces japonaises à Changhaï, après les premiers échecs, en faveur du général Uyeda qui, à son tour, fut remplacé une dizaine de jours après par le général Yoshinori Shuakawa.

vant montrait au monde entier tout ce qu'on put trouver chez lui de mieux en fait de machines à tuer.

Dans le camp des Chinois, les mitrailleuses étaient les meilleures armes dont ils disposaient. Leur effectif, au début, fort de deux divisions de la 19^e armée cantonaise, renforcé 15 jours après de deux autres divisions, au total environ de 40.000 hommes, était constitué presque une seule armée de l'infanterie avec une faible proportion d'artillerie. Ils ne sont soutenus ni par des forces navales, ni par l'aviation.

Mais le magnifique moral, inspiré du patriotisme, que possédaient les guerriers chinois, compensa largement l'infériorité matérielle. C'est pourquoi malgré les bombardements aériens incessants, les terribles assauts répétés des agresseurs, les lignes de défenses chinoises demeurèrent inébranlables.

Jusqu'au moment où elles se retirèrent sans combattre, les troupes chinoises ne connurent pas la défaite. A chaque attaque japonaise répondait une contre-attaque victorieuse chinoise.

Cette révélation sensationnelle que nul n'attendait de si tôt, a naturellement enthousiasmé toute la Chine, ses amis, et tous ceux qui aimaient sincèrement la liberté et la paix par la justice.

Maintenant nous parlons un peu du rôle très actif que les francs-tireurs ont joué dans ces événements.

Ces braves gens, recrutés en dehors de troupes régulières, ont pénétré, depuis le début de l'avance japonaise dans le secteur nippon. Cachés à l'intérieur ou sur le toit des maisons, ils ont tiré au moyen de pistolets automatiques sur les patrouilles japonaises circulant dans les rues.

La tâche qu'ils s'étaient imposés fut extrêmement périlleuse pour eux, mais très efficace pour troubler l'arrière de l'armée adverse.

Ils l'ont fort bien réussi, cependant, combien d'entre eux sont tombés sous les balles et les baïonnettes ennemies.

Après avoir éclairci la situation militaire, nous allons nous rendre compte des termes et du caractère des exigences japonaises faites à la Chine au cours de cette horrible tuerie. On verra de quelle manière et dans quelle mesure, les ambitions des militaristes nippons s'accroissaient, malgré leur échec sur le champ de bataille.

D'abord l'amiral Shiozawa demanda simplement le retrait des troupes chinoises à une certaine distance de Changhaï.

Deux semaines plus tard, cette demande paraissait trop modérée aux yeux du général Uyeda qui, pourtant, déclarait, en arrivant, qu'il était venu

à Changhaï, non dans le but de se battre, mais dans celui de consolider la paix.

En effet, le représentant du général japonais, dans une rencontre avec le représentant de l'armée chinoise au Consulat de France, et, en présence des autres personnalités des autres Etats, posa, sous une forme verbale, outre le retrait des troupes chinoises à 20 kilomètres, bien entendu sans contre-partie, les trois conditions suivantes :

1) La démilitarisation permanente de la zone du Delte du Yang-Tsé-Kiang ;

2) Le démantèlement et la destruction des forts de Woo-Sung ;

3) Le démantèlement des forts dominant la colline du Lion à Nankin.

Naturellement le négociateur chinois les trouva toutes inacceptables.

Il convient de remarquer que tous ces ouvrages, destinés à protéger l'accès de Changhaï, de Nankin et des autres localités sur les rives du Yang-Tsé-Kiang, constituent les points les plus importants de la défense nationale. Les détruire, c'est livrer le pays à l'invasion étrangère à tout moment. Donc, les exigences japonaises étaient assurément bien dures, attendu qu'elles ne peuvent s'expliquer par des raisons exceptionnelles. Exigences peu propres à aplanir un incident survenu tout à fait par hasard.. Exigences peu propices à la conciliation souhaitée par toutes les personnes et par tous les peuples raisonnables.

On retrouve la confirmation de la demande verbale dans une note ultérieure plus solennelle : l'ultimatum. A titre de documentation, nous estimons nécessaire de reproduire textuellement, l'information concernant le susdit ultimatum parvenue des milieux officiels chinois :

« Le 18 février à 20 h. 45, le général Uhéda et le consul général japonais , M. Muraï ont remis au général Tsa-Ting-Kai commandant la 19^e armée chinoise et à M. Wu-Teh-Chen, maire de Changhaï un ultimatum demandant notamment le retrait des troupes chinoises de Chapéi, Woo-Sung et Pootung (à l'Est de la rivière Hoangpou) à une distance de 20 kilomètres, ainsi que le démantèlement permanent des forts de Woo-sung et des autres ouvrages militaires des territoires évacués, le retrait de la première ligne chinoise à Chapéi devant commencer le 20 février à 7 heures du matin et l'évacuation complète à 20 kilomètres au Nord, à l'Est et à l'Ouest de la concession internationale devant être terminée le même jour à 17 heures. Le commandant japonais menace de prendre les mesures nécessaires, faute par les Chinois de se conformer à ses demandes,

« En outre, il a déclaré que les troupes japonaises seraient prêtes à commencer l'offensive demain matin (20 février) à 7 heures. »

Inutile d'ajouter que l'ultimatum a été également rejeté. Remarquons que cet ultimatum, qui revêt une importance capitale pour la sécurité du pays tout entier, au lieu de s'adresser directement au gouvernement chinois, comme l'exige la procédure diplomatique, a été remis au maire de Changhaï, simple administrateur local, et au commandant de la 19^e armée, compétent seulement sur les mouvements militaires de ses divisions. Cette manière d'agir de la part des autorités japonaises, sans grand intérêt peut être en pratique, mais très significative en théorie, fait sans doute partie de la tactique que le Japon adopte sournoisement et habilement vis-à-vis de la Chine, tactique consistant à particulariser tous les différents qui pourraient se produire entre eux. En effet, il voudrait faire croire au monde que la Chine n'est qu'une simple expression géographique, que l'anarchie règne, que chaque région a son seigneur qui gouverne à sa guise et n'obéit nullement au gouvernement central. D'où découle pour eux la prétention d'affirmer que les Chinois sont un peuple désorganisé à qui le droit commun ne saurait s'appliquer.

Bien qu'il existe, à l'intérieur des fluctuations, — d'ailleurs nous pouvons en retrouver de semblables dans l'histoire de toutes les nations — la Chine n'en est pas moins un Etat indépendant dont les institutions internationales ne doivent pas s'arrêter aux frontières.

Quand on veut bien s'en rendre compte, la duperie ne peut jamais l'emporter sur la vérité.

b) *Les horreurs.* — On connaît la façon dont la guerre a été menée. La frénésie guerrière des soldats japonais assoiffés de sang sévissait cruellement contre les paysans paisibles, les femmes et les enfants, et trouvait même des adversaires là où il y en avait pas.

Surtout, les avions japonais montraient une combativité formidable. Ils volaient jour et nuit et puis lançaient des bombes non seulement sur les combattants, mais aussi sur les abris des civils. Leur activité se manifestait même hors de la région de Changhaï.

Au bout de quelques jours de lutte, on pouvait voir des concessions étrangères pendant la nuit, les flammes s'élever à une grande hauteur au-dessus de Chapéi qui finit par devenir un véritable amas de cendre.

On a l'impression que les agresseurs voulaient forcer la victoire en semant la terreur autant et aussi bien qu'ils pouvaient.

Afin de ne pas faire douter de notre impartialité, nous nous permettons

de reproduire ici une partie des télégrammes d'agence, secs, nets, implacables, qui nous parvinrent durant cette période.

En voici quelques-uns dans leur simple nudité.

21 février. — Reuter.

Le correspondant de Reuter qui suit l'attaque a remarqué que parmi les monceaux de cadavres chinois se trouvent de nombreux civils et en particulier des femmes.

22 février. — Reuter.

Quant aux pertes chinoises dans le combat de Kiang-Ouan, on les évalue à 500 morts et 1.500 blessés, mais il y a tout lieu de croire que le chiffre des victimes civiles est plus considérable. Parmi ces derniers, figurent un grand nombre de femmes et d'enfants.

23 février. — Reuter.

Les pertes chinoises dans la journée se sont évaluées à plus de 2.000 tués et blessés.

Partout on voit les traces dévastatrices du feu japonais. Aucun bâtiment n'est indemne. Ce ne sont, à perte de vue, que maisons et huttes qui flambent. On se heurte à chaque instant à des amoncellements de cadavres de civils parmi lesquels on compte beaucoup de femmes et d'enfants. Un jeune garçon, la poitrine trouée de balles et les mains liées derrière le dos. Et les corps d'un vieux chinois et d'une femme enduits de pétrole, achèvent de se consumer.

A midi, le feu ayant diminué d'intensité, les infirmiers chinois sont allés relever les blessés, mais nombreux sont ceux qui ont dû être abandonnés entre les lignes.

26 février. — Reuter.

En plus de 200 avions militaires japonais actuellement engagés sur le front, d'autres escadrilles ont été envoyées pour prendre part à des opérations de plus grande envergure.

La bataille a été vive et les pertes des deux côtés étaient lourdes, un millier de blessés n'ont pu être évacués.

Par suite du bombardement aérien, une partie de la ville de Han-Tchéou (1) est en flamme.

(1) Capitale de la province de Tché-Kiang, plus de 200 kilomètres de Changhai.

27 février. — Reuter.

Les pertes en tués s'élèvent chez les Japonais à 1.500 hommes, chez les Chinois à 4.000 soldats et 8.000 civils.

28 février. — Reuter.

Après une résistance acharnée de plus d'une semaine, les chinois ont dû se retirer de Kiang-Ouan qui était devenu intenable, surtout en raison de l'odeur pestilentielle des cadavres de civils entassés dans les rues. Les autorités chinoises disent en avoir compté 1.600 et des centaines d'autres ont été ensevelis sous les ruines. Il a été impossible d'enlever ces cadavres en raison des attaques incessantes de l'artillerie et de l'aviation japonaises.

29 février. — Reuter.

Les derniers renseignements parvenus des autorités militaires chinoises indiquent que 4 à 5.000 chinois auraient été tués ces jours-ci. Des femmes et des enfants sont au nombre des victimes par suite du bombardement de Chapéi.

1^{er} mars. — Reuter.

712 soldats chinois blessés ont été ramenés pendant la journée dans les concessions et un grand nombre de blessés gisaient encore sur le champ de bataille.

3 mars. — (Daily Herald) cité par Havas.

A leur arrivée à Chapéi, les troupes japonaises ont allumé plusieurs incendies qui, à deux heures du matin, avaient ravagé plus de 9 kilomètres carré du nouveau territoire occupé. Les observateurs étrangers signalent à leur entrée à Chapéi que les troupes japonaises ont tiré à coup de mitrailleuses sur des milliers de non-combattants, hommes, femmes et enfants qui tentaient d'évacuer la zone de combat.

Les nuages de fumée provenant des incendies de Chapéi et de Pao-Shan couvrent le ciel de Changhaï et on a repéré plus de cinquante foyers d'incendie depuis le passage des troupes japonaises. Toute cette région, où la population est à coup sûr la plus dense du monde est en feu.

Enfin, nous citons encore, malgré sa longueur, l'article du regretté et éminent journaliste Albert Londres, publié dans le *Journal*, de Paris du 25 février 1932, article vivant qui montre bien la monstruosité des bar-

bares avides de sang et de conquête, et qui condamne à jamais le rôle des Japonais dans la guerre d'Extrême-Orient.

« Quel serait le sort des civils au cours d'une nouvelle guerre? L'Europe s'est posée la question. Changhaï vient d'y répondre.

« Venez avec moi, passons la porte du temple du Bouddha de Jade. En temps ordinaire, c'est un merveilleux monument, aujourd'hui c'est un hôpital. Nous y circulons facilement. Dans les couloirs, dans les salons, dans les réduits, partout des lits, des matelas, des civières. Qui donc est couché là? Le corps est si petit qu'on ne le trouve plus sous les couvertures. C'est un blessé de la guerre, un enfant. On l'a conduit, ici, le ventre ouvert par une bombe. Il meurt. Il a quatre ans. Et cet autre? Il est un peu plus long, du moins du côté gauche. L'infirmière soulève le drap, la victime est amputée de la jambe droite. C'est encore un grand coupable : il a sept ans. Là un joli tableau pour un musée que l'on pourrait ouvrir, à Genève par exemple. Une femme est étendue et tient sa main hors du lit dans des pansements. A côté d'elle, une petite fille la tête bandée. A son sein, un autre bébé chinois. La mère n'a plus qu'un doigt à une main. L'aîné des enfants a le crâne troué, le plus petit n'a rien. Il a faim, il tète. Ici, deux doigts fermés se joignent et font des « Chin-Chin » dans notre direction, de la figure de ce manifestant, on ne voit que le nez, c'est une femme, paraît-il. Elle parle. On a tué son mari à la baïonnette, elle était à côté de lui. Que raconte-t-elle? Elle dit qu'elle a entendu un coup terrible sur sa tête, un coup de sabre. Demandez-lui son âge. Elle dit qu'elle a soixante-neuf ans. Là, une jeune fille, le bras dans une gouttière. Malgré tout, elle sourit gracieusement, elle a vingt ans. Les yeux de sa voisine sont déjà glauques. Eclat d'obus dans la poitrine hémorragie interne, quinze ans. Nous avons mieux à vous présenter. Voici une boule minuscule entourée de coton : ce guerrier vaincu a un an.

« Nous pourrions nous arrêter au chevet de cent vingt enfants, jeunes filles et femmes, rien que dans le temple du Bouddha de jade. Et sept établissements plus grands que celui-là se sont ouverts en ce moment à Changhaï. Enjambons des matelas, passons rapidement entre six lits. Ici, des hommes, ce premier est un amputé. Le docteur me répond que je me trompe. Pourtant, dis-je, cela se voit. L'amputation datait de plusieurs lustres. Aujourd'hui l'uni-jambiste était là pour plaie pénétrante à l'épaule. Les infirmières elles-mêmes n'y échappent pas.

« Le docteur me conduit auprès des lits et me fait remarquer six blessures, toutes aux chevilles. Les blessés sont des échappés de la région de

Woo-sung. Ils fuyaient. Pour les stimuler, les Japonais leur ont tiré dans les jambes. Si la guerre n'est pas déclarée, la chasse du moins, est donc ouverte.

« Sur les communiqués officiels, cela s'appelle : nettoyer le village et ses alentours. Harcelés par les suipers, dérangés par les espions qui, pour prévenir de l'avance des ennemis, brûlent de la paille de riz ou font partir un pétard, les agresseurs ne veulent plus de civils. Dans ces conditions vous pourriez penser qu'ils auraient dû choisir pour champ de bataille autre chose qu'une grande ville et ses faubourgs. Mais la logique n'est pas très répandue dans la Far-East. De plus, quand on s'est jeté à l'eau, si l'on ne veut pas couler, il faut se débattre des quatre pattes. Aux citoyens chinois de le comprendre. D'ailleurs, les Japonais ne cherchent pas leur mort, nous venons d'en donner la preuve. Leur but est simplement de leur casser les pattes.

« Lors de la dernière grande guerre, les hôpitaux étaient réservés aux combattants. Aujourd'hui on doit en ouvrir au moins autant pour les civils. Où les progrès de l'humanité s'arrêteront-ils?... »

§ III. — LA FIN DES HOSTILITÉS

Vers la fin de février, l'amiral anglais Kelly mit en présence les chefs des armées adverses devant les représentants des puissances intéressées ; des conditions d'armistice, acceptables pour les deux parties furent discutées, formulées et enfin acceptées, si l'on tient compte de la dépêche suivante du gouvernement de Nankin lue par son représentant dans la réunion du Conseil de la S. D. N. du 29 février :

« L'amiral Kelly de l'Amirauté britannique, a invité M. Wellington Koo et les autres autorités chinoises à se rencontrer dans une réunion avec les représentants japonais. L'amiral Kelly a proposé la cessation des hostilités et le retrait simultané des troupes chinoises de Chengu, village situé à l'ouest de Chapéi, et des troupes japonaises dans la limite de la concession internationale. Puis les troupes chinoises iront à Nanziang, ville située sur le chemin de fer Changhaï-Nankin et les troupes japonaises devront s'embarquer. Le retrait des deux forces devant être surveillé par les neutres.

« Les autorités chinoises considèrent que ces propositions sont raisonnables et acceptables. »

En effet, l'armée chinoise, après avoir étonné le monde par sa résistance et sa valeur, se retira le 2 mars à plus de 20 kilomètres de Changhaï.

Il nous serait, cependant, très difficile de concevoir que la médiation de l'amiral anglais à elle seule eut suffi à suspendre la querelle. Certes, il y avait bien cette démarche, et même certaines propositions, mais au moment où les défenseurs s'en éloignèrent, aucune condition concernant l'armistice n'était encore intervenue. L'occupation japonaise du terrain évacué semble indiquer que les agresseurs n'étaient pas liés par un engagement de ce genre.

Toutefois, la détermination du commandant chinois ne doit pas être considérée comme un signe de défaillance ou de lâcheté. Sans doute, elle est d'ordre stratégique. Bien qu'étant braves et tenaces, les troupes chinoises avaient besoin des renforts pour contre-balancer les nouvelles forces japonaises qui venaient avec le général Yoshinori Shuakawa, de débarquer à Changhaï. Or, transporter des troupes et des munitions était en ce moment chose extrêmement difficile, sinon impossible, à la suite de la destruction des voies ferroviaires reliant Changhaï et les divers points intérieurs de la Chine, du fait des bombardements de l'aviation japonaise. Et, par surcroît ; les patrouilles aériennes nipponnes surveillant jour et nuit ces communications, en entravaient toute réparation. C'est donc, d'une part sous la menace d'isolement complet avec leur arrière, d'autre part sous la pression sans merci de la partie adverse supérieure en nombre aussi bien qu'en matériel, que les chefs militaires chinois se sont décidés à ce repli en attendant la suite des événements.

Naturellement nous regrettons une telle décision un peu décevante. Mais on se demande si l'on aurait pu faire autrement, car un sacrifice trop considérable et inutile, n'aboutit qu'à empirer une situation.

Après la cessation du feu, une conférence de table ronde fut ouverte à Changhaï entre les deux pays en litige, sous l'œil des représentants des quatre puissances intéressées, Grande-Bretagne, France, Etats-Unis, Italie. Ces représentants bénéficiaient d'une sorte de délégation morale, d'abord de l'Assemblée extraordinaire, puis du comité de « 19 » et, par conséquent de la S. D. N. toute entière.

Pendant deux mois, au cours desquels les négociations se sont poursuivies dans une atmosphère fiévreuse. Cette conférence progressait très

lentement. Un fait nouveau (1) faillit remettre tout en question. Finalement on en arrivait le 5 mai 1932 à un accord ainsi libellé.

Art. 1. — Les deux parties s'abstiendront, autant qu'il est en leur pouvoir, de toute forme d'hostilité.

Art. 2. — Les troupes chinoises resteront sur leurs positions actuelles indiquées dans une annexe.

Art. 3. — Les forces japonaises se retireront en commençant d'ici une semaine dans la concession internationale; mais en raison de leurs effectifs, elles se voient attribuer quatre emplacements en territoire chinois sur une région entre Chapéi et Woo-sung, telle qu'indiquée dans une annexe, le village de Woo-Sung étant exclu et les Japonais s'engagent à ne pas gêner le fonctionnement du chemin de fer de Changhaï à Woo-Sung.

Art. 4. — Une commisison de 12 membres, soit un représentant civil, un repréesntant militaire pour chacune des 6 puissances intéressées, entérinera la procédure à suivre par voie de vote à la majorité et elle veillera à l'exécution des trois premiers articles. Elle s'occupera également du transfert du contrôle des points évacués par les forces japonaises aux forces de police chinoises.

Au sujet de l'acte, les Chinois déclarèrent que rien dans l'accord n'implique une restriction permanente des mouvements de leurs troupes en territoire chinois. A propos de l'article 3, il faut observer que toutes les fonctions municipales, y compris celle de la police, furent exercées par les autorités chinoises.

En vertu de cette convention d'armistice, le retrait des troupes japonaises de la zone de cantonnement a commencé dès le 7 mai et s'est poursuivi normalement.

Tout est réglé tout au moins pour le moment à Changhaï. Par contre, rien n'est achevé en Mandchourie. La situation s'y aggrave de jour en jour. Après avoir reconnu officiellement le nouvel état Mandchou soi-disant indépendant qu'ils ont créé de toutes pièces, les Japonais, dans les

(1) Le 29 avril, les Japonais à Changhaï fêtant l'anniversaire de l'Empereur. A la fin de la revue des troupes japonaises, qui eut comme lieu le Hoangkiou Park dans la concession internationale, un Coréen a lancé sur la tribune une bombe qui atteignit les assistants nippons: le ministre Shigemitsu, l'amiral Nomura, le général Uyeda, le consul général Muraï, le général Shuakawa, M. Kawabata, président de l'association des résidents japonais. Ces deux derniers ont succombé ultérieurement à leurs blessures.

premiers jours de janvier 1933, sans être provoqués, ont franchi la Grande Muraille et occupé la ville de Chan-Haï-Kouan, sur le territoire de la Chine. A présent (la fin de janvier 1933), ils préparent ouvertement et activement leur « expédition » contre la province de Jehol. On prévoit qu'une attaque générale de grande envergure est imminente. Il faut tenir compte que Tchan-Té, la capitale du Jehol, n'est qu'à 120 kilomètres de Pékin même. Le seul but de l'invasion du Jehol ne peut être que l'occupation de Pékin et la proclamation d'un « Etat indépendant » qui comprendrait toute la Chine du Nord et dont Pu-Yi serait l'empereur de pacotille.

Qu'on ne se hâte donc pas de se réjouir de la petite détente obtenue après tant d'efforts à Changhaï.

Dans cette conflagration, il y a un enseignement très intéressant. L'exemple du Japon a montré qu'un peuple résolu peut dans une certaine mesure réussir dans ses aventures, mais qu'il ne peut pas pousser sa force au-delà de certaines limites. L'exemple de la Chine a montré qu'un peuple commence à se faire respecter le jour où il est en mesure de faire lui-même quelque chose pour sa propre défense.

Tout le monde doit reconnaître que le sang-froid du peuple chinois était admirable. Il n'y a pas eu d'agressions chinoises contre les Japonais résidant en Chine, bien que nous ayons pu constater que les Japonais cherchaient constamment à les provoquer. Au mois de novembre 1931, c'est-à-dire à peu près deux mois après l'occupation de Moukden et deux mois avant la guerre de Changhaï, le colonel japonais Dohihara a organisé les désordres de Tien-Tsin afin d'avoir un prétexte d'intervention à cette ville. En même temps, les troupes japonaises de la légation paraissaient dans les rues de Pékin. Il a donc fallu pour les Chinois un sang-froid extraordinaire pour ne pas réagir contre de semblables provocations.

Mais la manière agressive du Japon se donnait libre cours; et à Changhaï, les provocations étaient si fortes et si brutales que, malgré leur crainte du malheur, leur modération, leurs scrupules habituels, les classes dirigeantes chinoises n'ont pu calmer l'effervescence populaire. Alors la politique passive que suivait jusqu'ici le gouvernement de Nankin, se révéla tout à fait inefficace devant le sursaut national et l'indignation du peuple si compréhensible et si normale. Nous avons déjà apprécié le merveilleux résultat de ce redressement qui rendit stériles et inopérantes toutes les idées pacifistes si précieusement préconisées depuis des siècles par nos ancêtres.

Nous devons constater que, stupéfait de la résistance héroïque des lutteurs chinois, on se sentit pris à l'étranger d'une considération soudaine

pour cette Chine si méprisée la veille et que l'on croyait incapable de tenir devant le terrible petit Japon, vainqueur de la colossale Russie. Certes, cette façon de massacrer les femmes, les enfants et les vieillards, et cette attitude intraitable envers tous, des Japonais ont beaucoup ému les neutres et même déçu leurs amis ; et ce qui fit naître le sentiment de pitié et de sympathie pour l'offensé et de mécontentement pour l'agresseur. Mais au fond, cette considération ne vient pas de cet état de chose. Disons carrément qu'ici-bas, il y a encore trop d'adorateurs serviles de la force, qui sont toujours prêts à faire volte-face. Ces changements ne sont pas du tout un honnuer pour ceux qui en sont l'objet, mais plutôt une fatalité pour l'avenir de la paix, puisque la théorie du plus fort prime encore chez la plupart des hommes.

Il y a lieu, enfin, de faire ressortir que ces dernières opérations dont les Chinois furent les vainqueurs moraux, marquent un tournant dans l'histoire de la Chine. A vrai dire, depuis la guerre sino-japonaise en 1895 et celle des Boxers ; les Chinois se rendirent compte de plus en plus nettement qu'ils ne pouvaient espérer devenir assez forts pour résister aux impérialistes. Ils n'avaient ni la volonté ni le courage de soutenir une guerre contre les puissances. Si humble que soit la Chine, son existence, sérieusement menacée depuis lors, devint de plus en plus précaire.

Cette fois-ci, par bonheur, réveillée de son long sommeil, elle tint vaillamment la tête aux rudes attaques de l'une des grandes puissances du monde. Cela a suffi en quelque sorte, revivifier l'âme chinoise que l'on croyait bien morte.

Nous n'avons nullement l'intention de prétendre par là même que la Chine, dans un avenir très proche, atteindra le niveau de grandes puissances. On peut néanmoins fonder de grands espoirs sur une nation qui vient de retrouver sa confiance, confiance qu'elle avait perdue dans ses précédentes mésaventures internationales.

CHAPITRE III

LES CAUSES DU CONFLIT

I. - Les causes proches :

§ I. — L'AFFAIRE DE WANG-PAO-CHAN ET LES MASSACRES DES CHINOIS EN CORÉE

L'évènement le plus important eut lieu au cours des premières journées de juillet 1931. Un fermier coréen, habitant la localité de Wang-Pao-Chan, avait contrevenu aux dispositions de la police des eaux de la région en effectuant des travaux de canalisation sur son champ ; malgré les avertissements répétés, il n'avait pas suspendu ses travaux. Irritée la population chinoise décida de se défendre elle-même et rétablit de force la situation telle qu'elle était avant que le paysan eût entrepris ses travaux de régularisation des eaux. La police japonaise stationnée dans la localité, intervint à coups de mitrailleuse.

De plus, il y eût dans les régions de la Corée de violentes pogromes anti-chinois, au cours desquels une centaine de personnes furent tuées et plusieurs centaines de blessées.

L'incident de Wang-Pao-Chan a été provoqué par les procédés brutaux des colons coréens protégés par les troupes japonaises. Il est établi que mitrailleuses japonaises ont liquidé l'incident sur le territoire chinois.

Il est donc manifeste que les japonais ont une part de responsabilité dans l'origine du conflit.

De même, la responsabilité japonaise n'est pas entièrement dégagée quant aux évènements qui se sont succédés en peu de temps dans les villes coréennes (*The China critic*, 1931, n° 28, p. 652).

Les informations disent que les autorités japonaises non seulement n'ont pas réprimé à temps les excès de la population — malgré les avertissements que les consuls chinois leur avaient donnés — mais encore qu'elles ont manifestement favorisé en excès. D'ailleurs, il semble que l'irritation

de la population coréenne n'a pu être provoquée que par les informations tendancieuses japonaises sur les événements de Wang-Pao-Chan. « Il est certain que les japonais auraient étouffé sans doute de la façon la plus sanglante et dès le début, tout excès semblable commis à l'égard de leurs nationaux. Il est certain, dans le cas de violences même insignifiantes, dirigées contre les japonais habitant la Corée, les autorités japonaises auraient indispensablement envoyé sur place les forces militaires indispensables. Lorsqu'il s'agit d'un pays comme la Corée, dirigée par des militaires il ne suffit certainement pas de dire que les autorités ont été « surprises » pour expliquer le fait qu'on a arraché à leurs maisons et traîné dans la rue des douzaines de chinois, qu'on les a assommé, qu'on a incendié et pillé des quartiers chinois entiers » (*Kölnische Zeitung*, du août 1931; voir aussi *The China critic*, 1931, n° 28, p. 652).

Tout permet de confirmer que l'affaire de Wang-Pao-Chan et les massacres de Corée font partie de l'intrigue dirigée par le Japon, contre la Chine. Les ténébreuses entreprises que le Japon a conçues ne souffrent pas la clarté.

Le Gouvernement de Tokio n'a donné aucune suite aux protestations chinoises. Le mépris du droit des gens et des bonnes amitiés de voisinage du Japon n'a abouti naturellement qu'à froisser les sentiments des Chinois. Par suite, le boycottage de produits japonais a repris son cours.

§ II. — L'ASSASSINAT DU CAPITAIN NAKAMURA

Au mois d'août 1932, le Gouvernement japonais annonçait que le capitaine Nakamura avait été assassiné en Mongolie au cours d'un voyage dans cette contrée, et il accusait l'armée chinoise d'en être responsable. En même temps des avions survolaient Tokio et jetaient des tracts surexcitants l'esprit de représailles. On sait combien la population est facile à impressionner.

Mais des enquêtes menées en toute partialité, il ressort que personne n'a remarqué le passage de l'officier japonais. Même dans le cas où sa mort serait avérée, la responsabilité des autorités chinoises est dégagée. Le personne en question déguisée en commerçant, se risquait dans les endroits dont l'accès est formellement interdit, en raison de l'insécurité. Le malheur de cet officier aurait donc été son œuvre propre.

Le déguisement du capitaine disparu, nous fait penser à ce que le baron Tanaka disait dans son Mémoire du 25 juillet 1927: «... Il faut employer,

à partir de cette année, 1.000.000 de yens des « fonds secrets » du budget du ministère de la Guerre, de façon qu'on puisse envoyer 400 officiers en retraite déguisés en professeurs et en citoyens chinois dans la Mongolie extérieure et intérieure pour se mêler au peuple, pour gagner la confiance des princes Mongols, pour obtenir d'eux des droits d'élevage et d'extraction des mines et pour asseoir sur des bases solides, nos intérêts nationaux pour des centaines d'années.

Nakamura n'était-il pas l'un de ceux qui, payés sur les « fonds secrets », sont chargés par leur gouvernement de sombres missions qui viennent d'être indiquées?

Somme toute, la vie et la mort, si mort, il y a, de ce soldat « en retraite » rendent des services efficaces à son pays, mais beaucoup de maux à la Chine.

II. - Les causes lointaines et permanentes

§ I. — LE PROBLÈME DE L'ÉMIGRATION EN MANDCHOURIE

L'émigration sino-nippon-coréenne en Mandchourie devient un problème très difficile à résoudre, du fait que le Japon a adopté une politique tendancieuse, consistant à encourager l'émigration coréenne dans ce pays et à empêcher les chinois de venir s'y installer.

L'étrange attitude du Japon, a provoqué au cours de ces dernières années, des incidents déplorables. Nous allons examiner d'abord la base historique de la question et ensuite, l'ensemble des relations entre les parties en cause.

Jusqu'en 1907, la frontière de Mandchourie restait fermée aux Chinois des autres provinces. Pour contre-balancer l'expansion russo-japonaise, qui s'accroissait sans cesse, la dynastie Tsing décida en 1907, non seulement de supprimer la loi qui interdisait aux chinois d'émigrer vers la Mandrie, mais encore de les encourager d'y aller.

Cette politique a eu un résultat merveilleux. En moins de vingt ans, les effectifs chinois ont atteint 28 millions sur une population de 30 millions. Grâce à l'immigration chinoise, la Mandchourie pourra bientôt faire beaucoup pour la Chine.

À l'égard de la Corée, la Chine s'est toujours montrée généreuse. Elle a accordé inlassablement son hospitalité aux Coréens qui, lorsqu'ils vien-

ment s'installer en Mandchourie, sont assimilés en tous points aux nationaux chinois.

Depuis le moment où la main mise du Japon sur la Corée, s'est fait sentir, les Coréens ont émigré de plus en plus en Mandchourie pour échapper à leur nouveaux maîtres. On évalue le nombre de ces émigrés à un million environ. La plupart d'entre eux ont pris la nationalité chinoise en passant en territoire chinois. Etant donné que les colons coréens, qui désiraient cultiver le riz, se sont établis dans des régions que les colons chinois n'avaient pas occupées, aucun frottement ne s'est manifesté entre les deux peuples.

Il est vrai par ailleurs, que la population nipponne, aux effectifs stationnaires dans les derniers temps de Shogunat, n'a cessé de s'accroître depuis la réforme. L'Empire du Soleil Levant comptait en 1872, 34.806.000 âmes et lors du recensement d'octobre 1930, 90.404.000 dont 64.447.724 pour le Japon proprement dit (1).

Pour abriter son excédent démographique, le Japon ne voyait que deux moyens : la politique maritime et la politique continentale. La première consiste à embarquer les émigrés à destination de l'Australie, de l'Amérique, des Iles Philippines et du Sud de la Chine ; la seconde, a comme objectif, la Corée, la Mandchourie et la Mongolie.

Certes, les pays de climat maritime conviennent mieux aux Japonais frileux, mais le Midi de la Chine est encore plus peuplé que le Japon ; à l'Est et au Sud du Pacifique, les anglo-saxons ferment hermétiquement leurs portes. Et alors, le gouvernement Mikadonal se voit dans l'obligation de se tourner vers le Nord-Est de l'Asie continentale.

Après avoir pris possession du Liao-tung et de la voie ferrée Sud-Mandchourienne, le Japon s'est efforcé d'instaurer dans cette région une politique d'immigration. Il a connu un échec. En 1929, il y avait en Mandchourie 240.150 japonais seulement, dont la plupart sont demeurés dans les ports japonais de Dalny et de Port-Arthur et dans la zone du S. M. R., c'est-à-dire, que ces émigrants n'ont pas pénétré au cœur du pays pour approprier ses richesses naturelles, comme l'escomptait le projet primitif de Tokio.

Le problème se pose maintenant avec acuité : La Chine continue évidemment à faire ce qui lui a réussi. Quant au Japon s'avoue-t-il vaincu, ou

(1) Voir la *Revue des Deux Mondes*, du 1^{er} décembre 1931.

cherche-t-il un remède? On pense bien qu'avec ses idées de grandeur, l'impérialisme nippon ne s'arrêtera certainement pas en chemin.

Depuis quelques années, les dirigeants japonais ont adopté une nouvelle méthode d'après laquelle, les Coréens devaient partir pour la Mandchourie en laissant la place aux Japonais venus d'outre-mer, pour les remplacer aussitôt après, car la température de la Corée est plus supportable que celle de la Mandchourie pour les sujets du Mikado. Cette méthode comporte d'ailleurs d'autres motifs. Au sujet de l'immigration coréenne, le Mémoire Tanaka dit notamment :

« Depuis l'annexion de la Corée, nous avons eu très peu d'ennuis. Mais la déclaration du Président Wilson sur le droit des races de disposer librement d'elles-mêmes après la guerre européenne, a été comme une révélation divine aux peuples opprimés. Les Coréens ne font pas exception. L'esprit de révolte a pénétré le pays tout entier. A la fois à cause de la liberté dont ils jouissent en Mandchourie, due au système de police défectueux et à cause de la richesse du pays, il n'y a actuellement pas moins de 1.000.000 de Coréens en Mandchourie.

« Le développement inattendu, est en effet heureux pour notre pays. Du point de vue militaire et économique, cela a grandement renforcé notre influence. Ils servent à la fois d'avant-garde pour la colonisation des champs vierges et de lien de contact avec le peuple chinois. D'autre part, nous pourrions utiliser les Coréens naturalisés chinois, pour acheter des terres pour la culture du riz ; nous pouvons leur donner aide financière par la société coopérative, par la compagnie des chemins de fer Sud-Mandchourien, etc... de manière qu'ils puissent servir de « fer de lance » à notre pénétration économique. Ceci donnera un soulagement à notre problème d'alimentation et ouvrira en même temps un nouveau champ de colonisation.

« Les Coréens naturalisés Chinois ne sont Chinois que de nom ; ils se retournent à notre bergerie éventuellement. Ils sont différents des Japonais naturalisés en Californie et en Amérique du Sud. Ils sont naturalisés seulement pour des commodités temporaires. Quand leur nombre atteindra 2 millions et demi ou davantage, on pourra les pousser à des activités militaires chaque fois qu'il sera nécessaire, et sous prétexte de répression de Coréens, nous pourrions leur apporter de l'aide. Comme tous les Coréens ne sont pas naturalisés Chinois, le monde ne saura pas distinguer si ce sont des Coréens chinois ou des Coréens japonais qui créent le trou-

ble. Nous pourrons toujours « vendre la viande de chien avec une tête de mouton comme enseigne ». »

Il est inutile d'ajouter que l'incident de Wang-Pao-Chan appartient parfaitement à ce genre de « troubles » souhaité par le Japon.

D'un autre côté, ils s'agit de se débarrasser des chinois. L'opinion du baron Tanaka est que (si nous Japonais) ne trouvons pas de moyen pour arrêter immédiatement le flux des émigrants chinois, le nombre de ces derniers dépassera 6 millions dans cinq ans. A ce moment-là, nous rencontrerons de plus grandes difficultés en Mandchourie et en Mongolie ».

Dans l'esprit des Japonais, le meilleur « moyen » n'est-il donc pas d'opérer le plus vite possible l'annexion de ces provinces chinoises et d'en interdire l'accès aux Chinois qui pourraient tenter d'y venir ?

§ II. — LA QUESTION DES CHEMINS DE FER DE LA MANDCHOURIE

L'importance que le gouvernement de Tokio a attaché à la compagnie du chemin de fer Sud-Mandchourien, montre, mieux que tout autre fait peut-être, l'orientation de la politique japonaise, à l'égard de la Mandchourie.

Cette compagnie en effet, est destinée à se comporter comme une grande société de colonisation, agissant sur une grande échelle et sous le contrôle complet du gouvernement japonais. L'activité de l'expansion japonaise est donc proportionnée et subordonnée à la longueur des voies ferrées qui lui appartiennent.

Le Japon s'est efforcé d'obtenir de la Chine, des servitudes de deux sortes : positives et négatives.

La servitude positive a consisté à obtenir de la Chine le droit de construire un certain nombre de nouveaux chemins de fer, et un droit de priorité pour les capitaux japonais au cas où un emprunt serait émis pour couvrir les dépenses engagées par la Chine, pour la construction de voies ferrées.

La servitude négative a eu comme objet, l'interdiction pour la Chine, de construire des lignes parallèles au C. M. R.

En ce qui concerne le droit de construire des nouveaux chemins de fer, le plan du Japon a été clairement et catégoriquement exposé dans le Mémoire de Tanaka. Les termes de cet exposé sont d'ailleurs les suivants :

« Le chemin de fer Sud-Mandchourien n'est pas suffisant pour notre usage. Etant donné nos besoins actuels et nos activités futures, il nous

faut avoir le contrôle des chemins de fer à la fois dans la Mandchourie du Nord et la Mongolie du Sud, surtout du fait que les ressources de la Mandchourie du Nord et de la Mongolie orientale donneront lieu à une expansion et à des gains matériels les plus considérables encore... »

Le baron Tanaka définit ensuite les lignes nouvelles à construire :

1° Ligne Tounghiao-Jehol. — D'après le baron Tanaka, cette ligne aurait une longueur de 447 milles et servirait grandement l'expansion économique du Japon dans la Mongolie intérieure. Il y a là de vastes étendues de terre, qui conviennent à la culture du riz et de plus, on aurait la possibilité d'y entretenir deux millions de têtes de bétail qui, grâce aux chemins de fer, pourraient servir à l'approvisionnement du pays et à l'exportation vers l'Europe et l'Amérique.

2° Ligne Suolun-Tatonan. — Cette ligne d'une longueur de 136 milles, serait aussi utile, au point de vue militaire.

Le baron Tanaka étant persuadé qu'une guerre entre le Japon et la Russie serait indispensable, cette ligne permettrait à l'armée nippone, non seulement de menacer l'arrière-garde de l'armée russe, mais encore de couper ses renforts vers la Mandchourie septentrionale.

Au point de vue économique, cette ligne mettrait les richesses de la vallée du Tao-En-Ho à la portée du Japon, accroissant ainsi l'importance du C. M. R.

3° La section de la ligne Tachan-Tchoun-Taonan (131 milles environ), mettrait à la disposition du Japon, toutes les richesses de la Mongolie. En temps de guerre les troupes japonaises pourraient être expédiées vers la Mandchourie septentrionale et la Mongolie, via la mer du Japon sans aucun arrêt, pour faire obstacle à toute tentative d'entrée des forces chinoises dans la Mandchourie septentrionale. Le transport maritime ne serait guère difficile, étant donné que les sous-marins américains ou russes, ne pourraient pas franchir le détroit de Corée.

4° Ligne Kilin-Hueining. — Le Japon attribue à cette ligne, une importance tout à fait particulière. Lisons plutôt la conclusion de l'exposé du Mémoire Tanaka :

« Quand cette ligne sera construite, notre politique continentale aura bien réussi. Jusqu'ici, pour aller en Europe, il faut passer, ou bien par Dalny, ou bien par Vladivostock. Désormais, le voyage se fera sur la grande ligne de Cing-Chin-Kang via Transibérien. Quand nous aurons le contrôle de ce grand système de transport, nous n'aurons plus besoin de

cacher nos desseins en Mandchourie et en Mongolie, conformément à la troisième étape du plan établi par Méiji : « La race yamato » s'embarquera sur la route de la conquête du monde !... » On lit un peu plus loin : « Pour nous préserver et pour donner un avertissement à la Chine et au reste du monde, nous devons combattre l'Amérique un jour ou l'autre. L'escale asiatique des américains stationnés aux Philippines, n'est séparée de Tonskima et de Seuchima, que de la distance d'un jet de pierre. Si elle envoie des sous-marins dans ces régions, nos lignes d'approvisionnement en vivre et matières premières de Mandchourie et de Mongolie, seraient complètement coupées. Mais si nous terminons le chemin de fer de Kilin-Hueining, nous aurons une grande ligne circulaire traversant toute la Mandchourie et la Corée et une petite ligne traversant la Mandchourie septentrionale. Nous aurons ainsi l'accès de toutes les directions ; et la possibilité de transporter nos soldats et nos approvisionnements ».

Au cours d'un entretien officieux, qui eût lieu le 26 août 1927 à Pékin, entre le général Yang-Yi-Tiung, chef de l'état-major du maréchal Tchang-Tso-Lin, et M. Yoshizawa, ministre du Japon à Pékin, au sujet du différend sino-japonais en Mandchourie, le délégué japonais présenta, au nom de son gouvernement, cinq demandes, dont la première visait le droit de construire les lignes de chemins de fer que nous avons indiquées ci-dessus, mais en présence d'une opposition énergique du peuple chinois, les négociations durent être interrompues et l'affaire en resta là.

Les Japonais surent s'assurer une influence décisive sur un grand nombre d'autres lignes de chemins de fer importantes pour eux, en forçant la Chine à accepter des emprunts comportant des conditions très dures.

Les conditions essentielles insérées dans la plupart des traités sont les suivantes :

- 1° La voie ferrée et les recettes de son exploitation sont affectées à la garantie de l'emprunt ;
- 2° Les recettes de l'exploitation de la ligne doivent être déposées dans les banques japonaises ;
- 3° L'ingénieur en chef et l'administrateur en chef, doivent être des Japonais ;
- 4° Il est interdit d'utiliser pour la construction et l'établissement de lignes, l'embranchement, des capitaux étrangers autres que des capitaux japonais.

Dans ces conditions, on a procédé d'abord en 1907, à la construction

des lignes de Kilin-Tchang-Tchoun et de Sin-Min-Moukden, et ensuite à celles de Taonan-Tsitsikar et de Kilin-Touen-Houa.

Depuis 1925, les Chinois font preuve d'une grande activité en Mandchourie. Ils ont entrepris la construction de nouvelles lignes avec des capitaux purement chinois. De telle sorte que le Sud-Mandchourien et les lignes qui en dépendent, sont menacées d'encerclement et risquent de perdre un trafic que les Chinois entendent désormais détourner vers leurs propres réseaux. Le Japon s'est hâté de protester. En mai 1928, il a essayé de reprendre les lignes construites avec ses capitaux et de contraindre en outre, la Chine, qui s'y refusait, à établir une jonction entre ses lignes de Mandchourie et le réseau N. E. de la Corée. La Chine a résisté aux prétentions japonaises. Celles-ci seraient fondées aux dires des Japonais, sur une clause du protocole secret du 22 décembre 1905, qui était ainsi conçue :

« Le gouvernement chinois, en vue de protéger les intérêts du C. M. R., s'engage, tant que le dit chemin de fer ne lui aura pas fait retour, à ne construire aucun ligne secondaire, qui pourrait porter préjudice aux intérêts du chemin de fer sus-mentionné. »

Il est vrai que la Chine en construisant les lignes de Kilin-Moukden via Hailouen et de Tongliao-Tahouchan, ne s'est pas conformées à cette clause. Mais les Chinois font observer que leur gouvernement, en fait, n'a jamais sanctionné cet accord. En effet, si le Japon n'a pas publié de version officielle du protocole de 1905, la Chine par ailleurs, conteste l'authenticité de cet acte.

Le Japon et la Chine étant tous deux membres de la Société des Nations, conformément à l'article 18 du pacte, aucun accord ni engagement international ne peut lier les parties, tant qu'ils n'ont pas été publiquement enregistrés par la Société des Nations.

Or, le traité en question n'ayant pas été enregistré par la Société des Nations, n'a par conséquent, aucune valeur juridique.

Le Japon a vainement demandé en maintes reprises la suppression des deux lignes : Kilin-Moukden et Tongliao-Tahouchan et en outre, l'interdiction de construire les lignes nouvelles au mépris de l'article 3 du protocole de 1905.

Mais ces prétentions n'ont jamais été satisfaisantes, car on ne conçoit pas en vertu de quel principe juridique un Etat peut interdire à un autre Etat indépendant, de construire des chemins de fer, sur son propre territoire.

CHAPITRE IV

LE CONFLIT DEVANT LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

En engageant son action meurtrière en Chine, le Japon a violé, non seulement les droits fondamentaux des Etats, mais aussi les droits contractuels.

En ce qui concerne les droits fondamentaux, selon les institutions internationales d'aujourd'hui, en temps de paix, tout Etat doit remplir ses devoirs absolus consistants dans l'obligation stricte de respecter les droits absolus des autres Etats : le droit de souveraineté et l'indépendance, le droit de conservation, de défense et de développement, etc...

De ces principes dérivent les effets suivants :

1° Nul Etat n'a le droit d'effectuer l'occupation militaire du territoire d'un autre Etat pour assurer l'exécution de certains traités.

2° Nul Etat n'a le droit d'imposer à un autre Etat, après avoir envahi le territoire de celui-ci, des négociations directes sur la portée et la valeur juridique des conventions intervenues précédemment entre les deux Etats.

3° Tout état a le droit d'assurer la protection des personnes et des biens de ses ressortissants, mais ce droit doit-être limité par le respect de la souveraineté de l'autre Etat et nul Etat ne peut, pour assurer cette protection, autoriser ses forces militaires à pénétrer sur le territoire de l'autre Etat pour y exécuter des opérations de police.

Toutes ces conceptions ont été foulées aux pieds par l'impérialisme japonais.

Quant aux droits contractuels, ils reposent sur trois accords internationaux portant les signatures de deux parties en litige : le pacte de la S. D. N. le pacte Briand-Kellog et le traité des neuf puissances.

Mettons-les successivement au point.

Nous parlons d'abord du Covenant de la Ligue. On sait que la S. D. N.

a été fondée dans le but de développer la coopération entre les nations civilisées, d'assurer le règne du droit et de la justice dans le monde, et de garantir aux Etats la paix et la sécurité.

Pour en arriver à cette fin, le pacte a prévu les mesures propres à garantir la paix, lesquelles sont de trois sortes : limitation des armements ; engagement de respect et de garantie mutuels ; règlement pacifique des conflits.

Ensuite nous allons nous préoccuper du pacte Briand-Kellog. Ce statut, après celui de Genève, est l'une des pierres angulaires de base de la paix universelle. Il interdit aux puissances adhérentes de recourir à la force comme instrument de politique nationale, et prévoit dans son article 2 que « le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits, de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques ».

Enfin, aux termes du traité de Washington de 1932, les puissances autres que la Chine s'engageaient :

1° A respecter la souveraineté, l'indépendance ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ;

2° A user de leur influence pour établir et conserver une entière égalité de privilèges pour les commerçants et industriels ressortissants de ces puissances et résidant en Chine ;

3° S'abstenir de profiter d'une confusion quelconque, politique ou militaire, en Chine pour s'assurer des droits ou des privilèges spéciaux qui limiteraient les droits ou privilèges des citoyens ressortissants aux autres pays et de s'opposer, en les réprimant, au besoin, par la force aux actes d'hostilité qui pourraient compromettre la sécurité desdits Etats.

Dans l'esprit comme dans la lettre, ces trois traités sont assez clairs limpides et précis pour exclure toute possibilité de malentendu quant à l'interprétation.

Bien que n'étant pas défini d'une façon formelle, ni par le pacte de Genève, ni par celui de Paris — ce qui est une énorme lacune pour eux —, l'agresseur, d'après l'opinion générale, doit-être : 1) celui qui envahit ou attaque le territoire d'un autre Etat, ou encore qui en a établi le blocus des côtes et des ports ; 2) ou celui qui refuse de se soumettre à l'arbitrage.

Ayant rempli ces deux conditions, le Japon est incontestablement l'agresseur et par conséquent assume l'entière responsabilité des événements.

Quel que soient les griefs du Japon, tous justifiés qu'ils semblent être,

les Japonais ne s'en sont pas moins mis dans leur tort en employant pour les faire valoir des procédés illégaux. Désormais quels que soient ses empiètements sur le territoire ennemi et ses atteintes à l'indépendance politique de son adversaire, ses agissements ne lui ont créé aucun titre et la S. D. N. pourra toujours le sommer de remettre les choses en ordre.

Si par malheur, le Nippon obtient de la S. D. N. une approbation explicite ou implicite de son action en Chine, la Conférence du Désarmement peut être close immédiatement. Quel sens pourrait en effet avoir une nouvelle convention — un accord sur la réduction des armements et sur le contrôle international — si l'organisme génevois est impuissant à faire respecter les conventions existantes et capitule devant la force armée du Japon?

I. - La session du Conseil de Septembre 1931

Quand l'armée japonaise commença ses opérations en Mandchourie, l'Assemblée générale de la S. D. N. était en train de siéger à Genève. Le lundi 21 septembre, M. Sze, premier délégué de la Chine, envoyait à la S. D. N.; un texte d'appel où il demandait qu'en vertu de l'article 11 (1) du Covenant, le Conseil soit convoqué immédiatement pour prendre des mesures efficaces en vue de sauvegarder la paix, de rétablir le *statu quo ante* et de fixer l'étendue et la nature des réparations qui peuvent être estimées dues à la République chinoise.

Le Conseil commença par entendre les déclarations contradictoires des deux parties.

Le représentant de la Chine, M. Sze, soutenait que l'incident mandchourien a été précieusement préparé par les Japonais. Les Chinois non seulement n'ont pas été les auteurs de la prétendue destruction d'un tronçon du chemin de fer, mais en sont tenus strictement à la non-résistance. Le Japon s'est montré nettement agresseur.

Tandis que le délégué japonais, M. Yoshizawa, accusait la Chine d'avoir provoqué les incidents; à plusieurs reprises, les Japonais auraient été

(1) L'article 11 est ainsi conçu: « Il est expressivement déclaré que toute guerre ou menace de guerre qu'elle affecte directement ou non l'un des membres de la Société intéresse la société toute entière et que celle-ci doit prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des nations. En pareil cas, le secrétaire général convoque immédiatement le Conseil à la demande de tout membre de la Société ».

attaqués. Donc l'opération nippone n'avait point un caractère d'agression, mais de protection. Cette affaire pourrait être, selon lui, réglée par des négociations directes; le Conseil, en présence d'une situation si peu éclairée, n'aurait guère la compétence d'intervenir, et d'autre part, une intervention prématurée pourrait avoir des conséquences fâcheuses, car elle risquerait de rendre difficiles des négociations directes. M. Yoshizawa soulignait, en outre, que son gouvernement n'avait aucune visée territoriale et que le Japon poursuivait le retrait de ses troupes à mesure que le calme renaîtrait.

Le Dr Sze refusait de négocier tant que les troupes adverses occuperaient indûment une partie du territoire chinois; il suggérait qu'une commission d'enquête soit chargée de constater sur place quel fut le provocateur. On sait que cette suggestion, prise en considération par la S. D. N. se révéla inacceptable pour les Nippons (1). Ensuite, le délégué chinois rappela que la Chine s'était placée dans les mains de la S. D. N. La Chine insistait pour que les forces japonaises soient retirées et priait le Conseil d'agir dans ce sens à Tokio. Elle assurait devoir protéger la vie et les biens des Japonais se trouvant dans la zone évacuée.

Lord Cecil a fait remarquer que l'article II, invoqué par la Chine, dit que le Conseil doit prendre des mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde, mais ne dit pas qu'il est du devoir du Conseil de résoudre le différend. C'est seulement lorsque la paix a été sauvegardée que le règlement du différend peut être entrepris.

Enfin, une résolution (30 septembre 1931) a été votée à l'unanimité, y compris les deux parties en cause, et ainsi conçue :

« Le Conseil,

1° Prend acte de la réponse que les gouvernements de la Chine et du Japon ont donné à l'appel urgent que son président leur avait adressé, ainsi que des mesures qui ont déjà été prises conformément à cet appel ;

2° Reconnaît l'importance de la déclaration du gouvernement du Japon, aux termes de laquelle celui-ci n'a aucune visée territoriale en Mandchourie ;

3° Prend acte de la déclaration faite par le représentant du Japon selon

Le vicomte Iski, ancien ambassadeur du Japon à Paris, a déclaré que l'envoi d'une commission de la S. D. N. en Extrême-Orient, pourrait être interprété au Japon, comme un manque de confiance dans les engagements solennels pris par ce pays et pourrait porter un tort incalculable au prestige de cet organisme dans le pays (dépêche de Tokio du 25 septembre 1931).

laquelle son gouvernement poursuivra aussi rapidement que possible, le retrait déjà commencé de ses troupes pour les ramener dans la zone du chemin de fer, dans la mesure où la sécurité de la vie des ressortissants japonais et la protection de leurs biens seront effectivement assurés et espère compléter cette intention dans le plus bref délai;

4° Prend acte de la déclaration du représentant de la Chine aux termes de laquelle son gouvernement assurera la responsabilité de la sécurité des ressortissants japonais et la protection de biens leur appartenant en dehors de ladite zone, au fur et à mesure que se poursuivra le retrait des troupes japonaises et que s'effectuera le rétablissement des autorités locales et des forces de police chinoises;

5° Convaincu que les deux gouvernements désirent éviter tout acte susceptible de troubler la paix et la bonne entente entre les deux nations, prend acte du fait que les représentants de la Chine et du Japon ont donné l'assurance que leurs gouvernements prendraient respectivement toutes les mesures nécessaires pour ne pas élargir l'incident ni aggraver la situation;

6° Demande aux deux parties de mettre tout en ordre pour hâter le rétablissement entre elles de relations normales et, à cet effet, de poursuivre et d'achever rapidement l'exécution des engagements sus-mentionnés;

7° Demande aux deux parties de donner au Conseil des informations complètes et fréquentes sur l'évolution de la situation;

8° Décide, sauf événements imprévus qui rendraient indispensables une convocation urgente, de se réunir de nouveau à Genève, le mercredi 14 octobre 1931, pour examiner la situation à cette date;

9° Autorise son président à annuler la convocation du Conseil, pour le 14 octobre, dans le cas où après avoir consulté ses collègues et notamment les représentants des deux parties en litique ou des autres membres du Conseil sur l'évolution de la situation, apparaît que ladite convocation ne serait pas nécessaire. »

II. - La 1^{re} Session extraordinaire du Conseil à Genève

Cette session commença le mardi 13 octobre 1931, un jour avant la date fixée dans la résolution du 30 septembre.

Les intentions des deux parties en cause étaient les suivantes :

D'après la déclaration du président Tchang Kai Chek, faite dans une réunion politique, la Chine respecte les conventions et le pacte Briand-

Kellog, mais si la Société des Nations et les signataires manquent à l'accomplissement de leur devoir sacré, la Chine n'hésitera pas à risquer une banqueroute qui l'affaiblirait pendant un demi-siècle, pour maintenir la dignité et les droits des accords internationaux et sauvegarder la paix mondiale.

Le Japon, de son côté, n'entendait pas retirer ses troupes. La question, selon lui, étant purement locale, doit-être réglée par la Chine et le Japon seuls sans l'intervention d'une tierce partie. Et la démarche faite par la Chine pour que le Conseil intervienne, était plus propre à retarder qu'à faciliter le règlement du conflit; toute action de l'extérieur irritant les Japonais et enrayant les efforts faits par le gouvernement de Tokio pour améliorer la situation. Au surplus à Tokio, le Conseil de cabinet a annoncé officiellement que le gouvernement japonais repoussera énergiquement toute intervention des Etats-Unis et de la S. D. N. au sujet de la Mandchourie.

Tel était, à ce moment, l'esprit des deux pays en désaccord. La nouvelle session du Conseil devait donc s'ouvrir dans une atmosphère tendue.

La réunion fut présidée par M. Briand.

La première séance a été entièrement consacrée à l'audition du représentant de la Chine, M. Sze. L'orateur montrait que la procédure décidée par le Conseil dans sa dernière réunion, a malheureusement confirmé les appréhensions qu'avait laissé prévoir le gouvernement chinois: les troupes japonaises n'ont pas effectué de retraite, mais au contraire ont effectué d'autres actes d'agression.

La ville de Tchín-Tchéou a été bombardée par l'aviation japonaise. C'est cet attentat qui a amené la Chine à demander la réunion du Conseil le plus promptement possible.

M. Yoshizawa a fait observer que si le Japon n'avait pas pu retirer ses troupes, c'est parce que les autorités chinoises n'étaient pas en mesure d'assurer la protection des personnes et des biens de ses nationaux.

A la séance du vendredi 16 octobre, M. Briand donna lecture de sa proposition visant d'inviter le gouvernement américain à envoyer un représentant au Conseil.

Le Japon protestait. « Mon gouvernement, dit M. Yoshizawa, considère que la proposition d'inviter un Etat non membre à prendre part aux délibérations du Conseil avec voix consultative, soulève des questions constitutionnelles d'importance extrême pour la S. D. N. tout entière et il estime qu'une décision fondamentale de ce genre ne peut être prise pour ces

motifs d'opportunité si élevés soient-ils, sans avoir été auparavant l'objet d'un examen sérieux. » Mais en vain.

Le vendredi après-midi, le Conseil, se réunissait de nouveau en séance publique, M. Gilbert, représentant des Etats-Unis, avait une place à la table du Conseil.

En fait, le Japon s'est mis dans un mauvais cas. Le Conseil, sous l'apparence d'une discussion de droit, tranchait une question de haute politique. C'est ce qui aurait dû interdire au Japon, ne fût-ce que par tactique, de faire obstacle à un événement dans lequel tous les membres de la Société doivent voir le début d'une ère nouvelle.

Mais la présence d'un délégué américain, si elle constituait un précédent qui peut ouvrir des perspectives favorables pour l'activité de la S. D. N. ne suffit pas, en l'occurrence, à assurer le règlement du conflit.

Tandis qu'au Japon, d'une manière générale, les milieux nippons mécontents estimaient que la décision d'inviter les Etats-Unis à participer aux délibérations du Conseil serait une tentative de coercition. Tous critiquèrent l'attitude de la S. D. N. et demandèrent au gouvernement de s'en tenir strictement à ce qu'il avait adopté en cette circonstance.

A la suite des deux séances privées en l'absence des parties en litige, le 17 octobre, on ne pouvait enregistrer comme résultat positif que la décision des membres du Conseil, signataires du pacte Briand-Kellog, de faire à Tokio et à Nankin une démarche commune fondée sur l'article 2 dudit pacte.

En séance publique du 22 octobre, M. Birand proposait au Conseil une résolution ainsi conçue :

« Le Conseil,

1^o Rappelle les engagements pris par les deux gouvernements dans la résolution du 30 septembre, notamment la déclaration du représentant du Japon selon laquelle son gouvernement poursuivra aussi rapidement que possible, le retrait de ses troupes, pour les ramener dans la zone du chemin de fer, dans la mesure où la sécurité de la vie des ressortissants japonais et la protection de leurs biens seront effectivement assurés, ainsi que la déclaration du représentant de la Chine selon laquelle son gouvernement assumera la responsabilité de la sécurité des ressortissants japonais et la protection des biens leur appartenant en dehors de ladite zone, ce qui implique de la part du gouvernement chinois l'engagement d'assurer une protection effective aux ressortissants japonais résidant en Mandchourie ;

2° Rappelle que les deux gouvernements ont donné l'assurance qu'ils s'abstiendront de toutes mesures susceptibles d'aggraver la situation. Donc qu'ils sont tenus de s'abstenir de toute politique ou action agressive et doivent prendre les mesures propres à mettre fin à toute agitation hostile;

3° Rappelle la déclaration du représentant japonais selon laquelle le Japon n'a aucune visée territoriale en Mandchourie constate que cette déclaration est conforme aux termes du pacte, ainsi que du traité des neuf puissances, dont les signataires se sont engagés à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale et administrative de la Chine;

4° Convaincu que l'exécution de ces assurances et de ses engagements est essentielle pour le rétablissement des relations normales entre les deux pays :

A) Demande au gouvernement japonais de commencer immédiatement et de poursuivre progressivement le retrait de ses troupes à l'intérieur de la zone du chemin de fer, afin que le retrait complet puisse être effectué avant la prochaine réunion du Conseil;

B) Demande au gouvernement chinois, en exécution de l'engagement qu'il a pris d'une manière générale en ce qui concerne la protection de la vie et des biens des ressortissants japonais qui y résident; invite en outre le gouvernement chinois à attacher aux autorités chinoises désignées à ces fins des représentants d'autres puissances, afin que ceux-ci puissent suivre l'exécution des dispositions prises.

5° Recommande aux gouvernements chinois et japonais, d'entamer dès l'achèvement de l'évacuation, des négociations directes sur toutes les questions en suspens entre eux, notamment sur celles qui résultent des derniers événements et celles qui ont trait aux difficultés dues à la situation des chemins de fer en Mandchourie. A cet effet, le Conseil suggère aux deux gouvernements de constituer une commission de conciliation.

6° Le Conseil décide de s'ajourner au 16 novembre date à laquelle il procédera à un nouvel examen de la situation, mais autorise son président à le convoquer à une date antérieure s'il l'estime opportun. »

Le gouvernement chinois acceptait ce projet de résolution comme un minimum, car celui-ci, selon lui, ne traitait pas quelques-unes des questions les plus importantes et les plus urgentes.

Au projet Briand, un contre-projet japonais a fait suite. Celui-ci est identique au projet du Conseil en ce qui concerne les trois premiers paragraphes, rappelant les déclarations des parties en causes, mais ensuite, commencent des modifications qui le rendent tout à fait différent.

Le contre-projet japonais prévoyait préalablement à l'évacuation de la Mandchourie des négociations directes sur les « principes fondamentaux » (1) qui régiront à l'avenir les relations des Etats. Il ne fixait pas de date à l'évacuation et ne prévoyait pas de nouvelle réunion du Conseil.

Entre les deux textes, la différence fondamentale porte sur ce qu'il fallait envisager pour assurer la sécurité des ressortissants japonais à laquelle la Chine s'était engagée. « Il faut reconnaître, dit M. Briand, que le texte du Conseil a au moins le mérite d'une clarté absolue; tandis que pour le texte japonais il a fallu donner des explications multiples qui montrent que ce texte laisse subsister de l'incertitude et même une sorte de malentendu ». M. Briand a ensuite constaté que pour établir son texte, le Conseil s'est inspiré en premier lieu de la déclaration faite par le gouvernement japonais tout au début de la discussion. Le gouvernement japonais, disait M. Briand, déclarait qu'il poursuivrait aussi rapidement que possible le retrait de ses troupes, déjà commencé dans la mesure où la sécurité de ses ressortissants serait assurée et il espère que ce retrait pourra être terminé à bref délai. Donc dans l'esprit du gouvernement de Tokio, il ne pouvait s'agir de négociations sur des questions de fonds qui seraient forcément lentes. Il s'agissait de questions touchant au domaine de la sécurité, mais celles-ci sont simples et peuvent être rapides. Il faut donc se placer sur le terrain de la clarté, c'est-à-dire du côté du projet du Conseil.

Ces paroles, pleines de raison et de bon sens, ne pouvaient malheureusement vaincre l'idée arrêtée antérieurement, de M. Yoshizawa, lequel trouvait que le projet Briand ne donnait pas au Japon de garanties suffisantes.

Le 24 octobre, au vote du contre-projet, une seule main se leva, celle du représentant japonais. Le projet du Conseil était donc voté à l'unanimité moins une voix — 13 Etats se prononçaient pour.

Lord Cécil a enfermé M. Yoshizawa dans un dilemme dont on ne peut guère sortir : « Ou bien, lui a-t-il dit, vous ne demandez rien d'autres que ce qu'il y a dans les résolutions proposées par l'unanimité du Conseil moins

(1) Le gouvernement japonais a ultérieurement exposé, dans une déclaration officielle du 26 octobre 1931, ses fameux cinq points fondamentaux : 1° Une promesse mutuelle de non-agression ; 2° le désaveu du boycottage anti-japonais ; 3° La sécurité des ressortissants japonais et leurs biens ; 4° La reconnaissance explicite des accords existants pour la construction de nouveaux chemins de fer en Mandchourie ; 5° La confirmation des droits reconnus au Japon par les traités, y compris la question des terres affermées en Mandchourie par les colons japonais.

vous. Et alors pourquoi ne l'acceptez-vous pas? Ou bien vous demandez autre chose et comment voulez-vous que nous l'acceptions, puisque vous ne nous dites pas ce que c'est? »

Le Japon s'est trouvé placé dans une situation intenable.

Il importe de noter que d'après la procédure du Convenant, tout projet passé au Conseil n'existe qu'à l'unanimité de voix exprimées. Donc le projet Briand, adopté moins une voix, n'a pas de valeur juridique.

III. - La 2^e Session extraordinaire du Conseil de Paris

Après l'ajournement de la dernière session, les troupes japonaises bien loin d'évacuer le territoire qu'elles avaient occupé, ont préparé et effectué une marche en avant sur Tsitsikar. On a la conviction que l'agresseur s'efforçait par tous les moyens de s'emparer de la province de l'Amour avant la nouvelle réunion du Conseil pour mettre celui-ci devant le fait accompli. En effet, Tsitsikar, après deux semaines de résistance vaillante des Chinois, fut prise le 18 novembre.

Telle était la situation à la veille et au début de la nouvelle session.

Celle-ci, présidée par M. Briand, ouverte le 16 novembre et toute entière consacrée au conflit sino-japonais, avait été close le 10 décembre 1931.

M. Yoshizawa a maintenu la thèse du gouvernement de Tokio, à savoir que les traités de 1905 et 1915 constituent un ensemble de garanties de sécurité qui ne sauraient être dénouées, attendu qu'elles tendent toutes à la protection des biens et des existences des Japonais en Mandchourie.

En conséquence, le Japon reste intransigeant sur la reconnaissance et le respect par la Chine des droits à lui concéder en Mandchourie par les traités.

M. Sze, lui aussi, resta sur sa position antérieure, contestant la validité des traités imposés, dit-il, par la force et proposant d'en appeler à l'arbitrage de la Cour de la Haye.

Cherchant toujours un terrain d'entente entre la Chine et le Japon, le Conseil poursuivit ses conversations avec les représentants des deux parties. Il faut remarquer que le général Dawes, l'ambassadeur des Etats-Unis d'alors à Londres, menait de son côté dans les coulisses une activité en vue de faciliter la tâche pacificatrice de la S. D. N.

A ce moment, on prévoyait que les troupes nippones allaient attaquer

la ville de Tchín--Tchéou. Dans le but d'éviter cette éventualité, M. Briand a proposé l'établissement d'une zone neutre à Tchín-Tchéou. On en a discuté les conditions, mais finalement tout échoua devant la mauvaise foi du Japon.

Après de secrets et difficiles débats, le 9 décembre, le Conseil avait adopté, en séance publique, une résolution dont la teneur est la suivante :

Rappel et réaffirmation de la résolution du 30 septembre par laquelle les deux parties se déclarent solennellement liées ; les deux gouvernements sont invités, en conséquence, à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'orientation de ladite résolution, de manière que le retrait des troupes japonaises dans la zone du chemin de fer puisse s'effectuer le plus rapidement possible, retrait auquel le Conseil attache la plus grande importance.

Engagement des deux parties : de donner aux commandants de leurs forces respectives les ordres les plus strictes de s'abstenir de toute initiative pouvant entraîner de nouveaux incidents et de nouvelles pertes de vies humaines et, de prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute aggravation de la situation.

Invitation aux membres du Conseil de fournir à celui-ci les informations requises de leurs représentants sur place.

Création d'une commission chargée de procéder à une étude sur place et de faire un rapport au Conseil sur toute circonstance qui, de nature à affecter les relations internationales, menace de troubler la paix entre la Chine et le Japon. La Chine et le Japon seraient représentés chacun par un assesseur.

La constitution ainsi que les travaux de la commission ne préjudicieraient pas à l'engagement, pris par le gouvernement du Japon et enregistré dans la résolution du 30 septembre, de retirer les troupes japonaises à l'intérieur de la zone du chemin de fer.

Dans une déclaration lue à la même séance, le président Briand avait présenté un commentaire de la résolution ; il avait insisté sur la nécessité du retrait « aussi rapide que possible » des troupes japonaises ; il avait indiqué que la commission d'étude désignée par le Conseil aurait dans les limites de son caractère consultatif, le mandat le plus large.

Le premier, M. Yoshizawa avait fait connaître que son gouvernement acceptait la résolution, mais avec une réserve : l'engagement de « s'abstenir de toute initiative pouvant entraîner de nouvelles rencontres » ne pouvait,

disait-il, « pas empêcher les forces japonaises de prendre de telles mesures qui peuvent être rendues nécessaires, afin d'assurer directement la protection de la vie et des biens des ressortissants japonais contre les agissements des bandits et des éléments sans loi qui sévissent dans les diverses parties de la Mandchourie ». C'était, d'une manière indirecte, garder la possibilité de retarder l'évacuation.

De son côté, le D^r Sze avait fait remarquer que l'existence du brigandage en Mandchourie était dû « à l'interruption de la vie normale résultant de l'invasion des forces japonaises », et que le retrait de ces troupes « dans le plus court délai possible » restait le seul moyen de mettre fin au conflit. Et puis le délégué chinois présentant les réserves sur des points de principe :

1° La Chine doit réserver, et de fait, réserver tous ses droits, ses voies de réserves et elle désire sauvegarder la situation juridique à laquelle elle a droit, ou à laquelle elle peut avoir droit aux termes de toutes les dispositions du pacte, aux termes de tous les traités existants auxquels la Chine est partie, et conformément aux principes reconnus du droit et de l'usage international.

2° L'arrangement actuel, tel qu'en témoignent la résolution et la déclaration du Président du Conseil, est considéré par la Chine comme une mesure d'ordre pratique qui comporte quatre éléments essentiels et interdépendants :

- a) Cessation immédiate des hostilités ;
- b) Liquidation de l'occupation japonaise en Mandchourie dans le plus court délai possible ;
- c) Observations neutres et rapports par des neutres sur les événements qui pourront se produire à partir de maintenant ;
- d) Enquête globale sur toute la situation en Mandchourie sur la place par une commission nommée par le Conseil.

Dans son discours, M. Briand, après avoir exposé les difficultés spéciales auxquelles le Conseil s'était heurté et montré le caractère du règlement adopté, avait fait un dernier appel à la bonne volonté des deux parties : « il est facile à l'une ou à l'autre d'entre elles, si tel est son désir, de détruire l'œuvre de conciliation à laquelle nous nous sommes attachés. Je suis convaincu qu'il n'en sera pas ainsi ».

Inutile d'ajouter que les événements survenus ultérieurement ne tardèrent pas à démentir cet espoir.

IV. - La Session du Conseil de Février 1932 et la 1^{re} Assemblée extraordinaire

a) La session du Conseil. — Elle avait lieu au moment où la guerre faisait ses ravages effroyables aux bords du Fleuve Bleu. La préoccupation du Conseil s'est bornée plutôt à faire cesser immédiatement les hostilités à Changhaï, qu'à régler l'affaire mandchourienne proprement dite.

Le gouvernement chinois remit le 29 janvier, c'est-à-dire le lendemain de l'attaque japonaise de Changhaï, une note à la S. D. N. Il dénonçait l'agression japonaise « contre l'intégrité territoriale et administrative et l'indépendance politique » de la Chine. Le conflit était de nature à « entraîner une rupture immédiate ». Ce n'était donc plus, seulement en vertu de l'article 11 du pacte (comme en septembre 1931), mais en vertu de l'article 10 et de l'article 15 que le Conseil devait évoquer le litige, afin de prendre « toutes les mesures appropriées et nécessaires ».

Le Conseil, était en session, examina immédiatement et accepta ensuite la requête chinoise à laquelle le délégué du Japon M. Sato opposait des arguments juridiques.

Il faut remarquer que l'article 11, ayant été seul invoqué jusqu'ici, n'engage le Conseil qu'à formuler des « recommandations » après un vote unanime de ses membres, et qu'au contraire, les articles 10 et 15 font aux puissances une obligation d'intervenir pour défendre l'intégrité territoriale d'un Etat membre de la Société, menacé d'une agression. En vertu de cette autre procédure le Conseil n'a plus à observer la règle de l'unanimité, mais il se prononce à la majorité des voix et il a la charge de faire respecter sa sentence : tâche redoutable qui ne lui a jamais incombé qu'une seule fois, lors du conflit gréco-bulgare et dont il s'est heureusement acquitté.

Au cours de discussions du Conseil, M. Sato a fait les déclarations que l'Agence Havas nous transmet dans les termes suivants :

« A son avis, tous les maux présents viennent de ce que le pacte de la S. D. N. ne s'applique qu'à des pays organisés. Or la Chine n'est pas un pays organisé ; elle est en guerre civile depuis plus de dix ans ; le désordre et l'anarchie y règnent en maître.

« Avec d'autres pays le Japon eut agi tout autrement. Lorsque la Chine a été admise dans la S. D. N., elle avait une apparence d'organisation ; mais la situation s'est modifiée. Les généraux se battent entre eux et rendent la Chine incapable de protéger les Etrangers. ».

Fort de cette « doctrine », le délégué nippon déniait au Conseil le droit

d'intervenir dans les « affaires » de l'Empire du Soleil Levant. Il allait plus loin. Il évoquait, non sans raison, des précédents, c'est-à-dire des crimes analogues commis en Chine par les grandes puissances.

M. Sato dit : « avant le Japon, d'autres grands gouvernements ont été obligés de recourir à des mesures exceptionnelles de protection. Le Japon ne manque pas de précédents. Si le Conseil condamne aujourd'hui les mesures prises par le Japon, il doit dire ce qu'il pense des précédents. Sans doute, estime-t-il que le pacte ne pouvait s'appliquer à la Chine comme à tous les autres pays.

« Renoncer à Changhaï, ce serait pour le Japon abandonner la défense de ses intérêts. Aucun pays ne saurait y consentir.

« Le Japon est menacé d'être chassé de toute la Chine ; il ne pouvait trouver en la S. D. N. un appui pour sauvegarder ses droits. C'est pourquoi il a pris lui-même sa défense. ».

Le représentant de Tokio a ainsi posé la question avec franchise. Il obligeait les puissances à déclarer ouvertement si elles reconnaissaient à la Chine les droits dont jouissaient les autres Etats, ou bien si elle la considéraient comme une colonie.

On comprend que la langue, un peu brutale, de M. Sato, a fortement embarrassé les membres du Conseil. Condamner le Japon c'est se déjuger, c'est condamner le colonialisme, les privilèges impérialistes en Chine, l'exterritorialité, les traités inégaux. Accepter la thèse du Japon, c'est lui laisser toute liberté d'action à Changhaï, c'est trahir les engagements solennels du Covenant et du pacte de Paris, c'est renoncer à sa mission de sauvegarder la paix.

Mais cette fois, le Conseil, peut être grâce à la poussée de l'opinion publique, réagit un peu dans son impuissance. En effet, le 16 février, les Douze (membres du Conseil autres que les représentants de la Chine et du Japon) adressèrent un « appel urgent » au gouvernement japonais, appel très significatif d'autant plus qu'il a été remis à une seule des deux parties en litige : le Japon. N'est-ce pas ce fait qui a interprété comme indirecte définition de l'agresseur ?

Voici le texte de l'important appel :

« Le Président du Conseil, parlant au nom de ses collègues, dans un appel adressé aux parties le 29 janvier, disait : « seuls la collaboration et le respect mutuel peuvent garantir le maintien des relations internationales ; aucun règlement de caractère permanent ne saurait être obtenu par l'emploi de la force, qu'elle soit militaire, qu'elle soit économique ; et

plus la situation actuelle se prolongerait, plus la mésentente entre les deux peuples grandirait, rendant la solution du différend plus difficile et causant un grave préjudice non seulement aux deux nations intéressées, mais au monde entier ».

« Aujourd'hui les membres du Conseil autres que les représentants de la Chine et du Japon, ont l'obligation d'adresser au gouvernement japonais un pressant appel pour qu'il reconnaisse les responsabilités particulières et le devoir de modération et de sagesse qu'impose au Japon, dans le conflit actuel, son titre de membre de la Société des Nations et occupant au Conseil un siège permanent.

« La situation qui s'est développée en Extrême-Orient au cours de ces derniers mois fera l'objet d'une étude complète de la part de la Commission nommée avec le consentement des parties. Mais depuis que cette commission a été constituée, il s'est produit et il se produira encore à Changhaï et dans la région de Changhaï, des événements qui ont augmenté l'émotion de l'opinion publique, que mettent en péril la vie et les intérêts des ressortissants de nombreux pays et qui ont ajouté aux difficultés exceptionnelles que rencontre le monde dans la crise qu'il traverse; ils menacent de créer de nouveaux et sérieux obstacles à la Conférence du désarmement.

« Les douze membres du Conseil n'oublient nullement les griets invoqués par le Japon et ils lui ont, au cours des mois écoulés, accordé toute la confiance à laquelle a droit un associé de la première heure, qui observa toujours scrupuleusement ses obligations et ses devoirs de membre de la communauté internationale. Ils ne peuvent cependant s'empêcher de regretter que le Japon n'ait pas jugé possible de s'en remettre sans réserve aux méthodes de règlement pacifique stipulées dans le pacte de la Société des Nations; ils lui rappellent, une fois de plus, l'engagement solennel du pacte de Paris aux termes duquel la solution des différends internationaux ne devra jamais être recherchée que par des moyens pacifiques. Les douze membres du Conseil doivent constater que, dès le premier moment, dans cette lutte qui se déroule sur son territoire, la Chine a porté son différend avec le Japon devant la S. D. N. et s'est engagée à accepter les propositions faites par celle-ci en vue d'un règlement pacifique.

« Les douze membres du Conseil désirent rappeler qu'aux termes de l'article 10 du pacte de la S. D. N., tout membre de la Société s'est engagé à respecter et à maintenir l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société. Ils ont le droit, à titre ami-

cal, d'appeler l'attention sur cette disposition d'où il résulte notamment, à leur avis, qu'aucun empiètement sur l'intégrité territoriale et aucune atteinte à l'indépendance politique d'un membre de la Société des Nations commis au mépris de l'article 10 ne sauraient être reconnus comme valides et effectifs par les membres de la Société.

« Devant l'opinion publique du monde, le Japon a l'immense responsabilité de se montrer juste et modéré dans ses rapports avec la Chine. Il a déjà reconnu cette responsabilité dans les termes les plus solennels en signant, en 1932, le Traité des Neuf Puissances, par lequel les parties contractantes ont convenu expressément de respecter la souveraineté et l'indépendance ainsi que l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. Faisant appel à son sentiment élevé de l'honneur, les douze membres du Conseil demandent au Japon de reconnaître les obligations que lui imposent sa situation particulière, ainsi que la confiance que les nations du monde ont placée en lui, en sa qualité d'associé à l'organisation et au maintien de la paix ».

A cet appel, le cabinet de Tokio a rédigé le 23 février une réponse suivie d'une déclaration officielle dont les points essentiels étaient résumés comme suit :

1. — C'est aux Chinois, les agresseurs, que l'appel aurait pu être adressé avec fruit. Il est impossible de concevoir pourquoi cet appel a pu être adressé au Japon seul.

2. — C'est s'attendre à ce que les forces japonaises déposent leurs armes ou rentrent au Japon laissant les troupes chinoises occuper la concession internationale, car tel serait le résultat inévitable. Si on dit que les Chinois hésiteraient à se mettre aussi clairement dans leur tort, la réponse est qu'ils l'ont déjà fait deux fois.

3. — Le gouvernement japonais ne comprend pas l'observation que le « Japon n'ait pas jugé possible de s'en remettre sans réserve aux méthodes de règlement pacifique stipulées dans le pacte de la S. D. N. »

Le Japon a participé sans réserve à la procédure de règlement stipulée dans le pacte ; on ne peut certainement pas supposer que ses méthodes sont exclues des mesures défensives temporaires qui ne sont interdites par aucune résolution de la Société.

4. — L'appel invoque l'article 10 du pacte de la S. D. N. Les mesures prise par le Japon, qui sont strictement défensives, ne violent aucunement les dispositions de cet article. Ceci est démontré par le fait qu'aucune question concernant ces dispositions du pacte n'a été soulevée par

une puissance quelconque lorsque d'importants renforts ont été envoyés il y a cinq ans, par certaines puissances pour défendre Changhaï, ni lorsque les forces américaines et britanniques bombardèrent Nankin.

5. — Le Japon n'envisage pas plus qu'on envisagerait dans les cas ci-dessus rappelés, une attaque contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance d'un membre de la Société.

6. — Le gouvernement japonais se refuse aussi à penser que le devoir de justice et de modération à l'égard de la Chine soit de ceux qui dérivent du traité de Neuf Puissances. Le devoir de justice et de modération à l'égard de toutes les puissances est entièrement indépendant des traités et est accepté volontiers et de plein gré par le Japon.

7. — Enfin il doit être fortement affirmé que le gouvernement japonais ne considère ni ne peut considérer que la Chine est un « peuple organisé » dans le sens du pacte de la S.D.N.

Le Japon rejette donc toute imputation consistant en ce qu'il est moins disposé que la Chine à un règlement par des moyens pacifiques. Il a été démontré qu'on ne peut avoir des relations avec la Chine que sur le terrain des faits et de la réalité, et le fait qui s'impose est que la Chine ne constitue pas un « peuple organisé ».

On ne se trompe pas en affirmant que le raisonnement de l'exposé japonais est en quelque sorte l'antipode de la réalité et des principes du droit international les plus élémentaires. Bien qu'il ait envahi un territoire ne lui appartenant pas, le Japon se croit en droit d'y faire la loi, et il pousse si loin son arrogance qu'il en arrive à accuser de « provocations » les Chinois qui ne font que défendre leur sol national. Le pacte de Genève a un caractère universel et général. C'est un point incontesté et incontestable. Mais les Nippons voudraient en détourner l'esprit en inventant le terme de « peuple organisé » qui n'existe aucunement dans les dispositions dudit pacte. La vérité est que dans les différends entre d'autres Etats, le Japon a donné des preuves d'une loyauté dans l'interprétation du pacte; mais dans le différend où le Japon est une des parties, les obligations du pacte entrent en conflit avec les exigences de ses intérêts nationaux, alors il désavoue ses obligations pour rester sous l'égide de son état-major qui exerce aujourd'hui les fonctions de Shogoun.

Mais revenons-en aux travaux du Conseil en session.

Le 12 février, la délégation chinoise, par une lettre adressée au secrétaire général, demanda que le conflit soit soumis non plus seulement au

Conseil, mais à l'Assemblée; il invoque à l'appui de sa requête l'article 15, paragraphe 9 du pacte.

Le 20 février, le Conseil, réuni sous la présidence de M. Paul Boncour, votait une résolution qui donnait satisfaction à la demande chinoise et qui fixait au 3 mars l'ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée. Il invitait les deux parties « à faire toute diligence pour communiquer au secrétaire général à l'usage de l'Assemblée, l'exposé de leur cause, avec tous faits pertinents et pièces justificatives ».

Dans la même séance, M. Paul Boncour adressa aux délégués des deux adversaires une exhortation: au représentant japonais, il dit que le gouvernement de Tokio pourrait « dissiper la menace qui déchire le cœur de tous les amis de la S. D. N. Au représentant de la Chine, il expliqua que le Conseil n'était pas en état de prendre « des mesures conservatoires » pour empêcher l'effusion du sang. Ces mesures « ne pourraient être que le résultat d'un accord des parties ».

Cette exhortation restait, tout d'abord sans effet. Au contraire dans les journées qui précédaient la date prévue pour la réunion de l'Assemblée, la bataille redoublait de violence à Changhaï. Le commandement nippon s'est efforcé visiblement d'obtenir avant l'ouverture de la session extraordinaire, un succès décisif et de mettre une fois de plus la S. D. N. en face d'un fait accompli.

Enfin, le 29 février, M. Paul Boncour convoquait le Conseil auquel il communiquait les propositions d'armistice de Changhaï. Elles visent à « rétablir immédiatement la paix dans la région de Changhaï » et à y instituer une conférence de table ronde « composée des représentants des gouvernements de la Chine et du Japon, ainsi que des représentants des autres puissances intéressées ».

Ces propositions n'ont pas été observées par les Japonais, puisque ceux-ci continuaient à envahir le territoire de la Chine après que les troupes chinoises se furent retirées de Chapéi, de King-Ouen et de Woo-Sung sans combat, conformément aux dites propositions.

b) *L'Assemblée extraordinaire.* — L'Assemblée extraordinaire réunie le 3 mars en vertu de l'article 15 du pacte, a travaillé soit en commission générale, soit en séance plénière.

Elle a pris le 4 mars une résolution concernant exclusivement l'affaire de Changhaï. Elle rappelait les propositions faites par le Conseil le 29 février; invitait Tokio et Nankin « à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour assurer l'exécution effective des ordres »; et recom-

mandait que des négociations soient engagées par les Chinois et les Japonais « en vue de la conclusion d'arrangements destinés à rendre définitive la cessation des hostilités et à régler le retrait des troupes japonaises ».

A cette résolution en a succédé une autre, datée du 11 mars et par laquelle l'Assemblée considérait que les dispositions du pacte sont entièrement applicables aux différends et qu'il en est ainsi :

1° Au principe du respect scrupuleux des traités ;

2° De l'engagement assumé par les membres de la S. D. N. de respecter et maintenir, contre toute agression extérieure, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les membres de la Société ;

3° De leurs obligations de soumettre tout différend s'élevant entre eux, aux procédures de règlement pacifique ;

Faisant siens les principes formulés par le président du Conseil en exercice M. Briand, dans sa déclaration du 10 décembre, principes invoqués à nouveau par les Douze, le 16 février 1932 dans leur appel au gouvernement japonais.

L'Assemblée, à la demande du gouvernement chinois, demande fondée sur l'article 15 du pacte, alinéa 9, se trouvait saisie de l'ensemble du différend faisant l'objet de la requête de la Chine et appliquant la procédure de conciliation prévue par l'alinéa 3 dudit article, décida la constitution d'un comité de 19 membres : le président du Conseil (président du comité), les membres du Conseil, autres que les parties du différend, et 6 membres élus au scrutin secret.

Ce comité réglera le retrait des forces japonaises ; suivra l'exécution des résolutions adoptées par le Conseil le 30 septembre et le 10 décembre 1932 ; préparera le règlement du différend, d'accord avec les parties, suivant l'article 15, alinéa 3 du pacte ; proposera au besoin à l'Assemblée de saisir la Cour permanente de Justice internationale d'une demande d'avis consultatif ; proposera toute mesure urgente jugée par lui nécessaire et présentera à l'Assemblée le plus tôt possible et au plus tard le 1^{er} mai 1932, un premier rapport sur la situation.

Enfin, une résolution, préparée par le comité des dix-neuf, votée le 30 avril par l'Assemblée extraordinaire, est ainsi conçue :

I. — Considérant que les résolutions de l'Assemblée extraordinaire, en date du 4 et du 11 mars, ont recommandé que des négociations soient engagées par les représentants chinois et japonais, avec le concours des autorités militaires, navales et civiles des puissances ayant des intérêts

spéciaux dans les concessions de Changhaï, en vue de la conclusion d'arrangements destinés à rendre définitive la cessation des hostilités et à régler le retrait des forces japonaises ;

2. — Considérant que, s'il n'appartient pas au Comité spécial de se substituer aux négociateurs, — les arrangements envisagés dans les résolutions de l'Assemblée du 4 et du 11 mars ne pouvant être conclus que sur place, — toute puissance représentée aux négociations a le pouvoir, en cas de difficultés graves dans les progrès desdites négociations ou dans l'exécution des arrangements sus-mentionnés, de signaler lesdites difficultés audit comité, qui exerce ses fonctions au nom et sous le contrôle de l'Assemblée ;

3. — Considérant que les négociations doivent être poursuivies, conformément aux résolutions précitées, par l'Assemblée, sans qu'aucune des parties puisse prétendre imposer des conditions incompatibles avec les dites résolutions ;

4. — Ayant pris connaissance des articles du projet d'armistice qui ont été communiqués au comité de l'Assemblée et qui ont été acceptés par les deux parties ;

5. — Estime que ces articles sont conformes à l'esprit desdites résolutions ;

6. — Constate notamment que, par l'article 3 dudit projet, le gouvernement japonais s'engage à opérer le retrait de ses forces dans la concession dans le district de Hong-Kéou, sur les positions où elles se trouvaient avant l'incident du 28 janvier 1932.

7. — Déclare qu'il est conforme à l'esprit des résolutions de l'Assemblée du 4 et du 11 mars, que ce retrait ait lieu à bref délai.

8. — Déclare que la résolution du 4 mars ne sera pleinement exécutée que par le retrait complet des forces japonaises ;

9. — Prend acte du fait que le projet d'accord prévoit l'institution d'une commission mixte, comprenant des membres neutres chargés de certifier le retrait réciproque, ainsi que de collaborer à l'organisation du transfert des territoires évacués par les forces japonaises à la police chinoise, qui viendra prendre en charge lesdits territoires aussitôt que les forces japonaises se retireront ;

10. — Prend acte avec satisfaction du fait que la dite commission aura pour tâche de veiller de la manière qu'elle jugera le mieux appropriée, conformément à ses décisions, à l'exécution des articles 1, 2 et 3, dont le

dernier prévoit le retrait complet des forces japonaises sur les positions où elles se trouvaient avant l'incident du 28 janvier 1932;

11. — Estime qu'en vertu de ses pouvoirs tels qu'ils sont définis à l'annexe 3 du projet d'accord, la Commission chargée de veiller à l'exécution des articles 1, 2 et 3 de l'accord, est autorisée à appeler l'attention, en prenant ses décisions, de la manière stipulée à ladite annexe, sur toute négligence dans l'exécution d'une disposition quelconque des articles ci-dessus;

12. — Insiste auprès des parties en cause pour qu'elles poursuivent les négociations en vue d'une rapide conclusion, et prie les gouvernements ayant intérêts spéciaux dans les concessions de Changhaï de continuer à prêter leur concours à ce sujet;

13. — Relève expressément qu'à défaut d'une telle conclusion prévue dans les résolutions du 4 et du 11 mars, la question reviendra nécessairement devant l'Assemblée.

14. — Prie les gouvernements des puissances ayant des intérêts spéciaux dans les concessions de Changhaï de transmettre à la Société des Nations les informations que possédera, en vertu de ses attributions, la Commission mixte à constituer, et qui leur seront fournies par leurs représentants respectifs dans ladite commission.

V. - La 3^{me} Session extraordinaire du Conseil et la 2^{me} Session de l'Assemblée extraordinaire

(Le rapport Lytton)

Ces deux sessions eurent lieu consécutivement et spécialement pour procéder à l'examen du rapport de la Commission d'enquête sur les origines du conflit sino-japonais et les moyens d'en assurer le règlement. Elles ont donc en elles une importance considérable.

Avant d'étudier ce qui c'est passé dans les deux sessions, il nous paraît indispensable d'apporter une précision, quoique sommaire, sur le rapport Lytton.

Celui-ci rappelle les événements survenus en Chine depuis la révolution de 1911 et expose la situation troublée qui existait dans ce pays. Il étudie le caractère particulier de la Mandchourie, province chinoise de 30 millions d'habitants, riche en ressources agricoles et minières, objet de dispute entre la Russie et le Japon, devenue finalement le fief du maréchal

Tchang Tso Lin, puis de son fils Tchang Hsue Liang dont l'administration défectueuse a créé la tension à l'égard des Japonais et en a motivé, en quelque sorte, leurs opérations militaires et leur occupation. Il expose ensuite les événements récents, à partir du 18 septembre 1932. L'enquête menée par la commission relativement à l'explosion dans la nuit du 18 septembre, a fait ressortir que la voie ferrée avait sauté sur 75 centimètres de longueur environ, mais un train qui arriva bientôt à toute vitesse, pouvait franchir sans l'accident l'endroit où elle s'était produite. La Commission conclut que cet incident ne suffisait pas à justifier l'action militaire du Japon, minutieusement préparée et exécutée ensuite méthodiquement. Le rapport reconnaît les intérêts particuliers du Japon en Mandchourie; il précise les droits spéciaux que celui-ci détient, en vertu des traités quant à l'exploitation de diverses lignes de chemin de fer. Etudiant ensuite la situation du nouvel Etat mandchou, les commissaires sont d'avis que la déclaration d'indépendance de cet Etat ne correspond à aucun mouvement spontané de la population, mais est due à l'initiative des occupants japonais.

Arrivons aux chapitres 9 et 10 qui formulent les solutions proposées par la commission d'enquête. Les fautes commises par les deux parties ont créé une situation d'une complexité inimaginable. Il ne saurait être question de revenir au *statu quo ante* dangereux d'avant septembre 1931. Il faut à tout prix réaliser un pacifique règlement de compte qui devrait s'inspirer des données suivantes :

1. — Equitables considérations des intérêts également vitaux de la Chine, du Japon et de l'Union soviétique;
2. — Retour à l'observation stricte des pactes existants (de la S. D. N., de Paris et des Neuf Puissances), lesquels portent la signature des parties en cause;
3. — Etablissement sur la base des faits nouveaux de relations contractuelles normales et pacifiques entre la Chine et le Japon;
4. — Instauration en Mandchourie d'un statut que « tout en sauvegardant la souveraineté et l'intégrité administrative de la Chine », conférerait aux trois provinces une large autonomie;
5. — Maintien de l'ordre à l'intérieur et à l'extérieur, sauvegarde de la sécurité mandchoue par la création d'une force de gendarmerie locale et le retrait de toutes formations militaires;
6. — Instauraiton entre la Chine et le Japon d'un rapprochement éco-

unique qui mettrait fin au boycottage des produits japonais et à toutes les manifestations de la guerre économique actuelle ;

7. — Mise en œuvre, enfin, d'une coopération internationale à laquelle participeraient toutes les puissances intéressées pour réaliser la reconstruction de la Chine dont la dangereuse instabilité inquiète le reste du monde.

Ce document, comme tous les instruments de conciliation, s'efforce d'établir entre les deux adversaires un dosage savant, un partage ingénieux des torts et des responsabilités. Cependant, dans son ensemble, il condamne, courtoisement mais nettement, les agissements japonais.

Dès sa publication, le rapport subit les critiques des deux pays en litige. Les Chinois le critiquèrent sur certains points avec modération toutefois. Mais les Nippons ont réagi avec beaucoup de violence et de décision. Le ministre de la Guerre japonais, le général Araki, poussait son indignation jusqu'à déclarer que le « rapport Lytton n'est qu'un simple carnet de voyage », et par conséquent ne mérite pas qu'on y prête grande attention.

Enfin, selon une dépêche de Tokio du 14 octobre 1932, les points les plus importants des observations que le gouvernement mikadonal a fait sur le rapport Lytton sont ainsi exposés :

1° Le rapport Lytton se montre à maintes reprises, vis-à-vis du Japon, d'une partialité qui messied à la Commission ;

2° Seule l'ignorance des éléments historiques du conflit peut expliquer l'erreur que commit la Commission en nous accusant d'avoir dépassé les bornes de la légitime défense ;

3° En ne faisant état que de la rapidité avec laquelle les forces japonaises furent mises en action, la Commission accusa le Japon de préméditation dévoilant ainsi l'ignorance dans laquelle elle se trouve de la nature des opérations militaires qui se déroulèrent alors ;

4° La Chine ne constitue pas un Etat organisé ;

5° La responsabilité du mouvement et du boycottage anti-japonais incombe au gouvernement chinois.

6° Le refus par la Commission de reconnaître le caractère spontané du mouvement d'indépendance de la Mandchourie est dû à la méconnaissance du fait que plusieurs tentatives de cette nature eurent lieu dans le passé.

7° La Commission a dépassé le cadre de sa mission en faisant état des renseignements qui lui ont été fournis par 1.500 lettres émanant de

particuliers au lieu de tenir compte des déclarations du gouvernement du Mandchoukouo.

8° La solution qui fut proposée de mettre la Mandchourie sous un contrôle mixte est absolument inapplicable en pratique.

§ 1. — LA 3^e SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL

Ce fut le 12 novembre 1932 que s'ouvrit à Genève la session en question.

Les thèses chinoises et japonaises bien connues se sont affrontées de nouveau avec éclat.

M. Matsuoka, l'envoyé spécial du cabinet de Tokio, exposa l'argument favori du Japon : la faiblesse du gouvernement de Nankin, le communisme inaitre de plusieurs provinces, le boycottage économique et les atteintes portées aux traités.

A cela, M. Wellington Koo, représentant de Chine, riposta par un exposé des réalisations entreprises par son gouvernement malgré des difficultés inouïes, dans les finances, les travaux et l'institution publics. Il ne manqua pas de faire valoir le secours inespéré que l'affaire de Mandchourie, compliquée par celle de Changhaï, avait apporté aux armées rouges de la Chine centrale, au moment où le génearlissime Tchang Kaï Check, dans une campagne de grande envergure, allait enfin leur porter le dernier coup.

Puis le délégué chinois a insisté sur le principe cardinal du respect des instruments internationaux de paix. La Chine ne peut renoncer à des droits qu'elle possédait antérieurement à l'agression du 18 septembre 1931. D'autre part, il serait inadmissible que l'agresseur retirât de son agression des droits nouveaux qu'il ne possédait pas auparavant.

D'après ces deux longues déclarations, nous pouvons dire que les deux parties restaient obstinément sur leurs positions. La Chine voulait obtenir de la S. D. N. qu'elle rétablisse en Mandchourie le *statu quo ante* avant de consentir à discuter le fond avec le Japon : et ce dernier exigeait la reconnaissance complète et absolue de l'état de chose présent par l'organisme de Genève.

Comme le Conseil n'a pas la qualité de se prononcer en dernier ressort sur le règlement du conflit, un mouvement très net se dessinait à ce moment pour que l'affaire soit renvoyée pour les plus amples débats devant l'Assemblée extraordinaire.

Mais la délégation japonaise a soutenu que la question était de la compétence exclusive du Conseil, et insisté pour qu'il en demeure seul saisi.

Cette interprétation n'avait aucune chance de triompher, et le Japon finit par se résigner — non sans faire d'expresses réserves — à suivre son adversaire devant le Grand Aéropage.

§ II. — L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE

Elle a été convoquée pour le mardi 6 décembre 1932. Elle avait à examiner le problème de Mandchouire dans son ensemble en vertu de l'article 15.

La séance fut présidée par M. Hymans, ministre des Affaires étrangères de Belgique, dont, sur la proposition du délégué de l'Espagne, M. de Madariaga, les pouvoirs présidentiels ainsi que ceux du bureau des précédentes sessions, sont confirmés.

Le débat, comme auparavant, commença par le plaidoyer du Chinois, et la justification du Japonais. Ensuite, sont intervenus dans la discussion générale les autres représentants qui, tous, se sont prononcés plus ou moins énergiquement contre la thèse japonaise.

L'Assemblée a reçu un projet de résolution déposé par les délégations de l'Espagne, de l'Irlande, de la Suède et de la Tchécoslovaquie, projet qui n'était rien moins qu'une mise en accusation en bonne et due forme, et ainsi conçu :

« Constate que les vastes opérations et l'occupation militaire qui ont suivi les événements du 18 septembre 1931, ne peuvent être considérées comme des mesures de légitime défense ;

« Que le régime institué en Mandchourie n'a pu se réaliser que grâce à la présence des troupes japonaises ;

« Constate que la reconnaissance du régime actuel en Mandchourie n'est pas compatible avec les obligations internationales existantes ;

« Autorise le Comité des Dix-Neuf à solliciter la collaboration des gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques soviétiques afin d'entrer en contact avec les parties, en vue d'assurer le règlement du différend sur la base des constatations sus-mentionnées. »

Cette résolution, n'étant pas encore votée, ne subsistait qu'à l'état de projet. Néanmoins, M. Matsuoka, la trouvant trop accusatrice et de plus

incompatbile avec le rapport Lytton ainsi qu'avec le principe fondamental de la S. D. N., brandi, afin de faire retirer cette malencontreuse proposition, l'épouvantail de la rupture de son pays avec Genève.

L'Empire du Soleil Levant n'admet pas qu'on remette en question la création « spontanée » de nouvel Etat Mandchoukouo. Il s'insurge contre l'idée qu'on puisse considérer comme une agression son action « pacificatrice » en Chine.

Sur la proposition du président M. Hymans, l'Assemblée a accepté les suggestions élaborées par ses bureaux, c'est-à-dire de transmettre au Comité des Dix-Neuf tout le dossier : le rapport Lytton, les débats, les exposés écrits ou oraux, enfin, les résolutions prises. Mais pour amortir les chocs, on a décidé que les résolutions déposées ne deviendraient plus que de simples suggestions. Ainsi l'Assemblée se trouvait saisie d'une résolution qui n'était autre que celle proposée par la Suisse et dont nous écartons les attendus pour donner simplement les conclusions.

« L'Assemblée charge le Comité spécial institué en vertu de la résolution du 11 mars 1932 :

1° d'étudier le rapport de la Commission d'étude ; les observations des parties ; ainsi que les opinions et suggestions exprimées à l'Assemblée quelle que soit la forme sous laquelle elles ont été présentées ;

2° De diriger des propositions en vue du règlement du différend qui a été porté devant elle par la résolution du Comité en date du 12 février 1932 ;

3° De lui soumettre ces propositions dans le plus bref délai. »

Ainsi, durant quatre jours en 6 séances, l'Assemblée a terminé la discussion générale. Elle s'est suspendue en chargeant le Comité des Dix-Neuf d'étudier et de résoudre pacifiquement le conflit.

Au palais des Nations, une séance privée du Comité des Dix-Neuf avait lieu le 12 décembre 1932. On y avait tout simplement chargé le Comité des cinq membres où M. Massigli représentant la France, sir John Simon la Grande-Bretagne, M. de Madariaga l'Espagne, M. Huber la Suisse et M. Bénès la Tchécoslovaquie, de préparer un projet de recommandations susceptibles d'être agréé par les deux gouvernements de Tokio et de Nankin.

Le Comité s'est réuni de nouveau le 15 décembre, également en séance privée, sous la présidence de M. Carton de Wiart.

Il a approuvé sans modifications les textes élaborés par son comité

de rédaction et destinés à être soumis à la prochaine séance de l'Assemblée extraordinaire.

Ces textes sont au nombre de trois : un exposé général et deux projets de résolution.

L'exposé qui est le document le plus long, rappelle sous forme narrative les origines du conflit et les efforts qui ont été faits tant par le Conseil que par l'Assemblée pour régler le différend.

Le premier projet de résolution rappelle brièvement les engagements pris par les parties en vertu du pacte de la S. D. N., du pacte Briand-Kellog et de la résolution de l'Assemblée du 19 mars 1932. Il décide la constitution d'un Comité de conciliation qui s'efforcera, sur la base du rapport Lytton, d'apporter un point final au différend. Ce Comité de conciliation ne sera que le Comité des Dix-Neuf lui-même auquel seraient invités à prendre part les représentants des Etat-Unis et de l'U. R. S. S.

Un second projet de résolution, plus bref que le premier se borne à remercier la Commission Lytton pour son remarquable travail.

Le 20 décembre, le Comité s'est ajourné au 16 janvier 1933. Dans sa dernière séance, il a reconnu que les textes de résolution proposés par lui, pour fixer le cadre de la procédure de conciliation introduite par l'Assemblée extraordinaire, n'avait aucune chance d'être acceptés par les deux parties. Le Japon n'admet comme base que la situation de fait créé par la proclamation d'indépendance de la Mandchourie. La Chine pose comme question préalable le retrait des troupes japonaises.

Dès le 28 décembre, la Chine envoyait deux notes : l'une demandant des amendements au premier projet du Comité ; l'autre dénonçant la politique d'intimidation et de « bluff » des Japonais déclarant que « les principes de la S. D. N. doivent être intangibles et les intérêts de la paix primer tous les autres. »

Quant au Japon, fidèle à sa méthode, il a préféré continuer sa politique de force et mettre la S. D. N. en présence de nouveaux empiètements réalisés (1).

Le Comité des Dix-Neuf reprit le 16 janvier ses travaux.

(1) Le 2 janvier, sous prétexte d'attaques et de préparatifs menaçants des troupes chinoises. — N'est-ce pas toujours le lapin qui provoque le chasseur ? — les Japonais commençaient le bombardement de Chan-Haï-Kouen et s'en emparaient, non sans exterminer sous leur feu trois mille habitants chinois de cette ville située au point où s'arrête la Grande Muraille près de la Mer Jaune sur le passage de la voie ferrée qui relie Moukden à Tien-Tsin et à Pékin.

Avec un nouveau retard de 48 heures, le Japon a fini par remettre le 18 janvier sa réponse à la résolution du 15 décembre. Cette réponse est un chef-d'œuvre de duplicité en ce sens qu'elle ne répond pas au texte du Comité, mais qu'elle l'accommode à la japonaise, biffant ici, corrigeant là un mot ou une phrase, et, ainsi, dénaturant totalement le sens général de la résolution proposée. En substance, le cabinet de Tokio disait qu'il accepterait les grandes lignes du projet de résolution, sauf quelques modifications dont deux revêtent, aux yeux du Japon, une importance particulière. La première a trait à la question de la reconnaissance ou de la non-reconnaissance de l'Etat du Mandchoukouo. A ce propos, le gouvernement nippon insistait pour que le projet de résolution définitif s'abstienne de toute allusion sur cette matière. En second lieu, le Japon entendait que la question de la participation d'Etats non-membres, au comité de conciliation envisagé soit écartée.

On comprend que le Comité des Dix-Neuf n'ait pu accepter un texte ainsi défiguré et qu'il ait posé à Tokio la question d'une façon très claire sous la forme suivante :

« Dans le cas où l'invitation à des Etats non-membres serait abandonnée, le Japon serait-il prêt à accepter sans plus de réserves le texte de la résolution des Dix-Neuf ? Quant à l'exposé des motifs contre lequel les Japonais ont toujours élevé également des objections, notamment en ce qui concerne le paragraphe qui contient une allusion à l'Etat Mandchou, le Comité des Dix-Neuf a été d'avis que cet exposé des motifs ne peut être considéré comme partie constituante du projet de résolution. C'est en effet ce dernier seulement sur lequel l'assentiment des parties est demandé. »

Le Japon ne s'estima pas non plus satisfait. Il ne voulut point se voir adresser le moindre blâme et ne cessa de protester contre la non-reconnaissance de l'Etat Mandchou.

Lisons plutôt le communiqué suivant du Comité des Dix-Neuf publié le 21 janvier pour mieux nous rendre compte de la situation résultant des pourparlers menés par ce dernier avec les deux parties en litige :

« Dans sa réunion de cet après-midi, le Comité des Dix-Neuf, a constaté qu'il ressortait des déclarations faites par la délégations du Japon au président, et au secrétaire général, que le gouvernement japonais n'est pas disposé à accepter le projet de résolution du 15 décembre, même si on éliminait de ce projet la possibilité d'inviter des Etats non-membres à participer aux négociations.

« Après avoir fait cette déclaration, la délégation japonaise a fait savoir au président que les propositions qu'elle avait communiquées de sa propre initiative, avaient été approuvées par son gouvernement.

« Après avoir pris connaissance de ces nouvelles propositions du gouvernement japonais et des amendements chinois aux textes qu'il avait communiqués aux parties, le Comité n'a pu que constater l'impossibilité de proposer une résolution acceptable pour les deux parties. L'importance que la délégation chinoise, comme d'ailleurs le Comité lui-même attache à la participation des Etats-Unis d'Amérique et de l'U. R. S. S. à la négociation d'un règlement ne permet pas d'éliminer cette disposition pour la demande du Japon seul, si le Comité doit, en même temps, modifier dans le sens des propositions japonaises les autres dispositions du projet de résolution qu'il avait élaboré le 15 décembre.

« En outre, le Comité a constaté que, même s'il acceptait de transformer l'exposé des motifs en une déclaration faite par le président au nom du Comité et au sujet de laquelle les parties auraient la faculté de présenter des réserves, le gouvernement japonais n'accepterait pas sans amendement le texte établi par le Comité du 15 décembre. Il a, dans ses nouvelles propositions, demandé d'apporter à ce texte des modifications importantes que le Comité ne saurait accepter.

« Dans ces conditions, le Comité a constaté que ses efforts pour proposer à l'Assemblée une procédure en vue d'un règlement ont, en ce qui le concerne, actuellement échoué.

« Obligé de se placer dans l'hypothèse où l'Assemblée serait, lors de sa prochaine réunion, contrainte de faire la même constatation, le Comité, en exécution de la mission que lui confie la partie III de résolution du 11 mars 1932, a décidé de commencer dès maintenant la préparation d'un projet prévu par l'article 15, alinéa 4 du pacte. La procédure aux termes du paragraphe 3, de l'article 15 ne pouvait être close que par l'Assemblée. Le Comité reste naturellement prêt à accueillir toutes nouvelles suggestions que les parties désireraient lui communiquer. »

Le Comité a déclaré inacceptables les exigences japonaises. Il a reconnu que dans ces conditions, il était inutile de poursuivre la procédure de conciliation.

Mais la procédure exige que l'Assemblée extraordinaire se prononce sur le rapport du Comité qu'elle constate l'impossibilité de la conciliation. C'est seulement après l'accomplissement de cette formalité qu'on envisagera la procédure prévue par le paragraphe 4, de l'article 15.

Celui-ci ainsi conçu :

« Si le différend n'a pu se régler, le Conseil rédige et publie un rapport voté, soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix, pour faire connaître les circonstances du différend et les solutions qu'il recommande comme les plus équitables et les mieux appropriées à l'espèce. »

Le Comité, en fait, abandonnait-il alors la procédure de la conciliation ? Oui et non. Oui, puisqu'il préparait dès ce moment des « recommandations ». Non, puisqu'il réservait l'avenir en laissant entendre que la procédure de la conciliation reste ouverte jusqu'à ce que l'Assemblée ait elle-même déposé un rapport. La contradiction éclate.

La vérité, c'est que l'on distinguait, au sein du Comité, des courants et des contre-courants. Les petites puissances souhaitaient de sauver le Covenant par un appel pur et simple des principes ; tandis que les grandes puissances, tout en désirant sauver le pacte aux fins de son éventuelle utilisation pour des différends européens, se demandaient où l'on irait après avoir énoncé les principes contre la reconnaissance du Mandchoukouo. Il a donc fallu concilier ces deux tendances en décidant, non seulement, de laisser encore ouverte la procédure de conciliation, mais aussi, de continuer l'élaboration du rapport sur la base du paragraphe 4, de l'article 15.

Depuis lors, il ne s'agit plus du conflit sino-japonais, mais de tension entre Genève et Tokio. L'atmosphère d'angoisse et de nervosité s'étendait lourdement sur les bords du Léman.

Le 9 février, le Comité posa deux questions à la délégation japonaise :

1° Cette délégation, peut-elle souscrire oui ou non au paragraphe 7 des suggestions finales de la Commission d'étude ? En d'autres termes, oui ou non peut-elle souscrire à une modification du gouvernement de la Mandchourie en vue d'assurer d'une façon compatible avec la souveraineté et l'intégrité administrative de la Chine une large autonomie satisfaisant aux conditions légales et aux caractéristiques spéciales des trois provinces de l'Est ?

2° Le gouvernement de Tokio peut-il donner des assurances sur la cessation des opérations de police dans le Jéhol ?

Les réponses japonaises du 13 février témoignaient de la surprise (ironique) du gouvernement de Tokio. Celui-ci n'a-t-il pas suffisamment expliqué son point de vue à l'égard de l'Etat Mandchou au cours de longs pourparlers ?

« Il est convaincu que le maintient et la reconnaissance de l'indépendance

de Mandchourie est la seule garantie de la paix en Extrême-Orient et que toute la question sera résolue éventuellement sur cette base entre la Chine et le Japon ». En second lieu les « opérations de police » seront poursuivies.

Au reçu de ces négations japonaises, il ne resta plus aux Dix-Neuf, qu'à mettre un terme à leur discussion, à achever leur rapport, et à prendre leurs conclusions.

On a bien prévu que la méthode de conciliation ne donnerait aucun résultat. Dans l'état de chose actuel, il est impossible de trouver la formule qui : 1° redonne aux pactes, force, vigueur et toute valeur morale ; 2° n'éveille pas les rudes susceptibilités nippones ; 3° satisfasse les revendications nationales chinoises ; 4° surtout, modifie immédiatement la réalité. Mais le Comité des Dix-Neuf a cru qu'« il n'accomplirait pas son devoir s'il n'épuisait pas tous les efforts de conciliation et s'il ne faisait pas la preuve de la plus grande patience dans ses tentatives pour obtenir à un règlement. » Il a fallu dix-sept mois pour aboutir à cette constatation !

Les « recommandations » que le Comité avait présentées à l'Assemblée extraordinaire tendaient à l'affirmation de la souveraineté de la Chine sur les provinces Mandchoues, à la non-reconnaissance du Mandchoukouo, mais elles concluaient aussi l'impossibilité du retour pur et simple au *statu quo ante*.

Le point essentiel qui tenait en rupture l'Assemblée et la délégation japonaise était la question de souveraineté de la Chine sur la Mandchourie.

« Le simple retour à la situation antérieure, disaient les Dix-Neuf, ne suffirait pas à procurer une solution durable et le maintien et la reconnaissance du régime actuel en Mandchourie ne sauraient être considérés comme une solution. »

A quoi le Japon, proposait de substituer ce texte :

« Le simple retour à la situation antérieure au mois de septembre 1931 ne suffirait pas à procurer une solution durable et le maintien et la reconnaissance du régime actuel en Mandchourie ne sauraient être considérés comme une solution, et aussi la situation satisfaisante à créer peut se développer sans heurt à partir de la situation présente. »

Ce qui équivaut à dire que le Japon veut bien pour base la situation de fait actuelle, mais refuse d'admettre que la Mandchourie soit liée, en aucune manière, au reste de la Chine.

Or, le Japon, il y a trente ans, « désiraient que la Mandchourie fût reconnue par la Russie comme faisant partie intégrante de la Chine et

cette déclaration de principe une fois faite, le Japon était tout disposé à accorder une entière liberté d'action à la Russie dans cette province » (1). Mais aujourd'hui, il se permet de ne plus reconnaître ce principe énoncé par lui-même. Quelle chinoiserie japonaise !

Dans la séance plénière du 21 février 1933, l'Assemblée extraordinaire jugeait définitivement inacceptables les contre-propositions du Japon. Ainsi la procédure de conciliation était close.

Nous arrivons maintenant au tournant décisif du conflit sino-japonais invoqué devant la S. D. N.

Le 24 février 1933, l'Assemblée se réunit en séance publique pour voter le rapport et le texte des recommandations du comité des Dix-Neuf, séance, sans doute, la plus importante et la plus impressionnante que l'organisme genevois pourrait avoir jusqu'ici.

A 10 h. 50, le président M. Hymans ouvrit la séance par une déclaration qu'il fit au nom du Comité des Dix-Neuf.

La parole était ensuite donnée au représentant de la Chine M. Yen. Il souligna que le rapport du Comité reconnaît que la Mandchourie est une partie intégrante de la Chine. Les conclusions du rapport relatives à la création par le Japon du soi-disant Etat indépendant du Mandchoukouo sont formelles et péremptoires. Elles confirment le point de vue qu'a toujours soutenu le gouvernement chinois. M. Yen arriva ensuite à la partie la plus importante du rapport, c'est-à-dire aux recommandations. « Il est important, ajouta-t-il, de prendre acte de la réaffirmation solennelle de la souveraineté chinoise sur la Mandchourie. De même la délégation chinoise est heureuse de voir que les recommandations établissent que le premier objet de ces recommandations devra être d'organiser l'évacuation de la Mandchourie. »

Le délégué du Japon, M. Matsuoka déclara que la délégation japonaise avait informé l'Assemblée qu'elle ne partageait pas les vues exprimées dans le projet de rapport du Comité de Dix-Neuf et qu'elle ne pouvait l'accepter. M. Matsuoka trouva que la cause fondamentale du bouleversement en Extrême-Orient est l'état d'anarchie où se trouve la Chine. Il accusa le comité d'avoir porté un jugement contre une nation qui est le rempart de tout ce qu'il peut y avoir de légal, d'ordonné, de pacifique en Extrême-Orient en faveur d'une autre nation arriérée et anarchiste. L'a-

(1) Cette phrase était écrite à Tokio le 8 février 1904 par le ministre de France à l'époque M. Harmant, lequel informait en même temps M. Delcassé de la rupture des relations russo-japonaises.

doption du rapport du Comité donnerait, de l'avis de M. Matsuoka, aux Chinois, l'impression qu'ils ont été exonérés de toute responsabilité et qu'ils peuvent continuer à défier le Japon impunément. Cela ne servirait qu'à envenimer le différend sino-japonais.

Après les interventions des délégués du Venezuela, du Canada et de la Lithuanie, on passa au vote par appel nominal. Ont pris part au vote quarante-quatre Etats. Quarante-deux ont voté pour l'acceptation du rapport, un (le Japon) a voté contre, un (le Siam) s'est abstenu. Comme les voix des parties ne comptent pas et que les Etats qui s'abstiennent sont considérés comme absents, le président proclama que le rapport était accepté à l'unanimité.

Après le vote, la délégation japonaise, en déclarant que le Japon se trouvait dans l'impossibilité d'accepter le rapport adopté par l'Assemblée, se retira de la séance. Et elle quitta, le lendemain, Genève sans que le retrait de son pays de la Société fut officiellement annoncé.

C'est avec un sentiment de soulagement et de satisfaction que tous les vrais pacifiques apprenaient ce verdict équitable et courageux. La Société des Nations rachète cette fois-ci du moins une partie de ses erreurs, de ses timidités, de ses faillites passées par la netteté et la vigueur de cette décision. Certes, le départ du Japon sera pour l'institution de Genève une rude épreuve, mais plus facile à surmonter que celle qui l'eut assaillie, si elle s'était montrée faible en ne réagissant pas à une violation du pacte. Il ne s'agit ni de la Chine, ni du Japon, mais de deux hautes parties contractantes. Il s'agit d'une décision d'ordre moral. Si l'Assemblée avait autrement voté, elle aurait diminué d'autant, sinon plus, l'intérêt de la S. D. N.; elle aurait ce faisant, donné une sorte d'encouragement à ceux qui se trouvent mal à l'aise dans la limite du pacte et que n'attendent qu'un encouragement pour le violer.

Il est nécessaire de rappeler les effets juridiques que l'acte de l'Assemblée extraordinaire comporte. D'après les dispositions du Covenant, si la S. D. N. donne raison à la Chine à l'unanimité, et que le Japon continue des opérations militaires sur le territoire chinois, elle doit intervenir aussitôt. L'article 16 est net: « Si un membre de la Société recourt à la guerre, contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15, il est, *ipso facto*, considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres membres de la Société ». Ceux-ci doivent en conséquence, rompre immédiatement avec l'Etat agresseur toutes les relations

commerciales et financières et exécuter les mesures militaires ordonnées par le Conseil.

Il faut que la S. D. N. persévère courageusement dans la tâche entreprise, c'est-à-dire qu'à la sentence succède la sanction.

En outre, l'Assemblée décida l'institution d'un Comité consultatif chargé « de suivre la situation, de faciliter à l'Assemblée l'exercice de sa mission en vertu du paragraphe 3, de l'article 3 et d'aider aux mêmes fins les membres de la Société à concerter entre eux ainsi qu'avec les Etats non-membres leur attitude et leur action ». Composé des membres du Comité des Dix-Neuf et des représentants du Canada et des Pays-Bas, le Comité consultatif a invité les gouvernements des Etats-Unis et de l'U. R. S. S. à en faire partie.

Si l'Amérique affirme que son point de vue a généralement coïncidé avec celui de la S. D. N. et accepte de se faire représenter à la nouvelle commission, les Soviets refusent de collaborer avec Genève pour le règlement du conflit en constatant que « la majorité des Etats qui font et doivent faire partie du Comité consultatif, plus exactement 13 sur 22, n'entretiennent pas de rapports avec l'U. R. S. S. et font preuve, par conséquent, de dispositions hostiles à son égard ».

Deux sous-comités ont été constitués au sein du Comité consultatif. Leur objet principal est d'étudier la question de l'embargo sur les armes à destination de l'Extrême-Orient et le blocus économique.

Au cours de la première réunion du Comité consultatif (le 25 février), une seule proposition concrète, d'ailleurs d'importance, a été faite. M. Eden, sous-secrétaire d'Etat britannique, a informé ses collègues du Comité que son gouvernement était déjà entré en contact avec les autres gouvernements intéressés, au sujet des expéditions d'armes en Extrême-Orient.

M. Eden a posé la question devant le Comité. Celui-ci a reconnu que le problème devait être parmi les premiers qu'il fallait considérer. Mais il a reconnu qu'une étude, même préliminaire, sur l'embargo en question ne saurait être utilement commencée avant que le Comité connût la réponse du gouvernement de Washington à l'offre de collaboration de l'Assemblée.

D'autre part, sir John Simon, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères déclarait le 27 février aux Communes :

« A partir de ce jour et, en attendant l'occasion d'une consultation et d'une décision internationale, le gouvernement n'autorisera pas l'octroi de permis pour l'exportation, soit en Chine, soit au Japon d'aucun des arti-

cles mentionnés dans l'*Armus export prohibition order* de 1931, les contrats en cours seront exécutés. ».

L'attitude de Londres paraît tout à fait incompréhensible. On se demande pourquoi l'embargo est dirigé aussi contre la Chine.

Tout d'abord, mettre sur le même pied la Chine et le Japon, les assujettir au même traitement, ce serait méconnaître jusqu'à le violer, l'esprit de la sentence rendue par l'Assemblée. Ce serait méconnaître et confondre dans la même mesure l'agresseur et la victime de l'agression, la puissance qui s'est soumise à la justice internationale et celle qui l'affronte. Rien ne pourrait être plus ironique, plus illogique.

Ensuite, sous les allures impartiales, il est, en réalité, favorable au Japon. L'embargo n'atteint pas les matières premières. Or il est évident, que seul, le Japon, qui a des usines d'armements, pourra les transformer rapidement, tandis que la Chine sera pratiquement dans l'impossibilité de les utiliser. Celle-ci, qui s'approvisionne au jour le jour, va se trouver privée tout à coup de moyens de défense, alors que celui-ci, bien outillé et riche, ne souffrira que relativement peu.

Le sénateur Borah, président du Comité des relations étrangères au Sénat américain, a déclaré que les Etats-Unis ne pouvaient suivre l'Angleterre dans sa décision, car « mettre un embargo sur la Chine et le Japon serait, dans les conditions actuelles, se mettre aux côtés du Japon. »

C'est pourquoi, pour les raisons diverses, la presse britannique condamne unanimement les décisions du gouvernement.

Ce dernier, sentant peut-être sa détermination mal accueillie, s'empressait de supprimer à partir du 13 mars l'embargo en question.

On peut maintenant se rendre compte de l'évolution des événements survenus depuis septembre 1932 en Extrême-Orient, et des activités pacificatrices de l'organisme genevois.

La S. D. N. était en session quand Moudken fut occupée le 18 septembre 1931. Elle s'assembla en réunion spéciale au mois d'octobre, après que la ville de Tchén-Tchéou eut été soumise au feu de l'ennemi. Sous la présidence de M. Briand, elle se réunit une fois de plus en novembre à Paris, à ce moment Tsitsikar fut prise. Mars vit s'ouvrir une session nouvelle, Changhaï fut bombardée. On parle encore du conflit à Genève en septembre 1932, le Mandchoukouo venait de se constituer sous l'égide du Japon. Nouvelles délibérations hivernales en décembre, Chan-Haï-Kouen est détruite. Réunion en février, le Jehol est envahi et ses grandes villes sont la proie des flammes.

Voilà un copieux bilan des actions criminelles du Japon et de l'impuissance de la S. D. N.

On a eu l'impression que plus celle-ci se montrait timide, hésitante, plus l'agresseur s'avérait audacieux et intraitable. Au début, à Genève, on a exigé l'évacuation pure et simple des troupes japonaises, et le représentant du Japon a répondu par une fin de non-recevoir. On s'est ensuite contenté d'une évacuation conditionnelle, la réponse de Tokio persistait toujours dans le sens négatif. Et à partir de la guerre de Changhaï, le problème Mandchou est entré dans une phase où les résolutions prises par la S. D. N. n'ont plus aucune importance et où, seul, le temps compte.

Au cours des sessions ordinaires ou extraordinaires, le Conseil, au lieu d'agir avec énergie et promptitude, a manifesté une lenteur déconcertante et une hésitation déplorable.

Pourtant, à maintes reprises, Genève a formellement blâmé la politique du Japon en Chine.

Nous avons dit que les éléments militaires nippons tenaient à acquérir la Mandchourie et la Chine du Nord, en dépit de toutes les difficultés extérieures qui pourraient se produire. Si leur délégation a promis au début à Genève que le Japon « poursuivrait aussi rapidement que possible le retrait déjà commencé de ses troupes pour les ramener dans la zone du chemin de fer » et qu'il « espérait réaliser cette intention dans le plus bref délai », c'est uniquement dans le but de ménager la S. D. N. pour qu'elle ne prenne pas des décisions trop nettes. Ils imaginaient qu'avec cette tactique, encore six, huit ou douze mois, le conflit sino-japonais disparaîtrait de l'ordre du jour de la S. D. N. comme ayant perdu tout intérêt pratique.

Mais toute comédie a sa fin. Après avoir épuisé tous les moyens de temporisation, de conciliation sans succès, la Ligue était dans l'obligation de rendre son jugement final; le Japon, condamné, a rompu avec la vie internationale, avec ses organismes, avec ses lois en quittant le palais des Nations.

Dans la morale des relations entre Etats, le vote du 24 février est bien un événement. Il s'applique à défendre deux pactes et un traité, tant pour la Chine que pour les puissances, tant pour l'Asie réveillée que pour l'Europe inquiète. Car comme M. Edouard Herriot écrit le 12 mars 1933 sur le même sujet :

« Si le réalisme et l'empirisme l'emportent, si le droit n'est pas défendu, si le traité de Washington est violé, c'est tout l'effort tenté depuis 1918

qui tombe. C'est le règne de la force qui recommence. Ce sont les signatures qui n'ont plus aucune valeur. C'est la S. D. N. qui se révèle sans force... ».

Les principes sont sauvegardés sur le papier. Mais cela ne suffit pas pour éteindre l'incendie qui s'allume en Extrême-Orient depuis 18 mois. Sans sanctions, la sentence ne modifie aucunement les situations acquises.

Certains prétendent que la S. D. N. est une institution dépourvue de force réelle pour mettre ses décisions en exécution. Nous ne le croyons pas. En réalité, ce qui a manqué, ce ne sont pas les moyens, mais plutôt ce fait qu'on n'a pas voulu se servir de ceux qu'on avait ; ce ne sont pas les forces et les possibilités qui ont manqué, c'est le cœur.

Les choses sont claires et indiscutables : le Japon, bien que sans déclaration officielle, fait ouvertement la guerre ; la Chine, indûment outragée, obtient gain de cause devant l'Assemblée extraordinaire à l'unanimité du vote.

Il faut donc que tous les autres Etats membres, considérant l'acte japonais comme un acte de guerre contre eux-mêmes, interviennent aussitôt, et appliquent strictement l'article 16 du Covenant, c'est-à-dire des sanctions diplomatiques, économiques et même militaires.

Seuls, une mise en quarantaine, un blocus économique implacable dont Genève fixera les modalités et contrôlera l'exécution, auront vite raison de la résistance de l'agresseur. Aujourd'hui, à la seule idée que la Chine, sa victime, pourrait se fermer à ces exportations, il jette feu et flammes. Comment pourrait-il, dans ses îles surpeuplées et affamées, supporter un boycottage universel qui ne laisserait arriver jusqu'à lui, ni un yen de crédit, ni un gramme d'or, ni une livre de riz, ni une balle de mitrailleuse ?

Au nom de la paix et de l'humanité, nous demandons que la S. D. N., pousse sa mission sacrée jusqu'au bout.

LES ATTITUDES DES ÉTATS-UNIS ET DE L'U. R. S. S.

Nous avons dit que le problème mandchou était un problème international. Le conflit actuel pourrait à tout moment dégénérer en une conflagration générale, aussi terrible que celle de 1914. C'est pourquoi, dès le premier coup de canon japonais tiré à Moukden, tout le monde a fixé attentivement ses regards sur ce coin sinistre et suivi pas à pas le développement des événements.

Les pays qui ne font pas partie de la S. D. N., les Etats-Unis et la Russie, se sont intéressés eux-mêmes particulièrement au conflit naissant. C'est leur attitude qu'il importe d'étudier.

I. - L'attitude des États-Unis

Si les Etats-Unis n'appartiennent pas encore à la Société des Nations, ils sont signataires du traité des neuf Puissances, et du pacte Briand-Kellog. Ils ont leurs engagements ; ils doivent leur faire honneur.

Dès le début du conflit, tout le monde s'est demandé ce qu'allait faire l'Amérique. Les U. S. A. ont trop d'intérêts en Chine pour ne pas intervenir. Ils ont soutenu le point de vue chinois. Cela était dans l'ordre naturel des choses. Venus trop tard en Chine pour s'y créer une zone d'influence propre, les Américains entrent dans leur plan de déposséder les usufructiers actuels de façon à faire place nette en Chine pour leur future expansion économique.

Les Etats-Unis interviendront. Mais sous quelle forme et de quelle façon ? Par une intervention isolée et énergique ? Ou une action convergente avec la S. D. N. ? Voilà la question.

Pendant la durée du litige, la diplomatie américaine a été hésitante et sans caractère. Elle a été variable en ce sens que tantôt le gouvernement de Washington a agi seul, et tantôt il a adhéré aux démarches de Genève ou des autres puissances .

Il est visible dans toute cette affaire que le souci des Etats-Unis a été de ménager, dans toute la mesure du possible, la fierté du cabinet japonais de façon à ne pas risquer de provoquer à Tokio une crise politique grave. C'est ce qui a pu donner à leur action une allure assez timide. L'Amérique a craint de compromettre le succès de son intervention en agissant avec plus de force et de fermeté.

Les Etats-Unis ont commis la même faute que la S. D. N. à savoir de compliquer au début la situation par une action « prématurée ». Une fois, le traineau en route, on ne peut plus l'arrêter, et on le laisse aller jusqu'au bout.

Voici les faits.

Après l'occupation de Tchin-Tchéou (le 2 janvier 1932) les Etats-Unis déclaraient qu'ils n'avaient l'intention de « reconnaître aucun accord intervenu entre les gouvernements chinois et japonais ou leurs agents susceptibles de porter atteinte aux droits des Etats-Unis et de leur nationaux en Chine, connus sous le nom de politique de la « porte fermée » ». C'est là une vieille note dont nous avons déjà fait la connaissance en 1915, note adressée aux gouvernements de Pékin et de Tokio à propos des « 21 demandes ».

A vrai dire, chaque acte militaire, des troupes japonaises en Mandchourie a été suivi d'une protestation écrite ou orale de Washington. Mais quels ont été les effets de ces protestations? Nul. On peut le dire.

L'action des Américains n'a pas eu d'autres signification que celle consistant à fermer la porte après le départ des cambrioleurs chargés de leur butin.

La guerre de Mandchourie qu'on a persisté à qualifier d' « opérations de police » s'est déplacée en janvier 1932 vers Changhaï, et cette fois il a semblé beaucoup plus difficile de l'apaiser. Les hommes d'Etats américains s'en étaient quelque peu émus. Dans une lettre ouverte adressée à M. Borah, président de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, M. Stimson, secrétaire au département d'Etat, a déclaré notamment que si l'on continuait à ignorer le traité des neuf Puissances ainsi d'ailleurs que le pacte Briand-Kellog, tout l'édifice de l'accord de Washington de 1922, aux termes duquel les Etats-Unis ont consenti à limiter leur marine et leurs fortifications sur le Pacifique, se trouverait en sérieux danger.

De toute évidence, si les Américains n'ont pas arrêté les Japonais en Mandchourie et à Changhaï, ils les arrêteront un jour aux Philippines.

Mais ce jour-là le petit Japonais, grossi peut-être de ce qu'il aurait pu tirer de la Mandchourie, sera plus dur à vaincre.

Car, au Japon, l'idée d'un conflit prochain avec les Etats-Unis a été *depuis longtemps* conçue et profondément examinée. On en parlait ouvertement. En 1927, le baron Tanaka, dans son fameux « Mémoire » dont nous avons extrait ci-dessus à maintes reprises certains passages, écrit ainsi : « Il nous faut d'abord, pour contrôler la Chine, écraser les Etats-Unis comme dans le passé nous avons écrasé les Russes » et l'ex-lieutenant général Sato, un des chefs de la grande guerre, dans un article paru dans la revue « le Mois » de novembre 1931, énuméra toutes les raisons qu'ont les Japonais d'en vouloir aux Américains. Puis il ajoute : « Une guerre entre le Japon et les Etats-Unis est le destin inévitable de notre nation ».

Nous venons, d'autre part, d'apprendre que dans le budget nippon de 1933, les dépenses militaires et navales s'inscrivent pour la somme de 820.489.000 yens sur un total général de 2.239.325.000 yens et que grâce à cette possibilité fiscale, le ministre de la Marine a décidé la construction de deux bâtiments de guerre d'un type tout à fait nouveau dont la mission consistera en la destruction de sous-marins ennemis. Aucune puissance en dehors du Japon, disent les journaux nippons ne possède de bâtiments de ce type. Les autorités navales japonaises affirment que lorsque ces navires entreront en service, ils contribueront à augmenter considérablement la puissance de combativité des flottes japonaises.

Il est impossible que les Américains ne se rendent pas compte de ces paroles tendancieuses et de cette préparation menaçante. Pour les uns comme pour les autres, il ne s'agit plus d'éviter la future guerre nipponne-américaine, mais de choisir le meilleur moment pour la déclarer. Que les Etats-Unis réfléchissent.

Pendant l'attaque japonaise de Changhaï, il nous semble que la Maison Blanche et le département d'Etat se sont, en quelque sorte, divisés sur l'attitude à prendre à l'égard du Japon. M. Stimson avait préconisé une attitude énergique et plus efficace. Au contraire, le Président Hoover, soutenu par M. Borah, faisait valoir que toute sanction, même économique, équivalait à un acte de guerre, et comme les Etats-Unis désiraient entretenir des relations amicales avec le Japon, toute mesure susceptible de provoquer des hostilités devait être écartée.

A ce moment, toutes les horreurs de la guerre apparurent aux alentours de Changhaï. Le gouvernement américain, las des notes diplomati-

ques sans effet, perdait complètement pied. Une note de Washington, datée du 19 février 1932 a précisé que les « Etats-Unis se consacrent actuellement à la protection de la concession internationale et ne songent plus à recourir à des démarches diplomatiques, puisque celles-ci ne servent à rien. »

On ne peut que regretter, de la part du gouvernement de Washington, qu'il se soit borné à une démarche aussi égoïste que celle-ci : « Garantissez nous l'inviolabilité de notre concession et nous vous laissons libres de massacrer les Chinois ».

Dans son important discours du 8 août, M. Stimson invoquant une fois de plus le pacte Briand-Kellog, déclarait que l'Amérique refuserait de reconnaître les fruits de l'agression et accueillerait l'éventualité d'une intervention possible en faveur de la paix.

Bien entendu, l'Amérique ne reconnaîtrait ni le Mandchoukouo, ni les droits nouveaux qu'obtient le Japon sur l'étendue de ce nouvel Etat. Mais cela n'avance à rien. Pis encore, l'armée mikadonale s'apprête à marcher sur le Jehol, et puis, si possible, sur Pékin et Tien-Tsin. La situation s'aggrave de minute en minute. Nous voudrions savoir en quoi consiste l'« intervention possible en faveur de la paix » qu'envisagent les Etats-Unis.

Il est vrai que l'Amérique a, par voie diplomatique, exercée une pression sur les capitales européennes pour empêcher la situation en Extrême-Orient de prendre le ton souhaité par le Japon. C'est une tactique peu coûteuse. Mais au fond, elle n'apporte pas de modifications appréciables à la réalité actuelle et aux pires événements futurs. Car il n'y a pas de tactique si savante et si subtile qui puisse empêcher qu'une omelette ne se fait sans casser quelques œufs.

On se demande maintenant, si avec l'arrivée au pouvoir du parti démocrate, les Etats-Unis changeront totalement d'attitude vis-à-vis des événements asiatiques. Selon toute probabilité, on prévoit que M. Roosevelt s'en tiendra aux positions prises par M. Hoover, sauf changement imprévu, en matière de politique extrême-orientale. Le nouveau président aura peut-être d'autres manières et d'autres vues que son prédécesseur. Mais autant, sinon plus que son prédécesseur, il sera prisonnier de l'opinion publique. Or, celle-ci, tout en exprimant une vive indignation contre la conduite japonaise, ne cessait de conseiller le gouvernement fédéral d'être prudent. La politique de prudence est d'autant plus préférable que le pays est en train de traverser une grave crise économique.

Le 17 janvier 1933, on manda de Washington qu'à la suite des conver-

sations qui ont eu lieu récemment à New-York entre MM. Roosevelt et Stimson, les deux hommes d'Etat se seraient mis d'accord pour recommander de poursuivre la politique américaine qui consiste à refuser de reconnaître tous les avantages obtenus par la force, au mépris des clauses du pacte Briand-Kellog.

En 1933 comme en 1915, sous le règne des Démocrates comme sous celui des Républicains, les Etats-Unis, font jouer invariablement sur la scène d'Extrême-Orient leur pièce classique : la politique négative.

Quelle déception pour la Chine qui comptait sur l'Amérique plus que sur la S. D. N. !

II. - L'attitude de l'U. R. S. S.

Plus que tous les autres Etats, la Russie s'intéresse directement et étroitement au conflit sino-japonais, car elle possède dans la Mandchourie du Nord des privilèges analogues, ou à peu près, à ceux qui sont reconnus au Japon dans la partie méridionale.

Dès le début des événements, le gouvernement de Moscou a prudemment déclaré sa neutralité. On sait que parfois une déclaration de neutralité n'est qu'un masque qui permet d'attendre les événements.

Au fond, quelle est la véritable attitude des Soviets

Les bruits les plus contradictoires ont circulé à ce sujet. Les uns ont prétendu que l'U. R. S. S. a partie liée avec le Japon. D'autres ont soutenu au contraire que les Bolcheviks se préparaient à intervenir en faveur de la Chine.

En réalité, durant tout une partie de la crise, les Soviets n'ont pas pris une seule initiative qui soit empreinte des qualités d'habileté et de ténacité à l'aide desquelles ils ont si adroitement fomenté des troubles à l'étranger. Ils se sont plaints d'avoir été joués et bousculés par le militarisme japonais et ont pris un air gêné et malheureux. Ils ont demandé le respect de leurs droits en Mandchourie, mais ces droits ont été virtuellement violés. Ils ont encore demandé au Japon un pacte de non-agression, et ce pacte leur a été obstinément refusé.

Lors de la marche nippone sur Tsitsikar, on a cru que les difficultés russo-japonaises allaient surgir, parce que l'action japonaise est en contradiction avec les engagements du *Modus vivendi* adopté par Moscou et Tokio sur la question de Mandchourie. Aux termes de ce *Modus vivendi*, les Japonais ne doivent pas approcher de moins de 25 kilomètres

la ligne de chemin de fer de l'Est-chinois et ils ne doivent pas traverser le 116° méridien qui délimite la Mongolie et la Mandchourie.

En fait, tout s'est passé autrement. Pour faire plaisir aux Japonais, les Soviets ont réitéré, le 15 novembre 1931, leur déclaration de neutralité. Ils précisaient : « Le gouvernement de l'U. R. S. S. a déclaré avec une netteté absolue qu'il poursuit une politique de stricte non-immixtion, découlant de sa politique de paix constante et traditionnelle, et de respect des droits de souveraineté et d'indépendance des autres Etats ». Enfin, les Soviets espéraient que « les assurances données par le gouvernement japonais resteront en vigueur et ne seront pas violées ».

Après avoir occupé Kharbine, le Japon a exigé le droit d'utiliser le chemin de fer de l'Est chinois pour le transport de ses troupes. Moscou, d'abord, s'y est opposé. Mais le Japon ne l'entendait pas ainsi. Il a mis la main sur la voie ferrée. Il est d'ailleurs visible que Tokio cherchait à provoquer l'U. R. S. S.. Un conflit au sujet du chemin de fer fournirait au Japon le prétexte attendu pour se ruer sur Vladivostok, ce port convoité depuis longtemps par l'Empire du Soleil Levant.

L'U. R. S. S. s'est inclinée et a cédé le terrain. Le Japon est allé encore plus loin et dans la première semaine de février 1932, il a sollicité de Moscou l'autorisation de transporter ses troupes jusqu'à la station d'Imenpo, et, en cas de nécessité, jusqu'à Hailin, évidemment sous prétexte, comme toujours, de « défendre les sujets japonais ». Le gouvernement soviétique donna « exceptionnellement » et « provisoirement » son consentement, tout en expliquant qu'aux termes de l'article 7 du traité de Portsmouth, la Russie et le Japon se sont engagés à exploiter les lignes ferrées de Mandchourie exclusivement à des fins commerciales et industrielles à l'exclusion de tous les buts stratégiques, l'utilisation de cette ligne à des fins stratégiques entraînait la violation dudit traité.

En 1929, l'U. R. S. S. a jugé nécessaire de faire la guerre à la Chine pour sauvegarder ses « droits » sur ce chemin de fer. Cette fois, sous la menace japonaise, elle s'est inclinée.

Un télégramme de Londres, daté du 16 février 1932, a fait connaître que le « Japon aurait l'intention de maintenir des garnisons aux deux embranchements vitaux des chemins de fer de Kharbine à Tsitsikar. Par cette occupation qui menace d'être « durable », le Japon obtiendra une complète main-mise stratégique sur toute la superficie de la Mandchourie et sur la ligne directe des communications entre Moscou et Vladivostok ».

On comprend combien la sûreté de l'U. R. S. S. est sérieusement compromise.

En prévision d'une guerre du Pacifique avec les Américains, le Japon cherchera à s'assurer le contrôle de la côte russe du Pacifique. L'occupation de Vladivostock, de toute la région maritime et de la presqu'île de Kamchatka est le prochain objectif de l'armée et de la flotte du Japon.

Dans ces conditions, la guerre russo-japonaise ne pourrait être évitée que si Moscou abandonnait au Japon, sous forme de concession, tout le territoire situé au-delà du lac Baïkal, mais un tel abandon porterait un coup mortel au prestige du gouvernement soviétique.

Depuis l'année dernière, l'U. R. S. S. a successivement signé avec la Finlande, la Pologne, la Lettonie, l'Esthonie et la France, des pactes de non-agression. La raison en est peut-être que, M. Staline inquiet de la tournure que prennent les choses en Extrême-Orient, préfère assurer sa sécurité en Occident.

Il ne paraît pourtant pas, tout au moins pour le moment, que les Soviets aient l'intention de se mesurer avec les Japonais.

Néanmoins, des cris de colère et d'alarme parviennent fréquemment depuis quelque temps du pays communiste. Les *Izvestia* publiaient au mois de mars 1932, sur les relations de l'Union soviétique et du Japon, un article auquel le caractère officieux du journal conférait une valeur particulière (1) :

« Nous sommes témoins, écrivait les *Izvestia*, d'une nouvelle reprise d'intrigue anti-soviétique en Mandchourie.

« ...On ne peut négliger le fait que les représentants les plus qualifiés des sphères militaires et civiles japonaises parlent ouvertement d'attaquer l'U. R. S. S. et de lui enlever la région maritime (avec Vladivostock), et la Transibaïkalie. Nous possédons des documents émanant de représentants des cercles militaires supérieurs du Japon et contenant des plans d'attaque contre l'U. R. S. S. pour mettre la main sur ces territoires. Dans un de ces documents, il est dit : « le but principal de cette guerre doit consister non pas tant à sauvegarder le Japon contre le communisme qu'à conquérir l'Extrême-Orient et la Sibérie orientale ».

« Un autre document émanant des mêmes cercles déclare que la pénétration devra être réalisée jusqu'au lac Baïkal, que le Japon devrait in-

(1) L'article en question cité dans *l'Europe Nouvelle* du 7 mai 1932.

clure dans le domaine de son compte toute la région d'Extrême-Orient qu'il aura occupé ».

La politique pratiquée par Moscou, toujours selon les *Izvestia*, était exposée comme ceci : le gouvernement soviétique continuera à ne pas se mêler dans des affaires intérieures en Chine. « Mais il ne permettra à qui que ce soit de violer les frontières soviétiques, d'envahir son territoire et de s'emparer de la moindre parcelle de terre soviétique ».

N'est-il pas curieux de constater que les internationalistes connaissent aussi l'hypocrisie et l'égoïsme qu'il ont si farouchement reprochés aux « impérialistes » et aux « capitalistes », lorsqu'ils s'adressent aux Nippons : « Vous pouvez faire tout ce qui vous plaît chez les Chinois : les menacer, les frapper, les tuer, cela nous est absolument égal, pourvu que vous ne franchissiez pas nos frontières ».

Le 6 décembre 1932, les Japonais ont occupé Khaïlar et Mandchouli, la ville frontière de l'U. R. S. S. Ainsi le tronçon occidental du chemin de fer de l'Est chinois, long de 930 kilomètres, qui va de Kharbine à Mandchouli, est tout entier occupé par les Nippons.

Nous ne voyons pas comment les Russes peuvent éviter le choc que le Japon ne cesse de provoquer. Les Japonais ne séparent pas dans leurs projets la Mandchourie de la Mongolie. Dans la Mongolie intérieure les Nippons se sont acquis les alliances parmi les princes mongols. Une « association des Mandchous-Mongols unis » a été fondée dans le but de délivrer la Mongolie extérieure de l'entreprise soviétique et de rattacher au Mandchoukouo l'ensemble du peuple mongol. L'U. R. S. S. pourra donc se trouver à un moment donné en opposition violente avec le Mandchouko, c'est-à-dire avec le Japon.

Les Soviets le savent bien. Mais ils se montrent exagérément réservés et prudents. Dès qu'ils aperçoivent les vrais motifs du Japon, ils n'osent plus souffler un mot qui pourrait irriter les Nippons. Ils vont jusqu'à rejeter l'invitation que la Société des Nations leur a faite de collaborer avec elle pour le règlement du conflit.

CHAPITRE VI

LES CONSÉQUENCES DU CONFLIT

Si on examine toutes les directes et indirectes, elles sont trop nombreuses pour qu'on puisse réserver à chacune une place dans notre travail sans causer une confusion plus nuisible qu'utile. Pour cette raison, nous n'étudierons ici que celles qui préoccupent particulièrement la S. D. N. en vue d'établir le règlement du différend : le nouvel Etat Mandchoukouo et le boycottage anti-japonais par les Chinois.

I. - Le nouvel État mandchoukouo

La création du nouvel Etat Mandchoukouo est la conséquence capitale du coup de force du 18 septembre 1931. Elle ne tarda même pas de devenir par son importance le point central du litige autour duquel oscillent toutes les autres questions secondaires.

Il importe de décrire d'abord l'évolution de cet acte séparatiste, et d'examiner ensuite les conséquences que sa réalisation apporte au monde entier.

Et s'il leur a fallu une dizaine d'années pour dévorer complètement la Corée, en quelques mois seulement, les Japonais ont arraché toute la Mandchourie à la Chine. Résolus à affronter toute éventualité, même la plus grave, les Nippons marchent d'une folle allure vers leur objectif. Ils ont brûlé les étapes.

A peine après avoir occupé Moudken, les envahisseurs fondaient des « comités pour le maintien de l'ordre et de la paix » auxquels s'adjoignait un « bureau des affaires spéciales » dirigé par un Japonais et dépendant du haut commandement. Successivement dans les capitales des trois provinces fut institué un gouvernement provisoire.

Quoiqu'on n'eût jamais entendu parler jusqu'alors d'un mouvement d'autonomie en Mandchourie, les Japonais vont préparer l'avènement d'un gouvernement Mandchou indépendant de la Chine, mais dépendant étroitement du Japon.

Une propagande fut menée en faveur de l'autonomie au moyen de cortège, de fêtes, de proclamation et la création des sociétés locales « pour accélérer la création du nouvel Etat ».

L'affaire étant mûre, une conférence des délégués des trois provinces se réunit le 18 février 1932 à Moukden et décida la formation du nouvel Etat qui fut proclamé le 1^{er} mars de la même année.

A la tête de cet Etat, fut placé comme chef exécutif l'ex-empereur de la dynastie Tisng-Pu-Yi, solennellement installé le 9 mars. On avait laissé courir le bruit suivant : le futur régent du Manchoukouo aurait été enlevé de Tien-Tsin, transporté à Dalny et séquestré pendant trois mois par les Japonais, vu sa répugnance première à se mêler à la combinaison nipponne.

Voilà ce qu'on peut appeler l'organisation méthodique d'un mouvement spontané ! En un mot, cet Etat est dénué de tout fondement juridique.

La constitution du nouvel Etat, élaborée naturellement par les Japonais, serait de forme républicaine, si toutefois le titre et les fonctions du Régent ne soulignaient pas une intention monarchique. Ce qui lui donne son aspect véritable, c'est dans chaque organe, la présence de nombreux conseillers japonais, et auprès de chaque chef de service, d'un directeur japonais, chef du Bureau des Affaires générales (cabinets).

C'est un protectorat non déguisé, un gouvernement de marionnette, en fait, une dictature japonaise.

Le 15 septembre, le Japon a reconnu officiellement le Mandchoukouo en signant avec lui un protocole dont le texte est ainsi conçu :

« Le Mandchoukouo, respectera tous les droits et intérêts possédés par le Japon ou ses ressortissants dans l'étendue du territoire du Mandchoukouo, en vertu des traités, accords ou autres engagements entre la Chine et le Japon ou encore les contrats publics ou privés entre Chinois et Japonais. »

« Le Japon et le Manchoukouo reconnaissant que toute menace contre le territoire ou la paix et l'ordre d'une des hautes parties contractantes constitue une menace contre la sécurité et l'existence de l'autre, sont d'accord pour poursuivre une politique de coopération pour le maintien de leur sécurité nationale ; il est convenu que les forces japonaises nécessaires à ce but stationneront sur le territoire du Mandchoukouo. »

« Le protocole doit entrer en vigueur à partir du jour de sa signature. »

On croit savoir qu'un accord militaire secret complétant la clause du

protocole relative à la défense du gouvernement Mandchou a été également conclu.

Un tel protocole équivalait, en quelque sorte, à l'établissement officiel d'un véritable protectorat japonais en Mandchourie.

C'est d'abord la porte fermée pratiquement à toutes les puissances sur ce vaste débouché encore neuf qu'est la Mandchourie, dorénavant réservé à l'usage du Japon seul.

C'est sûrement aussi le premier pas de Tokio en vue de sa mainmise sur la Chine tout entière.

C'est enfin, territorialement parlant, la menace perpétuelle de l'Empire du Soleil Levant contre les possessions asiatiques de la Russie, contre les Soviets eux-mêmes, et au point de vue économique, un accroissement de puissance tel que l'Etat japonais sera également un obstacle constant aux ambitions américaines.

A ces effets matériels importants, il faut en ajouter d'autres, plus graves sans doute, dans le domaine de la moralité politique internationale.

L'acte du Japon créant le Mandchoukouo est une violation très nette du traité des neuf puissances sur l'intégrité de la Chine. Violation en outre du pacte de la S. D. N., puisqu'il s'agit du démembrement d'un territoire appartenant à un pays indépendant, et cela avant même que la S. D. N. ait terminé l'examen de la demande chinoise relative aux événements de Mandchourie. La discussion du rapport Lytton qui doit servir à établir les bases d'un jugement sur l'action du Japon en Mandchourie, devient une comédie sans intérêt. En vérité, on ne se moque pas mieux du monde.

Quand on voit avec quelle désinvolture le Japon considère à présent les traités signés, on ne peut pas s'empêcher de songer avec terreur à ces nouvelles mœurs qui dépassent de loin celles d'avant 1914.

Aussitôt après, le gouvernement chinois protestait : il adjurait les co-signataires du traité de Washington de remplir leurs obligations, de faire respecter son autorité territoriale et administrative ; les membres de l'organisme genévois de défendre le Convenant ; les signataires du pacte de Paris de faire honneur à leurs engagements solennellement contractés. Il perd sa peine. Le monde reste impassible.

Evidemment le Japon tentait de justifier ses agissements. Le comte Uchida, ministre des Affaires étrangères, déclara le 24 août dernier à la Diète japonaise que le gouvernement préparait cette reconnaissance parce qu'il esitait que c'était le seul moyen d'aplanir les difficultés mandchourien-

nes et d'assurer la paix dans l'Extrême-Orient. Bien entendu, il s'élevait avec force contre cette suggestion à savoir que le Japon avait poussé la Mandchourie à se séparer de la Chine et que son intervention était une violation du Cevenant de la S. D. N. et du traité des neuf puissances. Selon lui, le Japon n'avait rien fait de plus en Mandchouire que ce que d'autres puissances avaient fait ailleurs. Les Mandchous, dit-il, se sont débarrassés de la tyrannie de TchangHsue Liang et, pour ne pas être entraînés dans d'autres guerres chinoises, ils ont proclamé leur idépendance.

Décidément nos voisins d'outre-mer battent tous les records de chicane et de cynisme. Ils considèrent le monde entier comme aveugle et sourd.

Le Cevenant, le pacte Briand-Kellogg et le traité de Washington sont, en leur simplicité, assez clairs pour exclure tout tergiversation japonaise.

Contrairement à ce que le comte Uchida a prétendu, les difficultés mandchouriennes, issues de l'acte odieux du gouvernement nippon, se multiplient. Et la paix en Extrême-Orient, sans parler de celle du monde entier, est menacée en ce moment plus que jamais.

Pour mieux montrer la vraie figure du Mandchoukouo, nous allons citer encore quelques témoignages dont l'impartialité n'est pas douteuse.

D'abord dans le rapport Lytton nous trouvons le passage suivant qui soutient particulièrement notre thèse : « Nous avons reçu de nombreuses délégations dont la plupart nous furent présentées par les organismes japonais ou par le Mandchoukouo, et nous avons de sérieuses raisons de supposer que les déclarations qu'elles nous ont faites avaient reçu l'approbation préalable des Japonais. Certaines personnes, après avoir fait de telles déclarations, nous ont fait savoir dans la suite qu'elle avaient été soit rédigées soit modifiées par les Japonais et ne pouvaient être considérées comme représentant l'opinion personnelle de leur signataires ». La Commission d'enquête a reçu 1.500 lettres qui, toutes, sauf deux, exprimaient une forte hostilité à l'égard des Japonais et du nouveau gouvernement Mandchoukouo.

Malgré la politique d'oppression et d'intimidation des Japonais, la véritable volonté du peuple parvenait tout de même à se manifester.

En suite, une autre information (1) nous a appris que « lorsque la convention de l'indépendance fut tenue, les délégués chinois, payés par le Japon, durent déclarer par vote, s'ils voulaient ou non « l'indépendance »,

(1) Une lettre de Kharbine, par Henry Wilgard, publiée dans *The nation*, de New-York, citée dans le *Lu* du 11 novembre 1932.

sept seulement votèrent favorablement, non pas que les autres fussent opposés à l'idée d'indépendance, mais simplement parce qu'ils n'étaient pas au courant de l'affaire ».

C'est une terrible plaisanterie. Même les vendus, au moment de voter, n'ont pas voulu trahir leur conscience.

Enfin, un professeur Japonais (1) avouait franchement en ces termes : « L'Etat de Mandchourie est une création de l'armée japonaise et M. Pu Yi, son mannequin. C'est notre armée qui a mis la main et le pied sur la Mandchourie ; elle dirige tous les services du fameux Etat, ses troupes, ses finances, sa police ; elle s'est insinuée partout et y a fait venir chaque jour des employés, des hommes à sa solde pour étendre son pouvoir... ».

Après ce que nous venons d'envisager, toute autre constatation nous paraît superflue. Nous répétons une fois pour toutes que la nouvelle formation gouvernementale mandchourienne est purement et simplement l'œuvre du Japon.

Mieux encore, les masses de Mandchourie ne se contentent pas de garder passivement leurs sentiments antijaponais. Elles les montrent ouvertement. On signale à chaque instant des soulèvements populaires. Des volontaires constituant plusieurs armées font une guerre de partisans qui peut durer aussi longtemps que ces troupes se ravitailleront en hommes et en munitions.

Mais les Japonais les ont baptisés « irréguliers » ou « bandits ».

Nous profitons de cette occasion pour faire remarquer qu'il n'existe pas dans ce pays autant d'éléments hors la loi que veulent bien le laisser entendre les Nippons.

Avant l'arrivée des Japonais, la Mandchourie était un endroit sûr. Il y avait, certes, un certain nombre de bandits ; mais il y en a maintenant on ne sait combien de fois plus qu'auparavant d'après les informations japonaises.

Un article publié dans le magazine « *Vu* » du 2 février 1932, indique notamment qu'un journaliste étranger est venu visiter les centres de ces formations et entre autres le quartier général de Paichipu, en Mandchourie, où se trouvent ces soi-disants bandits. Ce journaliste affirme que ces formations n'ont rien de commun avec les bandes de vrais bandits

(1) Lire dans le *Petit Parisien*, du 13 octobre 1932, l'article d'Andrée Viollis intitulé : Sous le masque japonais.

(1) dont le nombre et l'importance ont été fortement exagérés et que ce sont en réalité des miliciens régionaux et nationalistes hostiles à toute domination étrangère ».

Il faut qu'on s'en rende compte.

On nous excusera de reporduire ici, à titre de curiosité, une phrase humoristique trouvée dans un hebdomadaire et ainsi rédigée : « Pour les Japonais, il n'y a que deux espèces de Chinois : ceux qui fuient sont des soldats, ceux qui se battent des bandits ». Nous devons donc rendre hommage à la valeur des combattants chinois qui avaient en février 1932 comme champ de bataille Changhaï où il était impossible de masquer la vérité aux yeux des Européens et des Américains. Si ces troupes avaient été en Mandchourie, la 19^e armée chinoise aurait été qualifiée d' « irréguliers » et les francs-tireurs de « bandits ».

Nous n'exagérons pas en affirmant que la population de Mandchourie, menacée perpétuellement par les Russes et les Japonais, est animée d'un patriotisme encore plus intransigeant que celle des autres provinces de la Chine, et jamais elle ne songea à se séparer de ses frères et sœurs vivant de l'autre côté de la Grande Muraille.

Le Japon ou plus exactement les éléments militaires du Japon peuvent réussir à obtenir des résultats probants en Mandchourie ; ils peuvent réussir dans leur pays à illusionner les masses sur la portée véritable de ces résultats ; mais tout succès en Mandchourie ne représente pas autre chose que la pression d'un doigt sur une balle en caoutchouc. Dès que le doigt est enlevé, toute trace de cette pression qui semblait avoir été subie si facilement, disparaît immédiatement.

Le Japon a proclamé partout qu'il ne convoite aucune partie du territoire chinois. Peut-on faire crédit de cette parole ? L'histoire nous donne une réponse négative. En déclarant la guerre à la Russie, le 10 février 1904, le Japon affirma qu'il s'appliquerait constamment à faire respecter l'inviolabilité de la Corée, non seulement en raison des relations traditionnelles qu'ils entretenait avec ce pays, mais tout particulièrement parce que l'existence indépendante de la Corée était essentiellement à la sécurité de l'Empire japonais et au maintien de la paix en Extrême-Orient.

(1) Dans un but aisé à comprendre, le brigandage était soigneusement organisé par les Japonais. Lin Yin-Tsing, un des principaux chefs leva jusque 8.000 hommes ; il reçut de l'argent, des armes et des avions japonais (Mémorandum chinois, n° 22).

On sait pourtant ce qu'est devenue la Corée six ans plus tard. Qui pourrait affirmer que le même fait ne se reproduira pas pour la Mandchourie?

Au Japon, en matière internationale, la loyauté est donc chose des plus rares.

II. - Le boycottage antijaponais par les Chinois

Si elle ne peut pas, pour le moment, lutter à armes égales avec le Japon, la Chine possède une autre arme d'autant plus redoutable qu'elle ne dépend pas de l'initiative gouvernementale, mais des masses populaires. C'est le boycottage des produits japonais et la rupture de toutes relations économique avec les Nippons.

Dans ce but, des Associations nationales anti-japonaises où les étudiants jouent un rôle prépondérant, ont été formés à Nankin, Pékin, Canton, Hankéou, etc... par suite des massacres des Chinois en Corée au mois de juillet 1931, mais surtout depuis le 18 septembre.

Voici quelques-une des résolutions prises par ces Associations :

- 1° Défense d'acheter des produits japonais ;
- 2° Défense d'employer des produits japonais ;
- 3° Défense de transporter des marchandises japonaises ;
- 4° Défense d'employer la monnaie japonaises ;
- 5° Défense d'embarquer sur des bateaux japonais ;
- 6° Défense de travailler pour les Japonais ;
- 7° Défense de faire des dépôts dans les banques japonaises ;
- 8° Défense de faire des vivres aux Japonais ;
- 9° Défense de se rendre au Japon dans n'importe quel but.

Une association spéciale a été formée pour surveiller l'exécution de ces résolutions, des bureaux ont été organisés pour la saisie des marchandises japonaises.

C'est, en effet, à la fois, un boycottage commercial et une non-coopération civique. Et on sait avec quelle rigueur, ces clauses sont mises en applications!

Chose surprenante, les commerçants chinois, habituellement si âpres au gain, prirent de bonne volonté une attitude favorable vis-à-vis du mouvement. Peu après l'envahissement de la Mandchourie, rien qu'à Changhaï, les commerçants ont sacrifié des stocks de marchandises japonaises qui valaient plus d'un million de dollars.

Cette campagne, menée strictement, obtient un résultat peu ordinaire. Nous allons l'exposer.

Dans le commerce extérieur de la Chine, la part du Japon est de 25 % et les importations du Japon en Chine sont supérieures environ d'un tiers aux exportations de la Chine au Japon. Or, depuis la tension entre les deux pays, les importations japonaises ont fléchi de 40 % dans les premiers quatre mois. Ce pourcentage serait certainement beaucoup plus élevé à partir de 1932. Une estimation provisoire fixait ces pertes pour Hong-Kong et Changhaï jusqu'à la fin de 1931 à 11,170,000 de livres environ.

Sur les six mille firmes étrangères établies en Chine, quatre mille sont japonaises qui sont menacées à fermer leurs portes.

Les Chinois ne se sont pas contentés de cesser tout achat des marchandises japonaises, ils refusèrent de prendre livraison des commandes passées ultérieurement, annulèrent leurs ordres et allèrent jusqu'à retirer leurs avoirs de banques japonaises. Et cela ne s'applique pas seulement à la Chine. Dans le pays Pacifique où les commerçants chinois jouent un rôle important, le boycottage se fait sentir. Le mouvement s'étend jusqu'à l'Amérique, le commerce japonais avec le Mexique est très éprouvé et en Californie on a enregistré plusieurs kracks des banques japonaises par suite du retrait massif et organisé des fonds de leurs clients chinois. Les Chinois de l'étranger sont, en effet, les premiers à observer le boycottage.

Nous nous renseignons, d'autre part, sur la vertigineuse ascension du commerce extérieur japonais : il s'élevait en 1868 à 26 millions de yens, en 1890 à 600 millions, en 1925 à 4 milliards 700 millions, mais en 1931 il n'était plus que de 1 milliard 179 millions. Cette dégression était due, sans aucun doute, en partie, à la crise économique dont souffre l'Univers, mais aussi et pour une partie non moins importante à la diminution du chiffre avec les Chinois.

Nous avons grand' peine à comprendre pourquoi certains ont reproché très sérieusement aux Chinois leur mesure hostile à l'égard du Japon, sans tenir compte de la brutalité et de la cruauté avec lesquelles ce dernier prétendit se faire lui-même justice. Nous demandons qu'on examine le problème à fond et qu'on en distingue les causes et les effets. Il est impossible de nier que cette situation anormale est née de l'invasion nipponne injustifiable. A notre avis, ce boycottage a un caractère tout à fait naturel et légitime, naturel parce que l'homme, attaqué sans raison, a le droit d'user de ses capacités pour mieux se protéger, légitime parce que tout citoyen, au nom du principe de liberté individuelle, est

maître lui-même de sa vie privée, à condition de ne pas contrevenir à l'ordre public, par conséquent, aucun gouvernement ne peut obliger les gens à acheter des produits qu'ils ne veulent pas acheter.

D'ailleurs, le boycottage est l'arme européenne, nous croyons qu'en soi, il n'est ni bon ni mauvais. Tout dépendrait du but dans lequel il a été entrepris. Il est illégal, si on le pratique en vue d'imposer sa volonté aux adversaires ; il est, au contraire légal au cas où on s'en sert comme un moyen de légitime défense. Or, le boycottage tel que celui qu'entretient la Chine, se trouve dans cette dernière hypothèse.

Toutefois, nous déplorons de tout cœur qu'il frappe indistinctement les coupables et non-coupables, car, il existe, n'en doutons point, une fraction des Japonais notamment de paysans et ouvriers, désapprouvant la politique meurtrière de leur gouvernement. Mais si ceux-ci ne veulent pas que leur misère ainsi que celle des Chinois se prolonge, ils n'ont qu'à réagir activement afin de ramener leurs militaristes sur la bonne route. Nous sommes convaincus que c'est le meilleur moyen d'assurer la paix durable en Extrême-Orient et de maintenir le bon voisinage entre les deux grands peuples jaunes qui n'ont aucune raison de se rivaliser.

CONCLUSION

Dans l'imbroglio sino-japonais, il n'est pas difficile de découvrir les mobiles, inavoués des agresseurs japonais.

On l'a vu au cours de cet ouvrage. On sait maintenant ce qui s'est déroulé en Mandchourie depuis la mémorable matinée du 18 septembre 1931. On n'ignore plus que ce fut la première phase d'un plan délibérément établi et impitoyablement exécuté, celui de l'agression injustifiable d'une nation contre l'intégrité territoriale d'une nation avec laquelle elle était en paix.

Le Japon veut en réalité rééditer en Mandchourie le coup réussi en Corée il y a un quart de siècle.

La lutte de Changhaï a été le geste qui consiste à serrer l'adversaire à la gorge pour lui faire demander grâce.

Tout récemment, la ruée des Nippons sur le Jehol avère qu'après avoir conquis la Mandchourie, ceux-ci commencent à parcourir la deuxième étape de leur projet de conquête : la conquête du reste de la Chine (1).

La Chine faisant confiance aux traités existants et à la Société des Nations, a remis, dès le début, sa cause entre les mains de cette dernière sous aucune réserve.

Tous les efforts conciliateurs de Genève ont abouti à un échec par suite de l'intransigeance extravagante et de la mauvaise foi du Japon.

Celui-ci demande invariablement la négociation directe, c'est-à-dire qu'il entend dicter ses volontés à sa victime. Le gouvernement de Nankin a fait connaître, à maintes reprises, qu'aucun gouvernement chinois ne pourrait s'engager dans cette voie aussi longtemps que l'envahisseur maintiendrait l'occupation militaire d'une partie de son territoire.

Il va sans dire que si le Japon a réellement l'intention de négocier honnêtement avec la Chine, il n'aurait pas rendu irrémédiable la situation en élargissant sans cesse la portée de son invasion. Les engagements solennels, pris par ses délégués à Genève, concernant le retrait des troupes à l'intérieur du chemin de fer sud-Mandchourien, n'avaient d'autre signifi-

(1) Voir la section I de l'Introduction.

caïton que celle de « gagner du temps ». La perfidie diplomatique a donc aussi son utilité !

Dans cet état d'esprit, même si Nankin accepte de causer face à face avec Tokio, aucun résultat ne peut en découler, à moins que les Chinois ne consentent à une rectification de frotnière, c'est-à-dire au moins à l'abandon de leurs trois provinces orientales au profit du Japon. On ne peut pas s'attendre à ce que la Chine, ayant déjà trop souffert des intrigues internationales, signe encore de nouvelles « 21 demandes ».

Remarquons que la Chine d'aujourd'hui n'est plus celle il y a 20 ans. A l'époque monarchique, il s'agissait seulement d'user de la force pour obtenir d'une cour impressionnable ce que l'on désirait. Tout était accompli lorsqu'on avait épouventé les quelques centaines de presonnes composant la cour ; celle-ci signait un traité et publiait les décrets qui imposaient aux sujets les sacrifices exigés par les Puissances. Aujourd'hui, il s'agit d'appliquer la même méthode à un peuple en révolution, qui s'inspire de plus en plus profondément du sentiment national et auquel les gouvernements ne pourraient plus imposer ce qui est nuisible à l'intérêt général. L'entreprise est beaucoup plus difficile.

On voit naître en Mandchourie un nouvel Etat « indépendant ». Mais est-il viable et stable ? Vraiment, on n'ose pas le croire. D'après le premier rapport de la Commission Lytton, il existe dans cette contrée trois sortes d'armées : chinoises, mandchouriennes, japonaises. C'est là l'origine des troubles continuels et la sûreté ne règne plus dans ce pays.

Le conflit, loin de s'apaiser, se perpétue sans que quiconque puisse en prévoir l'issue.

Ce qui est plus fâcheux encore pour l'avenir, c'est qu'après le demi-échec de Changhaï, le mouvement fasciste bat son plein au Japon. Les meurtres de M. Inoye, ancien ministre des Finances ; l'assassinat du baron Dan, chef de la grande firme Mitsui ; et l'attentat dirigé contre M. Inukaï, premier ministre, montraient clairement, sous la forme la plus franche, la véritable figure de ce mouvement. M. Harmand, ministre de France à Tokio, écrivait en 1903, à la veille de la guerre russo-japonaise, à M. Delcassé :

« On doit s'inquiéter des aspirations et de la force du parti militaire, de l'état d'exaltation du pays, des violences de la presse et de l'absence révolutions énergiques de la part d'un cabinet divisé. C'est ce parti militaire qui a jeté l'empire en 1894 dans la guerre avec la Chine, guerre parfaitement évitable, guerre de mégalomanie née d'un désir de faire

l'essai d'une armée et d'une marine nouvelle... C'est là qu'est le danger avec une race si facilement excitable, si portée à l'optimisme, si haineuse pour l'étranger ». Tout a changé et rien n'est changé.

Par ailleurs, chez le peuple chinois, surtout parmi la jeunesse, l'agression odieuse du Japon a créé un esprit de revanche très développé et nombreux, par exemple, sont les étudiants qui, depuis septembre 1931, ont abandonné leurs études pour suivre le cours de préparation militaire. D'autre part, les politiciens, les militaires, rivaux de la veille, se rapprochent, se réconcilient au nom du patriotisme. De cette réunion si spontanée, si générale, si enthousiaste, retenons au moins une chose qui paraît incontestable. Si âpres que soient en ce pays les luttes de partis ou de personnes, l'unanimité nationale n'en reste pas moins totale, profonde et ardente. Les Chinois peuvent se combattre entre eux, mais devant les grands problèmes extérieurs, il y a vraiment une Chine. Ils souffrent maintenant dans leurs cœurs des outrages, des humiliations et des tortures que le Japon leur a infligés. Mais soyons-en sûrs, ils chercheront à se venger.

Les guerres ne peuvent qu'engendrer des guerres ! Sans être pessimistes à l'excès, nous pouvons prévoir une longue suite de querelles acharnées qui ensanglanteront toute l'Asie en y semant la mort et la dévastation.

Cette crise affecterait également tout le système juridique et politique si laborieusement élaboré depuis 1919 pour le maintien de la paix. Elle serait infiniment dangereuse et peut-être mortelle pour la S. D. N. Il est vrai que celle-ci, en Assemblée extraordinaire, vient, après 17 mois de carence, de prendre des recommandations condamnant l'action japonaise. Cependant, son rôle essentiel n'est pas seulement de proclamer l'agresseur ou de prendre quelques résolutions ayant un caractère académique, mais surtout d'employer toutes les possibilités que met à sa disposition l'article 16 du pacte pour assurer le respect de son verdict. Si elle se contente de s'arrêter à mi-chemin, son existence même est aussi compromise que si elle n'avait rien fait ; car, pour maîtriser un Etat délinquant, affolé de grandeur, on ne peut faire autrement que recourir aux moyens de contrainte.

Enfin, nous ne pouvons nous empêcher de constater combien le Japon commet une erreur de jugement en se croyant militairement fort au point de pouvoir tout affronter. Les Japonais sont superstitieux et ont la mystique de la force. Certes, on peut obtenir beaucoup des hommes en les

menaçant ou en les frappant. Il y a, cependant, des limites qui ne sont tracées nulle part, mais qu'il est dangereux d'outrepasser.

Napoléon, en tant qu'individu, l'Allemagne, en tant que nation, ont été l'incarnation et les victimes de cette mystique.

Il se peut que le Japon puisse ne pas tenir compte de la fin dramatique de ces exemples, mais tout homme d'Etat clairvoyant ne doit pas perdre de vue que les défis à l'opinion mondiale ont rarement des conséquences satisfaisantes.

BIBLIOGRAPHIE

- DUBARBIER. — La Chine contemporaine, politique et économique. Geuthner. Paris, 1926.
- Jean ESCARRA. — La Chine et le Droit international. A Pédoue. Paris, 1931.
- WANG CHING WEI. — La Chine et les Nations. Paris, Gollimard, 1928.
- M. MONCKARVILLE. — Le Japon d'Outre-Mer, Paris, A. Pédoue, 1931.
- K. MATSUDAIRA. — Le droit conventionnel du Japon. Paris, 1931.
- J.-C. BALLET. — Que veut le Japon, que veut la Chine? Paris, Ligue Française, 1931.
- André DUBOSQ. — Le Pacifique et la rencontre des races. Paris, Arthème Fayard et C^{ie}, éditeurs, 1929.
- SAOFONG WON. — La Chine et la Conférence de Washington. Thèse, Paris, 1927.
- CKANG PIN-YANG. — Etude sur le chemin de fer de l'Est chinois. Thèse, Nancy, 1932.

DOCUMENTS

Le rapport Lytton.

Le Mémoire Tanaka (traduit par le Comité d'action de la Colonie Chinoise en France).

Les relations sino-japonaises, *Société d'Etudes Extrême-Orientales*, Paris.

Le conflit sino-japonais, Mémoranda du Gouvernement chinois, présentés à la Commission d'Etude de la Société des Nations.

L'opinion du Gouvernement chinois sur le rapport Lytton, par le Docteur Wellington Koo.

Les observations du gouvernement japonais sur le rapport de la Commission d'Etude.

Projet du rapport prévu par l'article 15, alinéa 4 du pacte de Genève, préparé par le Comité des Dix-neuf de la Société des Nations.

Le rapport de la Commission de Changhaï.

PERIODIQUES

L'Europe Nouvelle.

La Paix par le Droit

L'esprit international.

Revue du Droit international.

Le Mois.

Revue de France.

Journal Officiel (de la Société des Nations).

Vu:

Nancy, le 8 juin 1933.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

SENN.

Vu:

Nancy, le 6 juin 1933.

Le Président de la Thèse,

LALOUEL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Nancy, le 9 juin 1933.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

L. BRUNTZ.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	5
I. — La politique traditionnelle du Japon vis-à-vis de la Chine	5
II. — La Mandchourie et sa situation internationale.....	8

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION JURIDIQUE DU JAPON EN MANDCHOURIE.....	17
I. — D'après le traité de Portsmouth et le traité de Pékin du 22 décembre 1905	17
II. — D'après le traité du 25 mai 1915.....	19

CHAPITRE II

L'ENVAHISSEMENT DE LA CHINE.....	27
I. — L'occupation de la Mandchourie.....	27
§ 1. L'occupaiton de Moukden et de Kilin.....	27
§ 2. La bataille de la rivière de Nonni et la prise de Tsitsikar	30
§ 3. L'occupation de Tchín-Tchéou et de Kharbine.....	33
II. — L'attaque japonaise de Changhaï.....	38
§ 1. Les causes.	41
§ 2. Les opérations militaires et les horreurs qu'elles ont créées	44
§ 3. La fin des hostilités.....	52

CHAPITRE III

	PAGES
LES CAUSES DU CONFLIT.....	57
I. — Les causes proches	57
§ 1. L'affaire de Wang-Pao-Chan et les massacres des Chinois en Corée	57
§ 2. L'assassinat du capitaine Nakamura	58
II. — Les causes lointaines et permanentes.....	59
§ 1. Le problème de l'immigration en Mandchourie....	59
§ 2. La question des chemins de fer de la Mandchourie.	62

CHAPITRE IV

LE CONFLIT DEVANT LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.....	67
I. — La session du Conseil de septembre 1931.....	69
II. — La Première Session extraordinaire du Conseil à Genève.	71
III. — La Deuxième Session extraordinaire du Conseil à Paris..	76
IV. — La Session du Conseil et l'Assemblée générale extraordi- naire de février-mars 1932.....	79
V. — La Troisième Session extraordinaire du Conseil et la Deuxième Session de l'Assemblée extraordinaire. (Le rap- port Lytton)	87
§ 1. La Troisième Session extraordinaire du Conseil...	90
§ 2. L'Assemblée extraordinaire	91

CHAPITRE V

LES ATTITUDES DES ÉTATS-UNIS ET DE L'U. R. S. S.....	105
I. — L'attitude des États-Unis	105
II. — L'attitude de l'U. R. S. S.....	109

CHAPITRE VI

PAGES

LES CONSÉQUENCES DU CONFLIT.....	113
I. — Le nouvel Etat Mandchoukouo.....	113
II. — Le boycottage anti-Japonais par les Chinois.....	119
CONCLUSION	123
BIBLIOGRAPHIE	127



